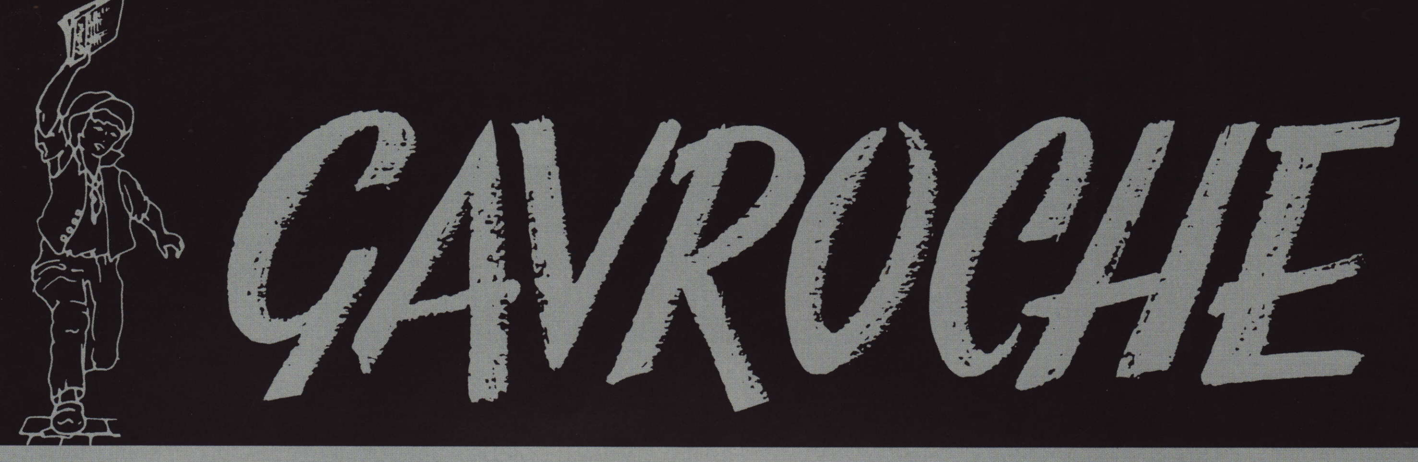


LE NUMÉRO : 9€ / TRIMESTRIEL N° 166 – 30e ANNÉE – AVRIL-JUIN 2011 **REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE**

Les « pirates » contre Hitler : La résistance des jeunes Allemands face au nazisme


e Année – N° 1

LE DRAPEAU NOIR

Organe Anarchiste

PARAISSANT LE DIMANCHE

BUREAUX ET RÉDACTION

20, Rue de Vauban, 20

LYON

AVIS

LE DRAPEAU NOIR

Antoine Cyvost

Premier martyr de l'anarchie, militant contre l'injustice



Alexandre Dumas

Écrivain et candidat politique, fondateur du journal *Le Mois* en 1848

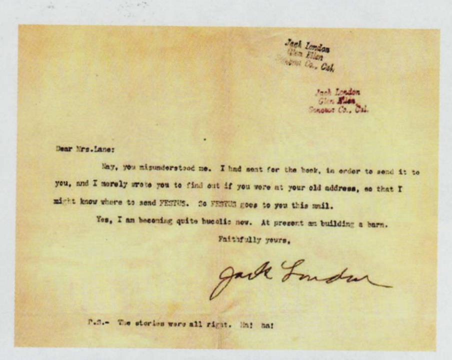


Jack London

Socialiste américain aux vies multiples

L'HISTOIRE EN LIGNE

Depuis plusieurs années, institutions et passionnés mettent en ligne documents et analyses intéressant l'histoire, sur un mode collaboratif (wikipedia par exemple) ou non. Cette rubrique vise à présenter une sélection des sites qui nous semblent valoir le détour.



Jack London
Glen Ellen
Sonoma Co., Cal.

Dear Mrs.Lane:

Nay, you misunderstood me. I had sent for the book, in order to send it to you, and I merely wrote you to find out if you were at your old address, so that I might know where to send FESTUS. So FESTUS goes to you this mail.

Yes, I am becoming quite bucolic now. At present am building a barn.

Faithfully yours,

Jack London

P.S.- The stories were all right. Ha! ha!

THE JACK LONDON ONLINE COLLECTION

http://london.sonoma.edu/

Site soutenu par la Sonoma State University Library (Californie) qui rassemble une importante documentation textuelle (correspondance, romans, nouvelles et essais politiques) et iconographique (photos) sur l'écrivain socialiste américain Jack London. On trouve même sur le site certaines œuvres sous format audio…



CRIMINOCORPUS

http://www.criminocorpus.cnrs.fr

Plateforme francophone de publication scientifique en ligne sur l'histoire de la justice. Soutenue par le CNRS et le ministère de la Justice, Criminocorpus couvre tous les aspects de la recherche en histoire de la justice, des crimes et des peines et accepte des contributions relevant de toute période ou ère culturelle. Le site comprend quatre grandes sections : un « portail » qui propose des instruments de recherche, des documents, un espace recherche, des liens directs vers les articles de la « revue hypermédia », des chronologies et des expositions. Le « radar » qui effectue une veille scientifique sur l'histoire de la justice, des crimes et des peines ; la « revue hypermédia », francophone et plurilingue qui rassemble les articles de dossiers thématiques sur le portail revues.org et enfin le « blog » qui propose des nouvelles d'actualité.



LUTTE OUVRIÈRE

http://www.lutte-ouvriere.org/

Le portail de l'organisation trotskyste Lutte ouvrière comprend diverses archives : l'intégralité de la revue *Lutte de classe* parue depuis 1960, de la brochure *Cercle Léon Trotsky* (textes et pour la période récente vidéos), des brochures des années 1970 et 1980, des archives électorales ainsi que l'intégralité de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* depuis 1999. En tout des dizaines de milliers de pages, de quoi alimenter ceux qui étudient l'histoire de l'extrême gauche et passionner les militants de tous horizons qui trouveront dans cette matière d'éventuels sujets à polémique !

SO BRITISH

http://www.britishmuseum.org/research/search_the_collection_database.aspx

Une partie de l'immense collection de gravures (et de monnaies notamment) du British Museum est aujourd'hui accessible en ligne. Gravures anglaises, françaises, allemandes, hollandaises, espagnoles, etc., réalisées entre le XVIe et le XIXe siècle principalement. La recherche se fait à partir d'une combinaison de critères : date, auteur, titre qui permet d'accéder sans aucune difficulté à l'image recherchée. Les gravures sélectionnées peuvent être commandées digitalement et reproduites gratuitement dans les publications à caractères scientifique et non commercial.

N'hésitez pas à nous faire connaître vos sites préférés en écrivant à : histoireenligne@gavroche.info





À SUIVRE

Début 2011, *Gavroche* est entré dans sa trentième année de parution. Cette jolie longévité, la revue d'histoire populaire la doit avant tout à la fidélité de ses abonnés. Ceux de la première heure, qui ont suivi son évolution depuis le numéro un de décembre 1981, comme ceux qui ont fait sa connaissance sur le tard. Scoop Presse est fière d'avoir contribué pendant de nombreuses années à la fabrication puis à l'édition de la revue, d'avoir accompagné les auteurs de divers horizons dans la publication de leurs recherches sur l'histoire du peuple. Aujourd'hui, notamment en raison de problèmes de santé, le temps est venu pour nous de passer la main, de clore cette belle aventure. Nous souhaitons voir se présenter une relève et laisser *Gavroche* à ceux qui, on l'espère, auront le courage et l'envie d'en écrire les prochaines pages et de le faire vivre encore longtemps.
Sophie Virlouvet

SOMMAIRE N° 166

PHOTO DE COUVERTURE : Dans *L'Illustration* du 3 juin 1933, photo prise près de Dusseldorf, lors d'un rassemblement de la Jeunesse hitlérienne. Dans les années qui suivent, au fur et à mesure que la dictature augmente son emprise sur la jeunesse, malgré la répression de plus en plus sévère, des milliers de jeunes affichent leur opposition à l'embrigadement par des tenues provocantes et des comportements insolents. Les nazis appellent ces jeunes contestataires « Pirates à l'edelweiss » (voir article p. 4).

GAVROCHE

Revue trimestrielle d'histoire populaire, numéro 166, 2e trimestre 2011. 52, avenue de Flandre 75019 Paris. Tél. : 01 42 76 94 11. Courriel : revue@gavroche.info. Site Internet : www.gavroche.info. Directrice de publication : Sophie VIRLOUVET. Coordinateur articles : Guillaume DOIZY. Coordinateur notes de lecture : Pierre-Henri ZAIDMAN. Collaborations pour ce numéro : J. BEZECOURT, L. BIHL, J.L. DEBRY, H. FABRE, F. FERRETTE, L. GALLET, GILDAS, S. HALLADE, C. JACQUIER, F. ROUX, P.M. SIMONIN. Commission paritaire : 0712K81974. I.S.S.N. : 02-42-9705 © Gavroche.

Distribution en librairie : DIFPOP, 81, rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas. Tél. : 01 43 62 08 07. Publication, secrétariat de rédaction : Scoop Presse, 52, avenue de Flandre, 75019 Paris. Mise en page : blackpulp.fr. Impression : Expressions II – 75020 Paris.



Les « Pirates » contre Hitler: la résistance des jeunes Allemands à l'ombre de La Rose blanche

Refusant d'adhérer au national-socialisme de Hitler, une fraction de la jeunesse allemande de la fin des années 1930 se retrouve dans une contre-culture opposée au militarisme et à la croix gammée. Une jeunesse contestataire réprimée sévèrement par le pouvoir et qui a été longtemps la grande oubliée de l'histoire officielle...

Dans une période révolutionnaire, les jeunes prennent parti de façon plus tranchée que les adultes et la jeunesse allemande ne se comporta pas autrement face à la « révolution » national-socialiste.

Les jeunes s'engagent plus radicalement par impétuosité, refus du compromis, et parce qu'ils ont moins d'attaches affectives et matérielles. Toute la gamme des comportements observée chez les adultes sous la dictature nazie – conformisme, indifférence, résignation, arrivisme... – se retrouve néanmoins chez leurs cadets, la différence entre les classes d'âge tenant à l'engagement aux extrêmes – nazisme ou résistance – d'une proportion plus importante de jeunes. Enfin, constatation banale, la jeunesse est une valeur éphémère: chaque époque voit une fraction de la génération montante se rebeller contre l'autorité de celles qui la précèdent et le IIIe Reich n'échappa pas à la règle.

Les images spectaculaires des *Hitlerjugend*[1] défilant en rangs serrés et des gamins blafards défendant Berlin assiégé ont marqué la mémoire universelle. Ce sont pourtant des jeunes qui résistèrent avec la plus grande détermination à Hitler.

À la fin de la guerre, le groupe de La Rose blanche[2] fut intronisé représentant exclusif de la jeunesse résistante par l'Allemagne fédérale du chancelier Adenauer. Les étudiants de La Rose blanche réunissaient toutes les qualités pour figurer au panthéon de la RFA naissante à côté du comte Claus von Stauffenberg[3] et de l'évêque von Galen[4], représentants des « anciennes élites ». Ils avaient grandi dans une famille telle que la nouvelle république les aimait, bourgeoise, chrétienne et antinazie. Comme beaucoup d'adolescents de leur génération, Hans et Sophie Scholl s'étaient inscrits dans les mouvements de jeunesse hitlériens en 1933. Leur trajectoire, des JH à la guillotine, prouvait que de jeunes Allemands passés par l'endoctrinement national-socialiste pouvaient être restés fidèles aux valeurs humanistes. Le profil politique et social des membres de La Rose blanche, plus le fait qu'ils n'aient jamais recouru à la violence – bien qu'ils l'aient envisagé et appelé à renverser la dictature *« par les armes »* – les rendaient acceptables par le plus grand nombre. Le courage dont ils firent preuve devant le Tribunal du peuple et face au bourreau forçait l'admiration. La figure christique de Sophie, son refus de tout compromis, la plaçaient dans la lignée des grandes héroïnes, d'Antigone à Jeanne d'Arc. En outre, le destin des jeunes martyrs absolvait la société allemande de sa soumission en confirmant que la résistance n'avait d'issue que l'échafaud.

Les nombreux groupes de jeunes qui luttèrent contre le IIIe Reich restent encore aujourd'hui dans l'ombre de La Rose blanche. Les jeunes •••

1. Les Jeunesses hitlériennes. Désormais JH.
2. Groupe d'étudiants se réclamant de diverses confessions chrétiennes. Principalement basée à Munich, La Rose blanche diffusa des tracts antinazis en 1942-1943 avant de tomber dans les filets de la Gestapo. Au total, seize personnes appartenant à ce réseau furent exécutées. Lire: Hans et Sophie Scholl, *Lettres et carnets*, traduit de l'allemand par Pierre-Emmanuel Dauzat, Tallandier, 2008.
3. D'abord favorable au régime nazi, Claus Schenk von Stauffenberg (1907-1944) ne rejoignit les rangs de la conspiration national-conservatrice qu'après Stalingrad, à l'été 1943. Le 20 juillet 1944 il posa la bombe qui manqua tuer Hitler puis gagna Berlin et prit la tête de la tentative de putsch. Capturé, il fut fusillé dans la nuit.
4. Antisémite virulent et fervent soutien du IIIe Reich, l'évêque Clemens August von Galen (1878-1946) s'adressa publiquement à Hitler au cours de l'été 1941 pour obtenir l'arrêt des attaques contre l'Église catholique et la fin des assassinats de malades dits « incurables », tout en approuvant haut et fort l'invasion de l'URSS.



▲
Pimf au tambour. Les Pimpfe étaient les membres les plus jeunes des Jeunesses hitlériennes, admis dès l'âge de six ans.
© Imago Brandstätter Images/Austrian Archives.



Jeunesses hitlériennes en 1936. En décembre de cette année, la Jeunesse hitlérienne devint seule jeunesse d'État et l'ensemble de ses organisations atteignit cinq millions de membres. © Imago Brandstätter Images/ Austrian Archives.

●●● communistes qui s'engagèrent plus tôt et beaucoup plus nombreux que les étudiants bavarois ont longtemps été absents des ouvrages publiés sur la résistance allemande[5], tout comme les groupes qualifiés de « terroristes », celui d'Herbert Baum[6] par exemple. Les derniers jeunes qui affrontèrent la Gestapo sortaient juste de l'enfance, étaient à peu près vierges de toute culture politique et ont longtemps été présentés comme des délinquants irresponsables avant d'entrer tardivement dans l'histoire de la résistance sous le nom d'*Edelweiss-piraten* (Pirates à l'Edelweiss).

Le « parti de la jeunesse »

Il faut relativiser l'impression d'un ralliement précoce et massif de la jeunesse allemande au nazisme qu'ont transmise les observateurs. Avant 1933, les organisations nazies étaient plus audibles et plus visibles que les autres à cause de leur violence et grâce aux efforts de Goebbels. Le NSDAP s'intitulait lui-même *« parti de la jeunesse »*. En réalité, les jeunesses socialistes, catholiques, et surtout les *Bünde* – mosaïque de groupes d'inspiration boy-scout en théorie apolitiques mais teintés de pacifisme, de traditionalisme, de militarisme, etc., selon les cas – surclassaient de loin la JH qui ne représentait au printemps 1932 que 1 % de l'effectif total des mouvements de jeunesse, soit 108 000 membres contre 10 millions aux organisations réunies dans le Comité des associations des jeunesses allemandes du Reich.

Les nazis obligèrent immédiatement la plupart les organisations de jeunesse à se saborder au profit de la JH. Les Jeunesses catholiques, protégées par le Concordat, ne furent pas tout de suite interdites mais, submergées de tracasseries, elles ne fonctionnaient qu'avec difficulté. Baldur von Schirach, ancien leader des étudiants nationaux-socialistes et *Jugendführer des Deutschen Reiches* (chef de la jeunesse du Reich) reçut pour mission de transformer la JH en un mouvement d'éducation politique de la jeunesse sur laquelle elle devait exercer une *« emprise totale »*. Dans un premier temps, pour attirer les membres des groupes autonomes dissous qui acceptaient mal l'embrigadement dans un mouvement militarisé, la JH s'inspira des pratiques des *Bünde* pour l'organisation des camps, randonnées, célébrations patriotiques et rituels initiatiques.

Il est indéniable que le III[e] Reich naissant enthousiasma une grande partie de la jeunesse allemande. La reprise économique et la baisse du chômage ouvraient un horizon à une génération qui n'en avait pas. La puissance de la *Hitlerjungen*, la considération que lui manifestaient les adultes et la manière dont elle imposait ses vues aux enseignants et aux parents produisirent une véritable révolution culturelle dans ce pays confit dans le culte de l'autorité paternelle. Le bouleversement des critères de réussite scolaire qui mettait à l'honneur les compétences manuelles et sportives réjouit plus d'un potache. Dans les organisations de jeunesse qui prétendaient ne connaître *« ni classe, ni caste »*, comme l'affirmait von Schirach, l'uniforme créait une apparente égalité, la hiérarchie s'établissait au travers d'un enchaînement de compétitions dans lesquelles on apprenait à se surpasser. Tout semblait possible aux fils de la race des seigneurs: les images de propagande qui montraient des adolescents apprenant à piloter des avions touchaient une génération exaltée à l'idée de passer du vélo aux commandes d'un Messerschmitt. Les enfants, hier résignés au destin gris et morne de leurs parents, se prenaient à rêver

5. Le premier livre publié sur la résistance au nazisme (*The German Opposition to Hitler*, Henry Regnery, Chicago) fut écrit en 1962 par Hans Rothfels, un historien qui avait été obligé de quitter l'Allemagne en 1935 à cause de ses origines juives. Hans Rothfels passe totalement sous silence la résistance communiste. Le refus de considérer les partisans de la dictature stalinienne comme des résistants à la dictature nazie domina l'historiographie allemande jusqu'en 1968.
6. Le groupe créé en 1933 par le jeune communiste juif Herbert Baum (1921-1942) afin de structurer la résistance au sein des organisations de la jeunesse juive est remarquable par sa longévité. Plusieurs fois détruit et reconstitué, il tomba définitivement en mai 1942 après l'attaque de l'exposition Das Sowjet-Paradies (Le paradis soviétique) organisée au Lustgarten de Berlin. Herbert Baum mourut sous la torture. Quatorze garçons et onze filles furent condamnés à mort.

de terres lointaines et d'aventures. Pour bien des jeunes Allemands étouffés par la famille, l'école et l'Église, la révolution hitlérienne signifiait, paradoxalement, une sorte de libération. La « liberté » selon les nazis avait toutes les apparences d'un camp de travail mais n'y a-t-il pas aussi une manière de bonheur à se fondre dans la camaraderie des camps ? *« Pendant la journée*, écrit Sebastian Haffner, *on avait jamais le temps de penser, jamais le temps d'être un "moi". Pendant la journée la camaraderie était un bonheur. Aucun doute : une espèce de bonheur s'épanouit dans ces camps qui est le bonheur de la camaraderie*. [...] *Partout ils ont transformé les Allemands en camarades, les accoutumant à cette drogue depuis l'âge le plus malléable*. [...] *la camaraderie dispense l'homme de toute responsabilité pour lui-même, devant Dieu et sa conscience*. [...] *Sa conscience, ce sont ses camarades ; elle l'absout de tout tant qu'il fait ce que font tous les autres*[7]. »

▲
Jeune militant juif du Parti communiste allemand, Herbert Baum (1912-1942) dirigea de janvier 1933 à mai 1942 un groupe de résistance remarquable par sa longévité.

Dans ses discours, Hitler ne manquait jamais de glorifier « sa » jeunesse : *« Coriace comme le cuir, agile comme le lévrier, dure comme de l'acier de Krupp »*. La propagande la célébrait à travers des films exaltant sa générosité et son sens du sacrifice, tel *Le jeune hitlérien Quex* (1933). Cependant, en dépit des louanges et des pressions, la JH était encore loin de rassembler la majorité des jeunes Allemands à la fin de l'année 1936, avant d'être proclamée seule jeunesse d'État. Au printemps 1939 un tiers des tranches d'âge concernées lui échappait encore, ce qui décida les chefs nazis à rendre l'adhésion obligatoire et à décréter des sanctions pour les réfractaires.

En instituant un contrôle permanent sur l'emploi du temps des jeunes, l'embrigadement dans la JH rendait difficile la participation à des groupes illégaux. À la veille de la guerre, l'organisation nazie intensifia sa préparation militaire et son endoctrinement idéologique tandis que sa discipline, jusque-là plutôt laxiste, se raidissait. À la militarisation de la société en vue de la guerre correspondit la réquisition systématique des jeunes. Astreints aux quêtes, aux journées de travail « volontaire » et à des corvées de plus en plus fré-



▲
Sophie Scholl (1921-1943) animait avec son frère Hans le réseau de La Rose blanche. Tous deux furent guillotinés le 22 février 1943 à Munich en même temps que leur ami Christoph Probst.
© Gedenkstätte Deutscher Widerstand.

quentes, obligés de porter l'uniforme, de saluer à tout propos, interdits de la moindre activité indépendante, beaucoup d'entre eux rejetaient en bloc le IIIe Reich et son idéal de caserne.

Les Pirates à l'edelweiss[8]

Les nazis ont employé le terme générique d'*Edelweisspiraten* pour désigner les adolescents contestataires qui refusaient de se plier aux normes sociales et culturelles du IIIe Reich. Avant d'en venir aux Pirates à l'edelweiss précisément, il convient de rappeler que le mouvement de contre-culture dont ils étaient l'expression la plus voyante concerna peu ou prou une fraction notable des jeunes urbains, en Allemagne et en Europe. Comme souvent lorsqu'une nouvelle génération cherche à s'émanciper, cette dissidence se manifestait extérieurement par une apparence provocante. Le vocable pittoresque qui désignait les *Edelweisspiraten* provenait d'un de leurs codes vestimentaires : un edelweiss au revers du blouson[9]. Cheveux longs, foulard rouge, socquettes blanches et, pour les ●●●

7. Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand, Souvenirs 1914-1933* (traduit de l'allemand par Brigitte Hébert), Actes Sud, Coll. « Un endroit où aller », 2002, p. 416-420.
8. Lire : Fritz Theilen, *Edelweisspiraten*, Emons Verlag, Köln, 2003.
9. Quand il n'était pas l'un de ces insignes que les nazis distribuaient aux donateurs lors des collectes de rue, l'edelweiss pouvait être dessiné avec des têtes d'épingles.

Née en 1924 à Cologne, Gertrud Koch était l'une des leaders des Pirates à l'edelweiss de Cologne quand la Gestapo les attaqua en 1944. On la voit ici en 2009 avec des écoliers.

●●● filles, un maquillage agressif et des vêtements bariolés, faisaient partie des signes de reconnaissance les plus courants de la jeunesse rebelle.

À l'instar de la plupart des mouvements générationnels contestataires de l'époque moderne, la musique jouait un rôle fédérateur entre les jeunes en quête de liberté, qu'elle rassemblait bien au-delà des « bandes » constituées. Au temps de Weimar, l'engouement pour la musique américaine était limité aux noctambules des grandes villes. La multiplication des postes de radio voulue par Goebbels favorisa la diffusion du swing et du jazz. D'abord tolérés, bien que fustigés par les idéologues du NSDAP, les clubs de swing et les concerts de musique « nègre » furent interdits à partir de 1940. Le hot jazz connut le même sort fin 1941, dès l'entrée en guerre des États-Unis. Cela n'empêcha pas les groupes ostensiblement non-conformistes et amateurs de musique américaine de proliférer à travers l'Europe : *Kids* d'Amsterdam et de Copenhague, Zazous de Paris, *Schlurfs* (« paresseux ») et *Schlurfkatzen* (« chattes paresseuses ») de Vienne, *Potápki* (« plongeurs ») de Prague... Les adolescents allemands amateurs de jazz et de swing écoutaient la BBC et se réunissaient en cachette pour des nuits de danse échevelées. Leur liberté de ton et de mœurs exaspérait les nazis et les heurts étaient fréquents avec la JH. La répression poussa certains rebelles « apolitiques » vers une prise de conscience politique : ils se saluaient en criant *« Swing Heil ! »* et affichaient de plus en plus ouvertement leur hostilité à la dictature. En janvier 1942, Himmler ordonna d'en finir. La Gestapo infiltra les rassemblements de jeunes et arrêta des milliers d'entre eux : ceux qui en avaient l'âge partirent sur le front russe et les autres en camp de concentration. Au cours de la guerre, près de 100 000 « swingers » auraient connu les établissements disciplinaires réservés à la jeunesse. *« L'ampleur des arrestations montre l'existence d'un milieu clandestin se fédérant autour de la musique et célébrant à travers elle une société échappant à la morale nazie »*, note Fabrice d'Almeida[10].

Le vocable *Edelweisspiraten* employé par les nazis recouvrait donc des groupes en réalité très divers, depuis les *Swing-Kids* issus de la classe moyenne qui se contentaient de braver l'interdiction d'écouter les radios étrangères pour assouvir leur passion de musique, jusqu'aux bandes de jeunes prolétaires en rupture de ban qu'étaient les authentiques *Edelweisspiraten*.

Le phénomène des bandes, dites « cliques », datait des crises de l'après-guerre. Il réapparut quand l'adhésion à la JH devint obligatoire et il s'amplifia à mesure que la dictature augmentait son emprise sur la jeunesse. Malgré la répression de plus en plus sévère, des milliers de jeunes affichaient leur opposition à l'embrigadement par leurs tenues provocantes et leur comportement insolent. Chaque grande agglomération avait ses bandes : « Pirates » à Cologne, « Canailles » à Munich, « Navajos » à Hambourg, « Meutes » à Leipzig, etc. En 1938 et 1939, des dizaines de jeunes des quartiers ouvriers de Leipzig furent traînés devant les tribunaux et condamnés à la prison ou envoyés dans des camps de rééducation pour avoir déserté les organisations hitlériennes, arraché des drapeaux nazis, griffonné *« À bas Hitler! »* ou *« Liberté! »* sur les murs et fait le coup de poing avec la JH. La contestation juvénile prit de l'ampleur pendant la guerre, en particulier en Rhénanie-du-Nord-Westphalie – le territoire des « Pirates » –, au point que la Gestapo de Heydrich prit l'affaire en main. Les arrestations se multiplièrent en même temps que les sanctions durcissaient. D'abord punis par des mois de travaux durs (*Arrest*), les jeunes « asociaux » furent ensuite envoyés dans des camps de redressement, puis au front dans les bataillons disciplinaires. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 40 000 mineurs condamnés en 1941 et 50 000 l'année suivante. Des camps de concentration, Moringen pour les garçons et Uckermark pour les filles, furent créés spécialement pour eux.

Les derniers résistants : la racaille

Le mouvement hitlérien avait pu paraître une force régénératrice et une promesse de libération à beaucoup de jeunes nés entre 1910 et 1920, aux fils des humiliés de la Grande Guerre, aux étudiants condamnés au chômage par la crise et aux idéalistes dégoûtés de la démocratie bourgeoise corrompue. Dix ans plus tard, les ex-adolescents de 1933 battent en retraite dans les plaines de Russie. Ne restent – provisoirement – à l'arrière que les moins de 18 ans. Eux n'ont jamais connu les *Bünde* ni entendu exprimer d'autre « vision du monde » que celle des nazis. Hitler était déjà dictateur quand ils sont entrés à l'école. Il paraît loin le temps où le national-socialisme prétendait révolutionner le vieux monde en libérant la jeunesse.

10. Fabrice d'Almeida, *La vie mondaine sous le nazisme*, éditions Perrin, collection tempus, 2008, p. 378.



Deutsche Gesundheitspflege

◄ « Culture physique Allemande ». Les images de la propagande nazie sont toujours lourdes de symboles. Ici, une jeune femme de la Jeunesse hitlérienne dirige les exercices physiques, une activité très appréciée du III[e] Reich comme de toutes les dictatures. Elle montre la voie dans une pose hiératique et fait faire le « salut allemand » à ses camarades (Oskar Garvens, Kladderadatsch, 6/8/1933).

Une décennie de nazisme a produit une société couleur *Feldgrau*, repliée sur elle-même, bardée d'interdits et de restrictions. Le III[e] Reich, incarné à son sommet par un vieillard hypocondriaque, l'est à la base par des « planqués » unanimement méprisés. Les adolescents de 1943 avaient vibré, enfants, aux victoires de la *Wehrmacht*. Depuis, le pays s'est couvert de ruines. Les deuils s'abattent autour d'eux. Ils perçoivent l'angoisse montante des adultes face à la catastrophe inéluctable qui approche. Ils les entendent chuchoter contre le *« vampire »*. Pour qui sait écouter, le nazisme a fait son temps : seront-ils les derniers sacrifiés de cette cause perdue ?

La résistance des *Edelweisspiraten* prit un caractère offensif après Stalingrad. Les rapports du *Sicherheitsdienst* (SD, « Service de la sécurité » de la SS) signalèrent alors à plusieurs reprises *« un fort mouvement de contestation à l'égard du parti et d'autres aspects du régime chez les jeunes et les écoliers*[11] ». Orphelins de guerre, jeunes réfugiés coupés de leur famille, adolescents vivant dans la rue pour échapper à la promiscuité des logements surpeuplés épargnés par les bombardements, le nombre des mineurs livrés à eux-mêmes augmentait en flèche. Parallèlement, dans le pays vidé de ses hommes adultes et tout entier mobilisé par la guerre, la désorganisation croissante de la société civile favorisait le développement d'une marginalité structurée échappant au contrôle social.

Les jeunes réfractaires s'enhardirent à mesure que la foi en la victoire s'étiolait chez les partisans de Hitler. Ils arboraient l'étoile jaune, couvraient les murs de leurs quartiers de slogans hostiles au dictateur et attaquaient les membres de la JH. Des Juifs qui survivaient dans la clandestinité reçurent leur aide. Selon la Gestapo, les *Edelweisspiraten* comptaient vingt-huit groupes d'une trentaine de membres chacun pour la seule Rhénanie. Un nouveau camp pour les moins de vingt ans s'ouvrit à Neuwied, près de Coblence. Cette opposition persistante et virulente, venant de jeunes qui n'hésitaient pas à s'en prendre violemment aux représentants du pouvoir, inquiétait au plus haut point les chefs de la police. Ils craignaient que les adolescents rebelles fassent un jour cause commune avec d'autres ennemis du Reich, les survivants des anciens partis et surtout les millions de travailleurs déportés. Leur crainte était fondée. Les Pirates qui pratiquaient entre eux une solidarité active pour survivre et échapper à la police étaient naturellement portés à l'étendre à toutes les victimes de la répression. Des liens se nouèrent entre des groupes de jeunes et des travailleurs ●●●

11. Cité par Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, traduit de l'anglais par Jacqueline Carnaud, Gallimard, Folio histoire, 2005, p. 477.



Dans la voiture, symbole de modernité, les composantes de la Volksgemeinschaft (communauté du peuple) courtisées par les nazis – jeunesse, armée, travailleurs – sont mises en valeur. Les « vieux » sont presque invisibles. La jeune fille au milieu brandit un bulletin de vote. La légende dit qu'après le vote, tous suivent celui qui leur a tracé le chemin, subtile allusion croisée aux élections et aux réalisations autoroutières, qui fait rire la compagnie. (Werner Gahmann, Kladderadatsch, 22/3/1936).

●●● étrangers, notamment russes, ainsi qu'avec des cellules communistes clandestines. À la fin de l'été 1944, à l'approche des Alliés, la conjonction de ces résistances plongea plusieurs villes d'Allemagne dans une situation pré-insurrectionnelle.

Au début du mois de septembre, la percée des Anglo-Américains sur la frontière occidentale déclencha une véritable panique dans la population civile évacuée de la région d'Aix-la-Chapelle et une augmentation brusque des signes précurseurs de la désintégration de l'armée allemande. Les déserteurs affluèrent à Cologne. Dans la ville en partie vidée de ses habitants depuis le bombardement de mars 1942, des milliers de jeunes prolétaires occupaient des immeubles en ruines et subsistaient en pillant les entrepôts et les trains de ravitaillement dont ils revendaient les cargaisons au marché noir. Ils attaquaient régulièrement les locaux, les véhicules et les membres des organisations nazies qui n'osaient plus pénétrer dans les quartiers qu'ils avaient investis. Des centaines de travailleurs étrangers en cavale avaient rejoint les *Piraten* et les clandestins de la résistance communiste. Des équipes composites diffusaient des tracts appelant à la désertion. Comptant sur l'avancée rapide des Américains, des petits groupes de partisans passèrent à l'offensive. Ils investirent des dépôts de la *Wehrmacht* pour se procurer des armes, puis se lancèrent dans la guérilla contre les militants nazis et les forces de l'ordre. La Gestapo leur attribua vingt-neuf assassinats, dont celui de son chef local. Elle évaluait les *Edelweisspiraten* à 3 000[12], dont 500 combattants. Un déserteur de 23 ans, Hans Steinbrück, surnommé Hans la Bombe, avait constitué un commando avec une quinzaine de Pirates et des réfractaires de toutes origines. Hans et ses compagnons étaient mal armés mais ils s'étaient procuré des explosifs en abondance. Apprenant qu'ils projetaient de les utiliser pour

12. L'ancien Pirate Jean Jülich parle de 6 000 Pirates à Cologne (Jean Jülich, Kohldampf, *Knast und Kamelle : Ein Edelweißpirat erzählt von seinem Leben*, Kiepenheuer & Witsch, 2003).



▲
Affiche du film Edelweißpiraten, réalisé en 2004 par Niko von Glasow. Depuis leur récente réhabilitation les Pirates à l'edelweiss ont inspiré plusieurs fictions outre-Rhin et sont devenus très populaires auprès de la jeunesse alternative.

des attentats, les nazis résolurent d'étouffer ce foyer insurrectionnel avant qu'il ne contamine d'autres villes car des groupes sortaient de l'ombre à Dortmund, Düsseldorf, et même Berlin. Le ralentissement soudain de l'avancée anglo-américaine leur laissa le répit nécessaire pour agir.

Dans les premiers jours du mois de novembre, le commando Kütter mis sur pied par la Gestapo et appuyé par des unités de la *Wehrmacht*, cerna et investit le quartier ouvrier d'Ehrenfeld où était basé le gros des partisans. La bataille dura une journée entière. Quelques combattants parvinrent à rompre l'encerclement les armes à la main mais beaucoup furent tués. La police arrêta 200 personnes. Le 10 novembre 1944, treize résistants dont 6 Pirates à l'edelweiss furent pendus en public sans jugement. Parmi eux se trouvaient Hans la Bombe ainsi que Bartholomaüs Schink, 16 ans, Johann Müller et Günther Schwarz, tous deux 15 ans.

Des *Bünde* aux Pirates de Cologne, Jean Jülich a toujours été rebelle à l'ordre nazi : *« Mon père était au KPD, le Parti communiste interdit : il a été arrêté dès 1933 et enfermé dans un camp de concentration. Je suis resté avec ma mère et mes deux sœurs. Dès l'âge de six ou sept ans, je me suis retrouvé en quelque sorte dans le mouvement clandestin. Comme d'autres – par exemple Gertrud Koch*[13]*, qui dirigera les Pirates au centre de Cologne mais plus âgée que moi – j'étais dans la jeunesse confédérée (Bündische Jugend), officiellement dissoute par les nazis. Dans les années qui ont suivi, ce qui me plaisait c'était de jouer de la guitare, d'écrire des chansons. Nous nous retrouvions dans des ruines de vieux châteaux comme à Waderlinden. Et puis, il y avait des filles… Malgré l'histoire de mon père, je ne faisais pas de politique au sens partisan. C'était très romantique tout ça. Nous ne voulions pas porter l'uniforme de la Hitlerjugend. Inévitablement, une jeunesse libre, ça ne plaisait pas aux nazis. Nous nous sommes engagés dans la lutte contre Hitler. Avec mes copains Heinz Wunderlich et Willi Colling, je suis entré chez les Pirates grâce à mon camarade de classe, Ferdinand Steingass, plus tard prisonnier de la Gestapo avec moi. »* À l'automne 1944, Jean participe à l'attaque de la « maison EL-DE[14] » où la Gestapo enfermait les *Edelweisspiraten* et les réfractaires de toutes nationalités pris dans les ruines de Cologne : *« Nous avons monté un commando pour attaquer la prison et délivrer les prisonniers. De manière générale, nous autres les Pirates, nous attaquions les Jeunesses hitlériennes – les Pimpfe*[15]*, comme on les surnommait – et les adultes du mouvement nazi. Avec nous il y avait des réfugiés russes et de jeunes déserteurs de la Wehrmacht. À cette époque, la Gestapo a mis sur pied un groupe spécial pour traquer les Pirates de Cologne. C'est comme cela qu'à treize ans j'ai été arrêté à mon tour*[16]*. »*

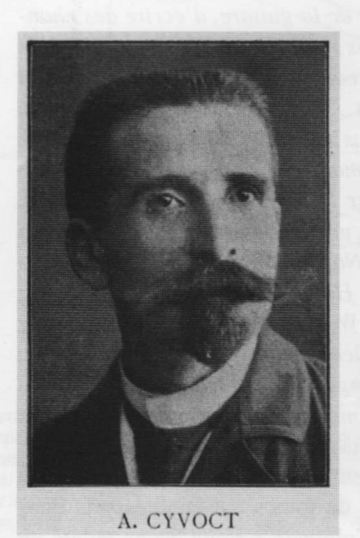
Pirates à l'edelweiss à Cologne en 1943. C'est l'une des rares photos sur lesquelles on peut voir le fameux edelweiss, sur le col du garçon à gauche et sur le chapeau de la fille au milieu.
▼



La Fondation du mémorial de la Shoah de Yad Vashem admit dès 1984 parmi les « Justes » certains des groupes d'adolescents que la Gestapo avait surnommé les *Edelweisspiraten* et dont l'Allemagne post-nazie persista pendant soixante ans à qualifier les activités de *« criminelles »*, avant de reconnaître leur résistance. Cet acharnement dans l'ostracisme s'explique facilement : comment les contemporains de Hitler auraient-ils pu admettre que des jeunes *« voyous »* vivant de rapines et de qui la police nazie les protégeait soient traités en héros tandis qu'eux-mêmes s'estimaient injustement considérés à titre collectif comme complices de crimes monstrueux ? ■

François ROUX

13. Lire : Gertrud Koch, *Edelweiss. Meine Jugend als Widerstandskämpferin*, Rowohlt, Reinbek, 2006.
14. La maison EL-DE (en allemand : EL-DE-Haus) était une prison de la Gestapo située dans le centre-ville Nord de Cologne. L'appellation EL-DE lui vient des initiales du commerçant colognais Leopold Dahmen (L.D.) qui l'avait fait construire. Elle abrite aujourd'hui un centre documentaire sur le nazisme.
15. Les *Pimpf* formaient la classe d'âge la plus jeune des JH, dès l'âge de six ans.
16. Cité par Roger Faligot, *La Rose et l'Edelweiss. Ces ados qui combattaient sous le nazisme, 1933-1945*, La Découverte, 2009, p. 195-196.



A. CYVOCT

Antoine Cyvoct, premier martyr de l'anarchie

Une décennie avant les comparses de Ravachol, avant Léauthier et Meunier, le Lyonnais Antoine Cyvoct fut envoyé au bagne à l'occasion de la première affaire retentissante de propagande par le fait en France. Sa vie est celle de son combat pour faire reconnaître son innocence.

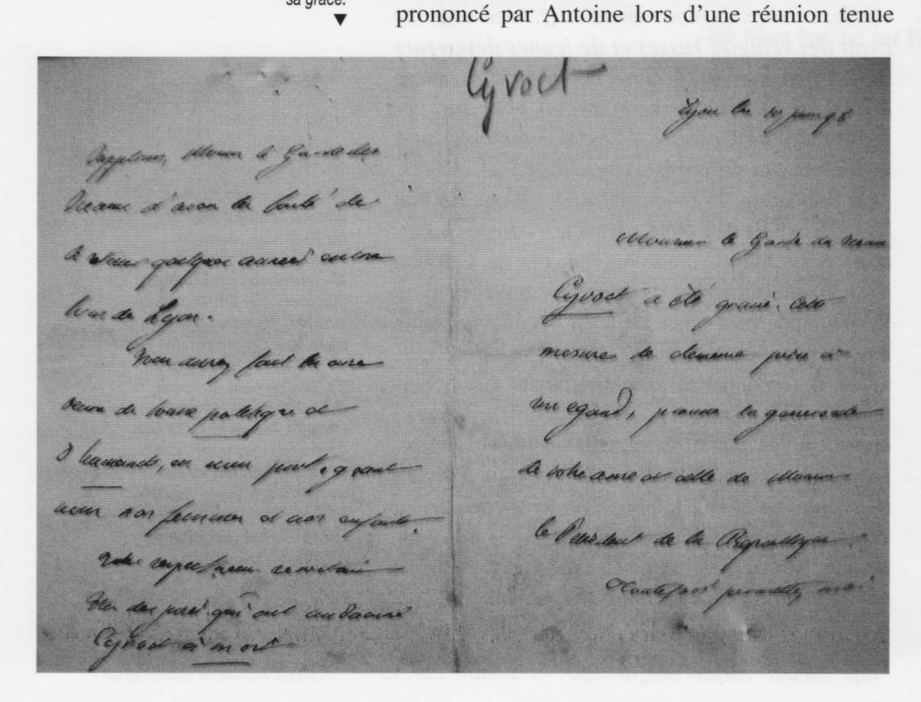
▲ *Antoine Cyvoct, de retour du bagne.*

Antoine Cyvoct est inconnu des autorités avant la date du 7 août 1882, où il est désigné nouveau gérant du journal anarchiste *L'Étendard révolutionnaire* lors d'une réunion générale des groupes de la fédération révolutionnaire lyonnaise. Il garde la gérance du journal le temps de cinq numéros parus entre le 13 août et le 10 septembre 1882 et prend la parole lors de cinq réunions jusqu'au 4 octobre. Trois jours après, il est interrogé par le juge d'instruction Rigot, sur l'inculpation d'avoir *« directement provoqué à commettre les crimes de meurtre, de pillage et d'incendie sans que cette provocation ait été suivie d'effets*[1] *»*. L'accusation, qui a déjà été utilisée les mois précédents avec succès contre les anarchistes Dejoux d'une part, puis Bonthoux et Crestin d'autre part, repose sur un discours prononcé par Antoine lors d'une réunion tenue à la Croix-rousse le 16 août 1882. Se voyant menacé d'une poursuite, Cyvoct décide de ne pas attendre un procès qui pourrait pourtant lui servir de tribune publique et quitte la France. Ce faisant, il met également en pratique cette grève des conscrits qu'il a préconisée en réunion publique. Le 10 octobre 1882, il écrit à ses parents une lettre postée depuis Genève, puis le lendemain, gagne Lausanne où, sous un nom d'emprunt, il loge chez les époux Hermenjat, une adresse que lui a sans doute fournie Dejoux suite à son propre exil dans cette ville. Il séjourne chez les Hermenjat depuis environ 10 jours lorsqu'un double attentat secoue Lyon et sa population. En effet, le lundi 23 octobre, à plus de 23 heures d'intervalle, deux bombes agitent les nuits lyonnaises. C'est d'abord, entre minuit trente et une heure moins le quart, le café-restaurant L'Assommoir, situé dans le sous-sol du théâtre Bellecour, qui voit l'un de ses employés Louis Miodre être la victime d'une explosion qui blesse en outre plusieurs personnes. C'est ensuite, à 23 heures 45, la caserne de recrutement militaire de la vitriolerie qui subit des dégâts matériels assez peu importants.

Gustave Chenier, le seul témoin pouvant dresser le portrait d'un suspect compatible avec la physionomie de Cyvoct dans ce second attentat ne se déclare que le 2 mai 1883, et malgré ce laps de temps, n'hésite pas à donner un signalement si précis qu'il correspond à celui de Cyvoct jusque dans la taille estimée du suspect que Chenier peut encore situer, plus de sept mois après l'attentat, dans un intervalle de 2 centimètres.

En revanche, pour l'attentat de L'Assommoir, divers témoignages rapportent que deux hommes et une femme ont quitté les lieux quelques secondes avant l'explosion. La description du pseudo-Cyvoct faite par le garçon de café Flot, détaché au service du box n° 2 d'où est partie

Lettre anonyme du juge d'instruction Cuaz demandant l'éloignement de Cyvoct après sa grâce. ▼



Cyvoct

Lyon le [illegible]

Monsieur le Garde des Sceaux

Cyvoct a été gracié. Cette mesure de clémence prise [illegible] un égard, [illegible] la générosité de votre âme et celle de Monsieur le Président de la République.

Toutefois permettez moi

[illegible] Monsieur le Garde des Sceaux d'avoir la bonté de [illegible] quelques années [illegible] de Lyon.

Vous avez fait [illegible] de haute politique et d'humanité, [illegible] femmes et [illegible] enfants.

[illegible] qui ont condamné Cyvoct à mort



SUPPLEMENT DE

La Bataille

DEUXIÈME ANNÉE — N° 600. CINQ CENTIMES LUNDI 31 DÉCEMBRE 1883

ABONNEMENTS

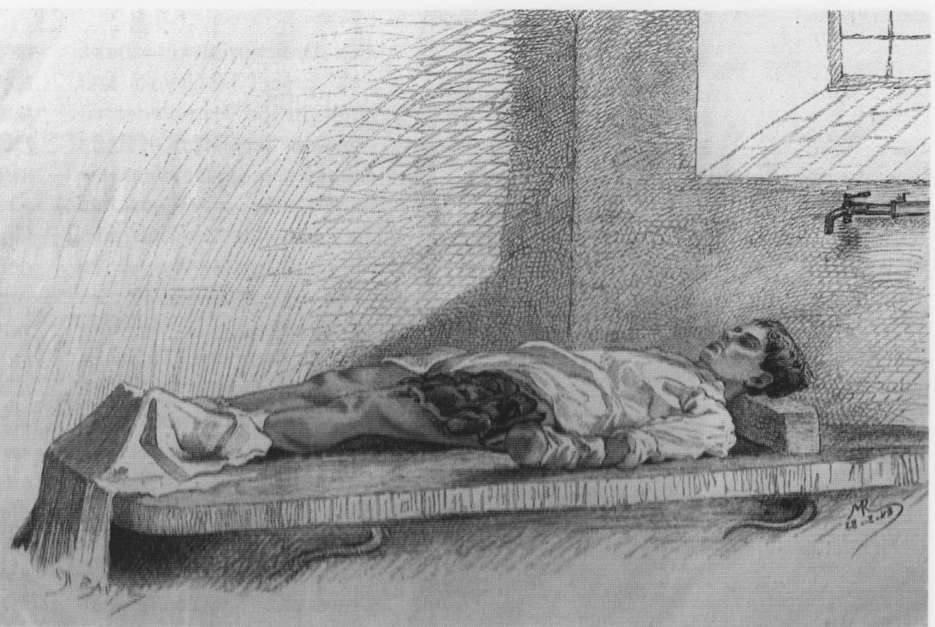
Rédacteur en chef LISSAGARAY

9, RUE D'ABOUKIR, 9

Annonces : GODEMENT et Cie, 13, rue Grange-Batelière

L'ANNÉE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

MOUVEMENT OUVRIER



▲ Couverture du numéro 600 de La Bataille.

▲ *Métayer sur son lit de mort après l'explosion de Ganshoren.*

l'explosion mène à une première arrestation. En effet, un « *détail caractéristique*[2] » remarqué par Flot et d'autres témoins, un pince-nez à verres bleus que portait l'un des deux hommes, conduit la police lyonnaise à arrêter, le 25 octobre, un anarchiste caladois, Antoine Desgranges. Celui-ci s'est fait remarquer le 21 octobre dans une réunion à Villefranche au cours de laquelle il a invectivé les bourgeois de L'Assommoir prostituant les filles du peuple. Desgranges confronté et innocenté, le commissaire spécial annonce au procureur de la République que Cyvoct, introuvable depuis le 9 octobre dernier, est revenu à Lyon le 23 pour repartir le 24 et qu'il était porteur d'un lorgnon à verres bleus. Au procès de Cyvoct, les 11 et 12 décembre 1883, le commissaire spécial Perraudin se retranchera derrière un inexistant secret professionnel afin de ne pas révéler ses sources d'informations. Il n'a pas oublié qu'en ce début d'année 1883, lors du procès des 66 anarchistes, mis à mal par trois avocats qui lui demandent de venir citer ses sources d'informations, Perraudin a été sauvé par le procureur qui éluda la question en faisant valoir le secret professionnel du commissaire. Il faut dire que l'origine des renseignements que fournit Perraudin à la justice provient d'individus infiltrés et payés sur le budget du commissariat spécial. Le rôle de l'un de ces indicateurs est publiquement dénoncé lors du procès des 66 et Cyvoct le dénonce encore une fois lors de son procès pour le double attentat, comme étant à l'origine de la machination. Le 10 juillet 1882, ce personnage, Aristide Valadier, écrit une lettre au préfet du Rhône dans laquelle il demande une aide sous forme d'argent en échange de renseignements qu'il pourrait lui fournir car, dit-il, *« les circonstances ont fait de moi l'un des principaux rédacteurs d'une feuille hebdomadaire qui ne vous est point inconnue :* Le Droit social*, organe anarchiste révolutionnaire*[3] ». C'est dans ce journal, ancêtre de *L'Étendard révolutionnaire*, qu'avait paru, le 12 mars précédent, un article incendiaire intitulé « Un bouge » qui incitait à *« détruire les repaires de bourgeois »* tel que L'Assommoir. Cyvoct, dans *L'Hydre anarchiste*, à partir du 9 mars 1884, puis dans *L'Alarme* qui lui succéda, accuse Valadier d'être l'auteur de l'article. Plus tard, Bordat, l'un des condamnés du procès des 66, l'innocente de ce grief : *« L'auteur de cet article était Damians fils, demeurant rue Tolozan à Lyon, qui fut plus tard compromis dans le fameux procès de l'Internationale et qui, grâce à sa lâcheté, ne fut condamné qu'à six mois*[4]*… »*. Un autre des condamnés, Joseph Bonthoux, affirme dans une lettre du 5 novembre 1897 publiée dans *L'Aurore* du 2 janvier 1898 que l'auteur des quelques lignes était *« un nommé D…, tisseur, alors apprenti dans l'imprimerie où se publiait* Le ●●●

Couverture d'une brochure de 1904 financée par la Ligue des Droits de l'Homme.
▼

Lettre

de Cyvoct

AU MINISTRE DE LA JUSTICE

SUIVIE D'UNE

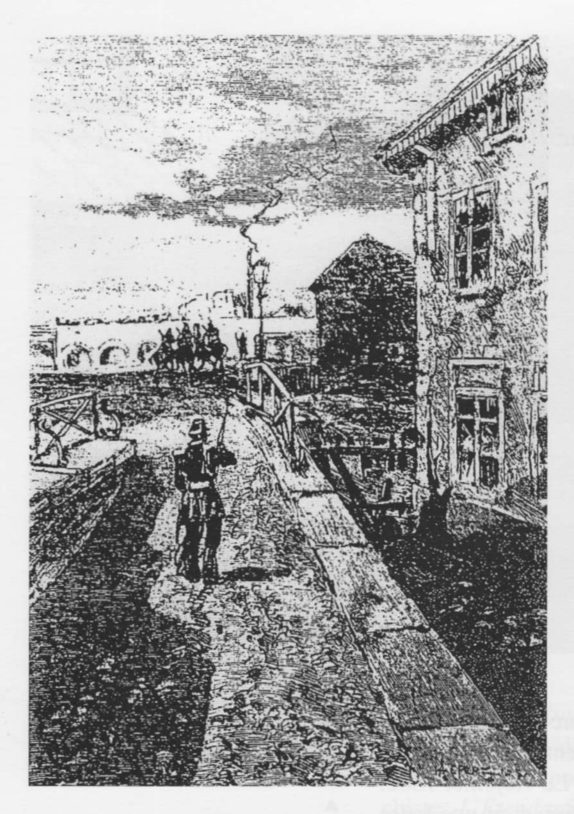
Lettre de M. Louis Havet

Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France

Prix : 10 Centimes

PARIS
—
1904

1. A.D.Rhône 2U464, dossier Cyvoct-Bonthoux, interrogatoire de Cyvoct, daté du 07-10-1882.
2. A.D.Rhône 2U464, dossier Cyvoct-Assommoir, acte d'accusation daté du 23-11-1883.
3. *Le progrès*, daté du 22-10-1882.
4. Lettre à Sébastien Faure parue dans *Le Libertaire* n° 6, 21-28 décembre 1895.



▲ Le fort de la vitriolerie après l'attentat.

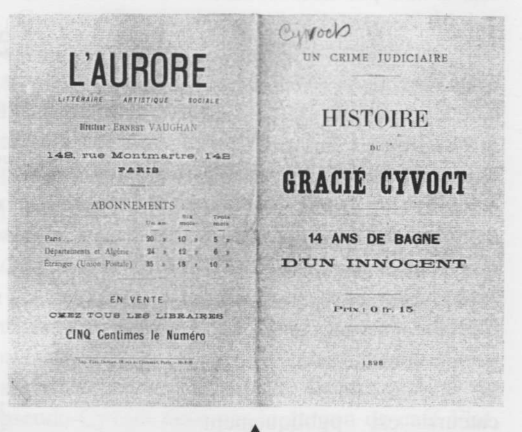
••• Droit social » et affirme l'innocence de Cyvoct tant au sujet de l'article incriminé que de l'attentat. Enfin Damians lui-même, dans une lettre datée du 31 octobre 1902 confirme en tout point ce qu'affirmait Cyvoct en 1884 : *«... je reconnais être le signataire* [...] *l'auteur véritable est ce Monsieur Valadier, qui joua un si vilain rôle dans toute cette affaire*[5] *».*

Toutefois, cet indicateur n'est pas seul à avoir forgé la présomption de culpabilité de Cyvoct. En effet, au cours de l'instruction de son procès, Cyvoct entre en conflit avec le juge Cuaz. Le 25 juillet 1883 il lui adresse une lettre dans laquelle il lui reproche sa partialité et sa conduite des auditions des témoins. Il l'accuse de chercher à orienter les réponses de quatre témoins pour les faire conclure à la ressemblance entre Cyvoct et l'individu de L'Assommoir, mais aussi d'avoir laissé Flot communiquer avec les autres témoins. Dans l'immédiat, afin de contrer les accusations de Cyvoct, le juge d'instruction Rigot, qui remplace Cuaz pendant ses vacances, interroge à nouveau les quatre témoins et manœuvre habilement en leur demandant s'ils reconnaissent avoir subi une *« pression quelconque*[6] *»* lors des confrontations. En leur demandant donc s'ils admettent que l'on puisse se jouer si facilement de leur libre arbitre, Rigot obtient les réponses négatives qu'il peut espérer – le patron de L'Assommoir, par exemple, estime nécessaire de répéter par trois fois qu'il n'est *« pas homme à* [s]*e laisser influencer par qui que ce soit ».* Cyvoct est donc condamné à un mois de prison pour outrage à magistrat. Ce conflit avec Cuaz conduit ce dernier à se décharger de l'affaire au profit d'un autre de ses collègues, le juge Vial. Celui-ci va réussir à retourner trois témoins dans le sens de l'accusation. Une voisine de Cyvoct qui, auditionnée par Cuaz, innocentait l'anarchiste, jette maintenant sur lui une lourde suspicion. Un autre qui, devant Cuaz, se montrait bien timoré dans son accusation devient empli de certitudes. Et puis un gendarme qui donnait un calendrier des événements ne coïncidant pas avec la version officielle le rectifie pour qu'il soit conforme.

Il n'est pas jusqu'aux jurés dont les magistrats ne se soient joués. Interrogé sur la culpabilité d'assassinat, le jury répond par la négative. Sur la complicité, il ne répond par l'affirmative qu'à la question d'avoir *« par machinations ou artifices coupables, provoqué à ce meurtre, ou d'avoir donné des instructions pour le commettre*[7] *».* Dès le lendemain du verdict, les autorités administratives et judiciaires forgent le mythe de la clairvoyance des jurés qui, d'après le Procureur Général de Lyon Fabreguettes, lui aurait permis de faire preuve *« d'une grande fermeté et d'un véritable discernement. Ils ont statué en connaissance de cause, sachant que la condamnation à mort devait être le résultat du refus des circonstances atténuantes. Ils comprenaient la nécessité d'un exemple*[8] » et que *« sa réponse négative sur la question principale a permis de soutenir que Cyvoct n'était pas l'auteur direct, bien que, d'après mes renseignements le jury fût convaincu de sa participation*[9] *».* Or, ce n'est pas là l'opinion de l'un de ces jurés qui, interrogé presque 14 années plus tard révèle les dessous de la prise de décision collective. À la question de la culpabilité par *« machinations ou artifices coupables »*, ce juré reconnaît qu'il pensait que cette demande visait l'article de journal « Un bouge » et qu'il s'agissait donc d'une provocation par la presse suivie d'effet. La peine de mort prononcée pour un délit de presse stupéfie tant les jurés que onze sur douze s'empressent de signer un recours en grâce pour Cyvoct. Le seul juré qui avait bien compris où les emmenèrent les magistrats, et qui s'abstint de signer le recours, était avocat.

Des procès comme s'il en pleuvait

Entre le double attentat du 23 octobre 1882 et son procès le 11 et 12 décembre 1883, Cyvoct vit quelque temps en Suisse où il ne trouve pas de travail et part pour la Belgique où sa situation ne s'améliore guère. Il se trouve à Verviers le 6 décembre 1882 lorsqu'il est condamné, par défaut, avec Bonthoux, à 2 ans de prison et 3000 francs d'amende pour les discours tenus le 16 août précédent. Puis, on l'implique dans le procès dit des 66 qui s'ouvre à Lyon le 8 janvier 1883. Si la justice ne peut formellement accuser les anarchistes d'être impliqués à la fois



L'AURORE
LITTÉRAIRE — ARTISTIQUE — SOCIALE
Directeur : ERNEST VAUGHAN
142, rue Montmartre, 142
PARIS

ABONNEMENTS

EN VENTE
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES
CINQ Centimes le Numéro

Cyvoct

UN CRIME JUDICIAIRE

HISTOIRE
DU
GRACIÉ CYVOCT

14 ANS DE BAGNE
D'UN INNOCENT

Prix : 0 fr. 15

1898

▲ Couverture d'une brochure publiée par L'Aurore en 1898.

5. Archives Nationales, BB18 6262, dossier de révision, lettre de Damians, datée du 31-10-1902.
6. A.D.Rhône 2U464, dossier Cyvoct-Assommoir, interrogatoires datés du 18-08-1883.
7. A.D.Rhône 2U176, arrêt de la cour d'assises du Rhône, daté du 12-12-1883.
8. Archives Nationales, BB 24 2055, dossier 12363 S 1883, lettre du Procureur général de Lyon Fabreguettes adressée au ministre de la Justice, datée du 13-12-1883.
9. Archives Nationales, BB 24 2055, dossier 12363 S 1883, rapport du ministère de la Justice, daté du 05-02-1884.

dans les explosions de Lyon et dans les troubles de Montceau-les-Mines, le point de départ de l'information résulte d'un attentat à la dynamite, commis dans la nuit du 12 au 13 octobre 1882 contre la maison d'un industriel de Saint-Vallier, intervenu le lendemain de l'affichage de placards anarchistes envoyés par Bordat. Selon l'importance des charges retenues contre eux, les prévenus avaient été classés en deux catégories. Cyvoct, prévenu de la seconde catégorie, fut condamné par défaut à cinq ans de prison, 2000 F d'amende et cinq ans d'interdiction des droits civils.

Il réside alors à Bruxelles et ne trouvant toujours pas de travail, s'inscrit alors au cours de chimie de l'école industrielle de Bruxelles avec son ami Paul Métayer. Le 23 février 1883, ils essaient de reproduire les cours dispensés à l'école. L'expérience tourne mal car, alors qu'ils gagnent la campagne environnant Bruxelles, un engin explose dans la poche de Métayer en lui causant des blessures fatales. Au cours de son interrogatoire, qu'il refuse de signer, Cyvoct affirme qu'il enseignait à Métayer comment *« faire des feux d'artifices en attendant de faire des bombes*[10] *»*. Poursuivi le 28 février pour usage de faux nom et fabrication d'armes prohibées, son affaire est le prélude à une série d'arrestation d'anarchistes étrangers installés en Belgique. Ce complot nihiliste se réduit toutefois à peau de chagrin puisque seules sont prononcées des peines pour usage de fausses identités et de faux en écriture. Le parquet de Bruxelles abandonne également au bénéfice de Cyvoct la prévention de fabrication d'armes prohibées. Le 30 mai 1883, il passe en audience devant le Tribunal de Première Instance qui le condamne à deux peines de 8 jours de prison et 26 francs d'amende pour port public de faux nom, une peine d'un mois de prison et 50 francs d'amende pour usage d'un faux passeport et une peine de trois mois de prison et 26 francs d'amende pour complicité de faux en écriture.

Au bagne

Extradé puis condamné à mort dans l'affaire de L'Assommoir, l'anarchiste lyonnais voit sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité le 22 février 1884. Le 8 mars 1884, il est transféré à saint-Martin-de-Ré où il arrive deux jours plus tard et d'où il part pour le bagne de Nouvelle-Calédonie le 6 juin suivant. Il arrive dans la colonie pénitentiaire le 2 octobre 1884. Le 29 mars 1887, il voit arriver à « La Nouvelle » Charles Gallo, un coreligionnaire politique condamné à 20 ans de bagne pour avoir jeté une bouteille d'acide prussique et tiré trois coups de feu à l'intérieur de la Bourse de Paris. Par la suite, les anarchistes seront envoyés en Guyane. Le 13 juillet 1889, sa peine est une nouvelle fois commuée en quinze années de travaux forcés. La mesure ne prenant effet qu'à partir de la promulgation du décret, Cyvoct devient libérable en 1904, soit au bout de 20 années de bagne. Le 14 janvier 1891, il écope de 30 nuits de prison pour réclamation non-fondée à propos des vivres et insolence envers les médecins. Cyvoct se croyait atteint de scorbut et se plaignait de défaut de soins. Dans le même temps, il écrit au directeur de l'administration pénitentiaire, Armand de la Loyère, pour se plaindre de la nourriture, lui affirmant que tout ce qu'il trouve de légume chaque jour dans sa gamelle *« pourrait facilement tenir dans un dé à coudre*[11] *»*. Il réitère ses accusations de défaut de soins contre les médecins du bagne le 23 avril suivant et reçoit la même punition. Fin 1893, à la suite de l'attentat de Vaillant à la chambre des députés, il écrit à ses parents sa déception de voir une nouvelle demande d'amnistie enterrée par cet *« attentat stupide*[12] *»*. Il forge aussi la résolution d'adopter une position critique face à une propagande qu'il croit *« seulement propre à conduire les meilleurs révolutionnaires au bagne et à l'échafaud »*. Il réussit à faire parvenir aux journaux français deux lettres publiées le 21 mars 1894. Dans la première, alors que les attentats anarchistes se multiplient en France, Cyvoct écrit aux compagnons pour réprouver de tels actes tout en déclarant demeurer fidèle aux principes libertaires. Il s'adresse dans le même temps à la présidence de la République, dédaignant par avance une éventuelle récompense pour sa répudiation de la propagande par le fait (cf. *La Petite République*, 21 mars 1894). En fait de récompense, il se voit privé du poste de bibliothécaire qu'il occupait au bagne et placé aux corvées générales. Et le 6 juin, il est de nouveau puni pour avoir refusé la corvée et correspondu sans passer par la voie administrative. Il est condamné à un mois de cellule et à la rétrogradation à la deuxième classe.

En décembre 1895, Sébastien Faure, à travers *Le Libertaire* relance une campagne pour la libération de Cyvoct. Son appel est largement entendu par des intellectuels comme Séverine, Arthur Ranc, Georges Clemenceau, Camille Pelletan et d'autres aussi éloignés de l'anarchisme que peuvent l'être Paul de Cassagnac ou Henri Rochefort qui n'a cessé de s'intéresser au cas de Cyvoct. En vain.

En mai 1897 s'organise un mouvement visant à présenter une candidature amnistiante pour Cyvoct à l'occasion des prochaines élec- ●●●

▲ L'Etendard révolutionnaire *: 12 numéros et 3 gérants condamnés.*

10. Archives générales du Royaume de Belgique, Tribunal Correctionnel de Bruxelles, n° 745, copie d'extrait des minutes du greffe du Tribunal de Première Instance, interrogatoire de Cyvoct, daté du 24-02-1883.
11. CAOM, H143/Cyvoct, lettre de Cyvoct datée du 24-12-1890.
12. CAOM, H143/Cyvoct, lettre d'Antoine Cyvoct adressée à sa famille, datée du 14-12-1893.

●●● tions législatives qui doivent avoir lieu l'année suivante. Le bagnard sera porté dans le treizième arrondissement de Paris, 2e circonscription, face au député en poste Paulin-Méry. La campagne intéresse le journaliste Henry Leyret, de la toute nouvelle *Aurore*. Il écrit quatre articles entre octobre 1897 et la grâce obtenue le 3 janvier 1898. Ce même jour, Paulin-Méry adresse un courrier au ministre de la Justice dans lequel il lui demande d'examiner avec bienveillance le dossier du forçat. Le 22 janvier, Antoine Cyvoct embarque à bord du Tanaïs à destination de Sydney où il prend place à bord de l'Armand-Béhic en partance pour Marseille. Le 28 février, il arrive en rade de Marseille où il est attendu par son père et par quelques anarchistes dont Sébastien Faure et Matha. Avant de prendre le train pour regagner Lyon, il apprend le décès de son frère – qui s'est beaucoup impliqué dans les campagnes pour sa libération – et son enterrement la veille.

Un militant contre l'injustice

Le 20 mars, il arrive à Paris où il prend la parole dans une réunion sur le thème: la candidature Cyvoct pour l'amnistie des forçats encore au bagne. Paulin-Méry, de la *Libre Parole*, qui souhaite parler, est expulsé sans ménagement de la salle, visiblement contre la volonté de Cyvoct qui souhaite entendre son contradicteur. Clemenceau, dans *L'Aurore*, annonce qu'il *« vote pour Cyvoct*[13] *»*, ce qui n'empêche pas le résultat du suffrage d'être décevant. Sa candidature soulève des protestations dans certains milieux anarchistes bien qu'il ait affirmé qu'elle était uniquement protestataire et destinée à attirer l'attention sur le cas des anarchistes restés au bagne. Il ne recueille que 862 voix sur 14692 votants face aux 8469 voix recueillies par le député sortant Paulin-Méry et il est même dépassé par les 3404 voix du socialiste Simon Boulet. Notons que le secrétaire du comité électoral présentant la candidature Cyvoct se nomme S. Boulet. Nous ignorons s'il y a identité entre les deux personnages. Par la suite, il s'entretient avec Clemenceau afin de créer un parti révolutionnaire antiparlementaire qui présenterait des candidats inéligibles aux élections.

En juin 1898, l'anarchiste se brouille avec Rochefort en refusant une place au sein de *L'Intransigeant* anti-dreyfusard pour rejoindre l'équipe dreyfusarde de *L'Aurore*. Il commence alors une campagne en faveur du capitaine, demandant, avec E. Janvion et Ch. Malato, l'union sacrée dans la rue de tous les républicains contre les antisémites (*L'Aurore* des 16 et 18 août 1899). Toutefois, n'oubliant pas d'où il revient, il écrit encore, en 1900, afin que la République *« amnistie Massoubre, Grangé, Chevry, Meunier, Bury, tous ces humbles qui, aimant le peuple, ont lutté pour lui, sont tombés pour lui dans la mêlée sociale*[14] *»*. Depuis le 25 mai 1900, il est initié apprenti à la loge des Rénovateurs de Clichy, où il est rejoint peu après par Paraf-Javal. Il quitte cependant la loge le 23 novembre 1904 après avoir rejoint le 15 du même mois une nouvelle loge fondée le 6: L'idéal Social. Au sein de cette loge, il trouve une nouvelle tribune pour parler des *« voies du socialisme »*, de *« la magistrature »* ou encore de *« l'immoralité du suffrage universel »*. Le 12 février 1907, Cyvoct est exclu de la loge, et la loge elle-même exclue de l'obédience de la Grande Loge Symbolique Écossaise, à la suite de l'apposition dans Paris et la banlieue d'affiches constituant *« une injure grave à la Maçonnerie Universelle*[15] *»*.

Le 31 octobre 1902, l'ancien bagnard reçoit communication de la lettre de Damians, dans laquelle il reconnaît avoir signé l'article « Un bouge » inspiré par Valadier. Depuis lors, il ne cesse d'essayer d'obtenir la révision de son procès. Il dépose un premier dossier dans ce sens en mars 1903 qui se solde par un échec notifié à la fin de l'année. En février 1904, il fait la connaissance de Louis Havet, membre de l'Institut et de la Ligue des Droits de l'Homme. La Ligue lui adresse alors Me Bergougnan pour l'aider dans ses démarches mais Cyvoct et lui ne s'entendent pas sur la marche à suivre: Cyvoct veut la révision en prouvant qu'il n'est pas l'auteur de l'article « Un bouge », Bergougnan estime qu'il y a un vice de forme et espère obtenir l'annulation de l'arrêt. En août 1905,

13. *L'Aurore* n° 201, 07-05-1898.
14. *Le Soir*, 16-06-1900.
15. Grande Loge de France, archives de la Grande Loge Symbolique Écossaise, 12-02-1907.

La presse locale anarchiste ne fut muselée qu'après plus de deux années de répression impitoyable. ▼

LA LUTTE SOCIALE

L'ALARME
Organe anarchiste
PARAISSANT LE DIMANCHE
A LYON

L'ÉMEUTE
Organe Anarchiste
PARAISSANT LE DIMANCHE


LE DÉFI
ORGANE ANARCHISTE
PARAISSANT LE DIMANCHE

L'HYDRE ANARCHISTE
PARAISSANT LE DIMANCHE
A LYON

La loi, rien que la loi…

Article 60 du Code pénal français :

« Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre ; - Ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir ; - Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée ; sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis. »

Article 66 du Code pénal belge :

« Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit : ceux qui l'auront exécuté ou qui auront coopéré directement à son exécution ; ceux qui, par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution une aide telle que, sans leur assistance, le crime ou le délit n'eût pu être commis ; ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables auront directement provoqué à ce crime ou à ce délit ; ceux qui soit par des discours tenus dans des réunions ou dans des lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non et vendus ou distribués auront provoqué directement à le commettre. »

Article 67 du Code pénal belge :

« Seront punis comme complices d'un crime ou délit : ceux qui auront donné des instructions pour le commettre ; ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui a servi au crime ou au délit, sachant qu'ils devaient y servir ; ceux qui, hors le cas prévu par le § 3 de l'art. 66, auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs du crime ou du délit, dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, ou dans ceux qui l'ont consommé. »

Dans le code pénal belge, issu du code français, le législateur a pris soin d'ajouter que la provocation par machinations ou artifices coupables, si elle n'est pas directe, n'est pas répréhensible. La provocation au crime et délit par le biais de discours tenus en réunion publique ou d'articles de journaux n'est donc, dans le code belge, pas assimilable à une complicité morale. Ainsi, l'ajout d'un mot (« *directement* ») fit dire au député et juriste belge Paul Janson que Cyvoct n'aurait pas pu être condamné en vertu de leurs lois et il interpella à la chambre en 1884 afin de réclamer le retour de Cyvoct, extradé en contradiction de la convention d'extradition conclue avec la France.

il écrit à Louis Havet qu'il veut se séparer de son avocat car *« pour gagner la cause qui lui est confiée, il faut que l'avocat soit en pleine communion de pensée avec son client*[16] ». Il continue néanmoins à travailler avec lui et Cyvoct renouvelle sa demande en révision le 7 janvier 1904, puis le 14 octobre 1905, demandes dont il n'obtient rien. Il introduira une dernière fois ce recours en 1909 sans plus de résultat. À l'occasion des élections législatives du 24 avril 1910, alors que les anarchistes se lancent dans une campagne antiparlementaire de grande envergure, Cyvoct, encore une fois soutenu par Louis Havet, présentera une candidature de pure forme car il est toujours inéligible. Il sera alors porté dans la 2e circonscription du dix-huitième arrondissement de Paris et se retrouvera face à l'anarchiste Eugène Martin.

LE DRAPEAU NOIR
Organe Anarchiste
PARAISSANT LE DIMANCHE

LA LUTTE
Organe Anarchiste
PARAISSANT LE DIMANCHE

Tentation clemenciste

Attiré depuis longtemps par le théâtre (il essaye de se faire embaucher au théâtre de Genève, de Lausanne, tient un rôle à l'essai à Verviers), il fait partie du groupe théâtral du vingtième arrondissement, lequel se produit dans des fêtes en soutien au mouvement anarchiste. Toutefois, à l'arrivée de Clemenceau à la présidence du Conseil de Clemenceau et du général Picquart au ministère de la Guerre, il écrit à Louis Havet pour lui avouer sa *« grande joie »* de voir arriver *« ces deux hommes* [qui] *honoreront grandement la France*[17] ». Devenu pauvre camelot, vendant des peignes pour assurer sa survie, en proie aux tracasseries de la maréchaussée, son admiration pour Clemenceau le pousse à prendre parti pour la répression sanglante contre les grévistes du Nord et les vignerons du Midi en 1907, puis contre la grève des postiers en 1909 (lettres à Mme Havet du 8 septembre 1907, lettre à M. Havet du 21 mars 1909). Enfin, le 26 novembre 1910, il écrit, dépité, à son ami de l'Institut, qu'il n'est *« nullement ni anarchiste, ni socialiste, – comme il faudrait l'être –* [...] *Il est notoire que chez les socialistes, comme chez les anarchistes, c'est la queue qui dirige la tête*[18] ». ■

Laurent GALLET

16. Bibliothèque Nationale, N.A.Fr 24492, correspondance Louis Havet, lettre d'Antoine Cyvoct, datée du 04-08-1905.
17. Bibliothèque Nationale, N.A.Fr 24492, correspondance Louis Havet, lettre d'Antoine Cyvoct, datée du 25-10-1906.
18. Bibliothèque Nationale, N.A.Fr 24492, correspondance Louis Havet, lettre d'Antoine Cyvoct, datée du 26-11-1910.

Alexandre Dumas et son journal *Le Mois* à la conquête de la Deuxième République

Dans la foulée de la révolution de Février, Alexandre Dumas fonde en mars 1848 un journal mensuel, *Le Mois*, et entame une carrière politique. Le grand écrivain, ambigu vis-à-vis de la République, navigue alors entre espoir et désillusion[1].

N° 1. — Mars 1848.

PAR AN OU 12 NUMÉROS, 4 FR. **LE MOIS** (*) PAR AN OU 12 NUMÉROS, 4 FR.

RÉSUMÉ MENSUEL, HISTORIQUE ET POLITIQUE DE TOUS LES ÉVÉNEMENTS

JOUR PAR JOUR, HEURE PAR HEURE,

ENTIÈREMENT RÉDIGÉ

Par ALEXANDRE DUMAS.

HISTOIRE DE FÉVRIER. — RÉVOLUTION DE 1848.

La France et l'Europe avant, pendant et après le 24 février.

Au 1er février 1848, la France et l'Europe étaient à peu près dans la même situation où les avaient laissées les traités de Vienne.

Jetons les yeux sur la carte du monde. Voyons ce que chaque grande puissance a gagné ou perdu depuis cent ans.

L'examen sera rapide : il est d'ailleurs nécessaire à l'intelligence des événements qui vont se dérouler sous nos yeux.

Les grandes puissances européennes sont :

L'Angleterre,
La Russie,
L'Autriche,
La Prusse,
L'Espagne,
La Sardaigne,
La France.

Puis, nous jetterons un coup d'œil sur les puissances secondaires, satellites qui gravitent autour des planètes principales.

Parmi ces puissances, deux ont poursuivi depuis cent ans avec une implacable persévérance :

L'une, son accroissement colonial ;
L'autre, son accroissement continental.

Ces deux puissances sont l'Angleterre et la Russie.

Commençons par elles.
Comptons les colonies de l'une ;
Mesurons les limites de l'autre.

L'Angleterre qui, il y a cent ans, n'avait que cinq comptoirs dans l'Inde : Bombay, Bejapour, Madras, Calcutta et Chandernagor ;

L'Angleterre, qui ne possédait dans l'Amérique du nord :

Que Terre-Neuve et cette bande de littoral qui s'étend comme une frange de l'Acadie aux Florides ;
Au banc de Bahama :
Que les îles Lucayes ;
Aux petites Antilles :
Que Barboude.
Dans le golfe Américain
Que la Jamaïque ;

(*) M. Alexandre Dumas, ayant voulu faire un journal à la portée de tous, a mis le prix de ce journal à QUATRE FRANCS par an. — S'adresser, *franco rigoureusement*, à M. REIGNIER, 171, rue Montmartre.

1

Fig. 1 : Première page du premier numéro du Mois, daté de mars 1848.

1. S'il se montre hostile au socialisme et aux idées révolutionnaires en France, il n'en chante pas moins le printemps fraternel des peuples, soutenant en tout premier lieu les révolutions italiennes à Rome et à Naples, et le combat républicain de Garibaldi dans les guerres d'indépendance latino-américaines.

2. *Le Mois*, vol. 1, 1re année, n° 1, mars 1848, p. 24 (A). L'édition de référence est une publication en deux volumes des 26 numéros. Aucun éditeur ni lieu d'édition ne sont mentionnés mis à part à la fin de chaque numéro. Le premier volume contient les 12 numéros de 1848, de mars 1848 au 30 novembre 1848 (384 p.). Le second volume contient les 12 numéros de 1849, du 1er janvier au 1er décembre, et les deux premiers et derniers numéros de 1850 (1er janvier et 1er février). Ces deux derniers numéros obéissent à une pagination séparée. L'année 1849 est paginée de 1 à 384 tandis que l'année 1850 reprend la pagination à son début de 1 à 64.

« *On entend des Tuileries ce double tocsin qui appelle le peuple aux armes et Dieu au secours du peuple*[2] ».

Le 24 février 1848, Louis-Philippe abandonne le trône français. Le soir, le gouvernement provisoire est proclamé. Après presque quinze ans de censure préalable sous la Monarchie de Juillet, la presse connaît un essor prodigieux au printemps 1848. Près de 250 journaux naissent de février à juin 1848. À la fin de 1848, 450 journaux ont été lancés, en 1849, 200[3].

Le mensuel *Le Mois* (mars 1848-1er février 1850) d'Alexandre Dumas (24 juillet 1802-5 décembre 1870) naît avec la *« révolution médiatique*[4] *»* du printemps 1848 et meurt deux ans plus tard, lorsque le suffrage universel masculin (décret du 2 mars 1848) est restreint (31 mai 1850) et que la lutte entre la bourgeoisie parlementaire et le président Louis Napoléon devient manifeste. De nombreux écrivains prennent alors la plume de journaliste politique. Ils entendent apporter leurs lumières aux lecteurs et parfois aussi acquérir des électeurs. Ils veulent éduquer un peuple qui vient d'accéder au suffrage universel masculin et profiter de ce dernier pour démarrer ou stimuler leur carrière politique.

La presse, tribune politique

Avant de fonder *Le Mois*, Dumas livre sa pensée dès mars 1848 dans *La Liberté* (2 mars 1848-16 juin 1850), journal de gauche modéré[5]. Un prospectus précise qu' *« à partir de ce jour, la*

ALEXANDRE
UNE NOUVELLE TROIE PAR DUMAS

Est publié dans le 1er numéro de la troisième année du Journal LE MOIS Revue historique et politique racontant JOUR PAR JOUR les événements qui se passent en France et à l'Étranger depuis Février 1848, entièrement rédigée par AL. DUMAS.

Il paraît le 5 de chaque mois, donne la matière de 12 VOLUMES IN-8° et ne coûte que QUATRE FRANCS par an pour toute la France.

LE MOIS fait l'analyse des Travaux Législatifs, — des Procès politiques et des Procès civils et criminels importants, — des Nouvelles de la France et de l'Étranger, — des Nouvelles politiques, religieuses, administratives, militaires et électorales; — des Actes du Gouvernement. — Il publie les Décrets et les Lois; — il donne le *Résumé de la situation politique de la France et de l'Étranger*; — il discute les Questions d'Éducation, d'Organisation et de Crédit. — TOUS LES ÉVÉNEMENTS MÉMORABLES QUI SE PASSENT EN EUROPE Y SONT ENREGISTRÉS AVEC SOIN. — Revue théâtrale.

LES DEUX PREMIÈRES ANNÉES contiennent, en outre, le Récit rapide et brillant de la situation politique et géographique de la France et de l'Étranger AU 24 FÉVRIER, — le Tableau de Paris avec ses Émeutes journalières, ses Manifestations populaires, ses Arbres de Liberté, ses Illuminations forcées, — l'Émeute sanglante de Rouen, — l'Envahissement de l'Assemblée, — LA RÉVOLUTION DE JUIN, *heure par heure*, — les Conseils de Guerre, — les Transportations, — l'Élection de Décembre, — le 29 Janvier, — le 13 Juin, — le Nouveau Ministère, etc., etc., etc.

LES DERNIERS NUMÉROS font l'histoire complète des événements d'ALLEMAGNE, de PIÉMONT, de VENISE, de MILAN, de HONGRIE, avec toutes les péripéties de ces guerres d'extermination, et contiennent un magnifique article intitulé :

LES EXILÉS.

Cet aperçu rapide donne une idée suffisante de la nature de notre JOURNAL, qui entre dans sa troisième annnée d'existence. — Il est le seul document que nous possédions sur les Événements qui se soit passés depuis FÉVRIER 1848. Son immense succès, qui ne fait que s'accroître, est dû au talent si riche et si populaire d'ALEXANDRE DUMAS.

NOTRE TROISIÈME ANNÉE publiera des articles VARIÉTÉS de notre illustre Collaborateur.

Pour répondre au désir de nos souscripteurs, nous leur offrons, comme PRIME D'ÉTRENNES :

UN MAGNIFIQUE PORTRAIT D'ALEXANDRE DUMAS,

Gravé par DIEN Grand-Prix de Rome, d'après le superbe pastel de GIRAUD. — IL N'EXISTE AUCUN PORTRAIT D'AL. DUMAS QUE CELUI QUE NOUS POSSÉDONS.

CONDITIONS. Nos souscripteurs qui renouvelleront leur abonnement avant le 31 *décembre prochain*, recevront le *PORTRAIT* soigneusement enveloppé et FRANCO. Après cette époque, le prix en sera fixé à UN FRANC pour nos souscripteurs [illegible]. Toute personne qui prendra notre Collection complète, c'est-à-dire les années 1848 et 1849, et qui continuera son abonnement pour 1850, recevra immédiatement, FRANCO, la collection complète des DEUX PREMIÈRES ANNÉES, le PORTRAIT et successivement les DOUZE LIVRES de l'année 1850. — On peut prendre une ou deux des trois années indistinctement; mais alors, si l'on veut le Portrait, on le paie 1 fr. — Pour recevoir la Collection brochée, ajouter 1 fr. en sus par année, à cause du port.

Le PORTRAIT se vend DEUX FRANCS aux personnes qui ne sont pas abonnées. — L'ABONNEMENT PART DU 1er DÉCEMBRE DE CHAQUE ANNÉE.

Envoyer, *franco*, un mandat sur la poste, à M. Ed. COLLET, gérant du journal, 171, rue Montmartre. — Pour éviter le timbre qu'on paie au-dessus de 10 fr., envoyer deux mandats. — ON DEMANDE DES CORRESPONDANTS EN PROVINCE.

1849

▲
Fig. 3 : Affiche publicitaire de l'hiver 1849 invitant les lecteurs à s'abonner pour 1850 au Mois. Deux numéros seulement sont publiés lors de cette année.

collaboration politique de M. Alexandre Dumas est acquise exclusivement à La Liberté[6] » et présente le programme politique du journal : le gouvernement de tous et par tous, la liberté entière et complète de la pensée orale, manuscrite, imprimée ou dessinée, le maintien de l'abolition du timbre et des cautionnements pour les journaux, l'abaissement des droits de poste, l'abolition des bureaux de timbre et de tabac privilégiés, la réforme des lois sur les successions, la libre carrière ouverte à toutes les professions, pas d'armée dans Paris. Ce journal politique à cinq centimes est administré par Dutacq, créateur du *Siècle* (1836). Henri Avenel résume ainsi la collaboration de Dumas à *La Liberté* : *« Ego sum qui sum ! »*, ce qu'il traduit par *« J'ai fait la révolution de juillet ! J'ai fait la révolution de février ! J'ai écrit 400 volumes ! Je ferai toutes les révolutions qui me seront demandées ; j'écrirai tous les volumes : car je suis celui que je suis*[7]. » Cependant Dumas se sépare de *La Liberté* après le refus du journal d'insérer sa protestation contre la loi d'exil des membres des familles ayant régné sur la France. Il a collaboré exactement deux mois au journal.

Il devient alors pour quelques semaines rédacteur en chef de *La France nouvelle* jusqu'à la disparition du journal le 24 juin 1848, puis collabore à *La Patrie* fondée en novembre 1841. Dans le numéro du mardi 4 juillet 1848, le journal indique *« À partir de ce jour, M. Alexandre Dumas fait partie de notre rédaction politique*[8] » mais l'écrivain se contente de livrer deux articles et une adresse aux lecteurs. Enfin, il publie un article dans *L'Événement*, le 7 août 1848.

Alexandre Dumas n'est donc qu'un exemple parmi d'autres de l'étroit lien entre presse et littérature. Son originalité en la matière tient surtout à la constance avec laquelle il ●●●

POUR TOUTE LA FRANCE.
UN JOURNAL PAR ALEXANDRE DUMAS

Pour un an, 4 fr. — REVUE UNIVERSELLE. CHRONIQUE ÉLECTORALE. SITUATION EUROPÉENNE. ASSEMBLÉE NATIONALE. HISTOIRE DU PAYS. ÉVÉNEMENTS MÉMORABLES.

LE MOIS

Pour un an, 4 fr.

RÉSUMÉ MENSUEL HISTORIQUE ET POLITIQUE DE TOUS LES ÉVÉNEMENTS, JOUR PAR JOUR, HEURE PAR HEURE,
ENTIÈREMENT RÉDIGÉ PAR
ALEXANDRE DUMAS

La matière de DOUZE VOLUMES *pour 4 fr. par an*,

Le premier numéro contient les SITUATIONS SUCCESSIVES DE LA FRANCE : Après le traité d'Aix-la-Chapelle (1748), c'est-à-dire après les batailles de Fontenoy et de Lawfeld ; — après le traité de Paris (1763), c'est-à-dire après les batailles de Lignitz et de Torgau — après le traité de Versailles (1783), c'est-à-dire après la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis en 1792 ; — après le traité de Campio-Formio (1797), c'est-à-dire après les batailles d'Arcole et de Rivoli ; — après le traité de Tilsitt (1807), c'est-à-dire après la bataille de Friedland ; — après le traité de Paris (1815), c'est-à-dire après la bataille de Waterloo ; — l'histoire de la Sainte-Alliance ; — la France et l'Europe en 1830 ; — la France et l'Europe au 24 février 1848 ; — la France et l'Europe le 30 mars 1848.

SONT COMPRIS DANS CETTE PÉRIODE D'UN MOIS : La révolution de Paris ; — la Révolution d'Autriche ; — la Révolution de Prusse ; — les Révolutions d'Italie ; — les Mouvements en Pologne ; — Faits journaliers ; — Actes du Gouvernement ; — Manifestations populaires ; — Physionomie des clubs ; — Correspondance des départements.

Afin que tout le monde puisse se procurer ce *Recueil*, qui restera comme un monument historique du plus haut intérêt, grâce surtout à l'immense talent d'ALEXANDRE DUMAS ; afin que chaque électeur puisse recevoir un journal qui le renseigne sur ses droits et ses devoirs ; afin que tous les citoyens possèdent un livre contenant la relation brillante, circonstanciée et la plus complète des faits et des événements du moment, ce journal, comportant la matière de douze volumes, ne coûte que quatre francs par an.

Les lettres (*rigoureusement affranchies*) doivent contenir un mandat sur la poste de 4 francs à l'ordre de M. REGNIER, et l'on recevra *franco* le journal pendant six mois ou un an. — S'adresser à M. REGNIER, rue Neuve-Vivienne, 26, à Paris.

POUR AVOIR UNE IDÉE PLUS NETTE DE CE QUE SERA NOTRE REVUE,

LISEZ !

Le propre des grands mouvements politiques pareils à celui que nous venons de voir s'accomplir est de changer en vingt-quatre heures face des choses.

Alors toute une population se trouve avoir des désirs ignorés, des besoins dont elle ne se doutait pas.

La politique, tiède, pauvre, presque honteuse du peu de place qu'elle tenait dans la vie sociale, était reléguée parmi les choses sans valeur et sans intérêt.

La France dormait, et quand la France dort, l'Europe est en léthargie.

De temps en temps seulement un souffle transalpin venait jusqu'à nous. A la voix de son souverain pontife, l'Italie frémissante secouait ses chaînes : la belle esclave avait retrouvé la force de tendre les bras vers celui-là seul dont elle attendait son salut.

L'esprit de tous était aux fêtes, aux plaisirs, aux choses frivoles : on avait les feuilletons le matin, les spectacles le soir, les Champs-Élysées et le Bois dans la journée. C'était tout ce qu'il fallait à l'aristocratie, à la bourgeoisie, et même au peuple.

Tout à coup un de ces souffles qui portent avec eux la mort du passé et la vie de l'avenir roule sur nos têtes ; les pavés s'amoncèlent, la fusillade pétille. Un trône que l'on croyait inébranlable s'écroule comme un de ces édifices de cartes bâtis par la main d'un enfant.

L'orage a emporté avec lui rois, princes, ministres, institutions même.

Plus d'aristocrates, plus de bourgeois : tout le monde est peuple.

Trois mots deviennent la devise de trente-six millions d'hommes : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Seulement, comme de tout ce qui était rien ne reste, de nouveaux désirs naissent, de nouveaux besoins se font sentir.

La politique est le besoin universel. Que se passe-t-il à Paris ? Que se passe-t-il en Europe ? Que se passe-t-il dans le monde ?

Eh bien ! c'est ce que notre Revue se charge d'apprendre à ces dix millions de lecteurs qui attendent chaque matin la pâture sociale, comme les Hébreux du désert attendaient chaque soir la pâture matérielle.

Tableau de Paris, tableau de l'Europe, tableau du monde : voilà ce que nous nous chargeons de présenter chaque mois à la curiosité de nos abonnés.

Tout ce qui se sera passé jour par jour à Paris, jour par jour en Europe, jour par jour dans le monde, nous le raconterons. Comment le mouvement de l'univers tout entier s'engrène à cette roue de flamme qu'on appelle Paris, c'est ce que nous essayerons de faire comprendre en le faisant voir.

Notre journal sera, pour la révolution de 1848, ce que le journal de Prud'homme a été pour la révolution de 1793, c'est-à-dire les éphémérides les plus curieuses que l'on puisse se procurer, puisque non-seulement Paris, non-seulement l'Europe, mais le monde tout entier posera devant nous.

Au reste, notre tâche est facile : la Providence nous la trace. Dieu dicte et nous écrivons.

ALEXANDRE DUMAS.

▲
Fig. 2 : Affiche publicitaire du 15 mars 1848 vantant avec emphase les mérites du journal dumasien Le Mois. *Le placard se termine par* « Au reste, notre tâche est facile : la Providence nous la trace. Dieu dicte et nous écrivons. »

3. Christophe Charle, *Le Siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 2004, 411 p., p. 73-76.
4. Anne-Claude Ambroise-Rendu, « Les journaux du printemps 1848 : une révolution médiatique en trompe-l'œil », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 19-1992/2, numéro spécial « Aspects de la production culturel au XIXe siècle : formes, rythmes, usages » sous la direction de D.Kalifa, p. 35-64.
5. Un des moteurs de cette reconversion professionnelle est matériel : si la révolution de février 1848 permet une explosion de la presse, elle vide les théâtres et freine les industries, dont l'industrie littéraire.
6. « Prospectus » de *La Liberté* (25 mars 1848), *Cahiers Alexandre Dumas (A.D.)*, « 1848 Alexandre Dumas dans la révolution », n° 25, Amiens, Encrage Éditions, 1998, 373 p., p. 35-36.
7. Henri Avenel, *Histoire de la Presse française. Depuis 1789 jusqu'à nos jours*, Paris, Flammarion, 1900, 884 p., p. 408-409.
8. *La Patrie*, mardi 4 juillet 1848, p. 1-2 (A), *Cahiers A.D.*, *op. cit.*, p. 286.

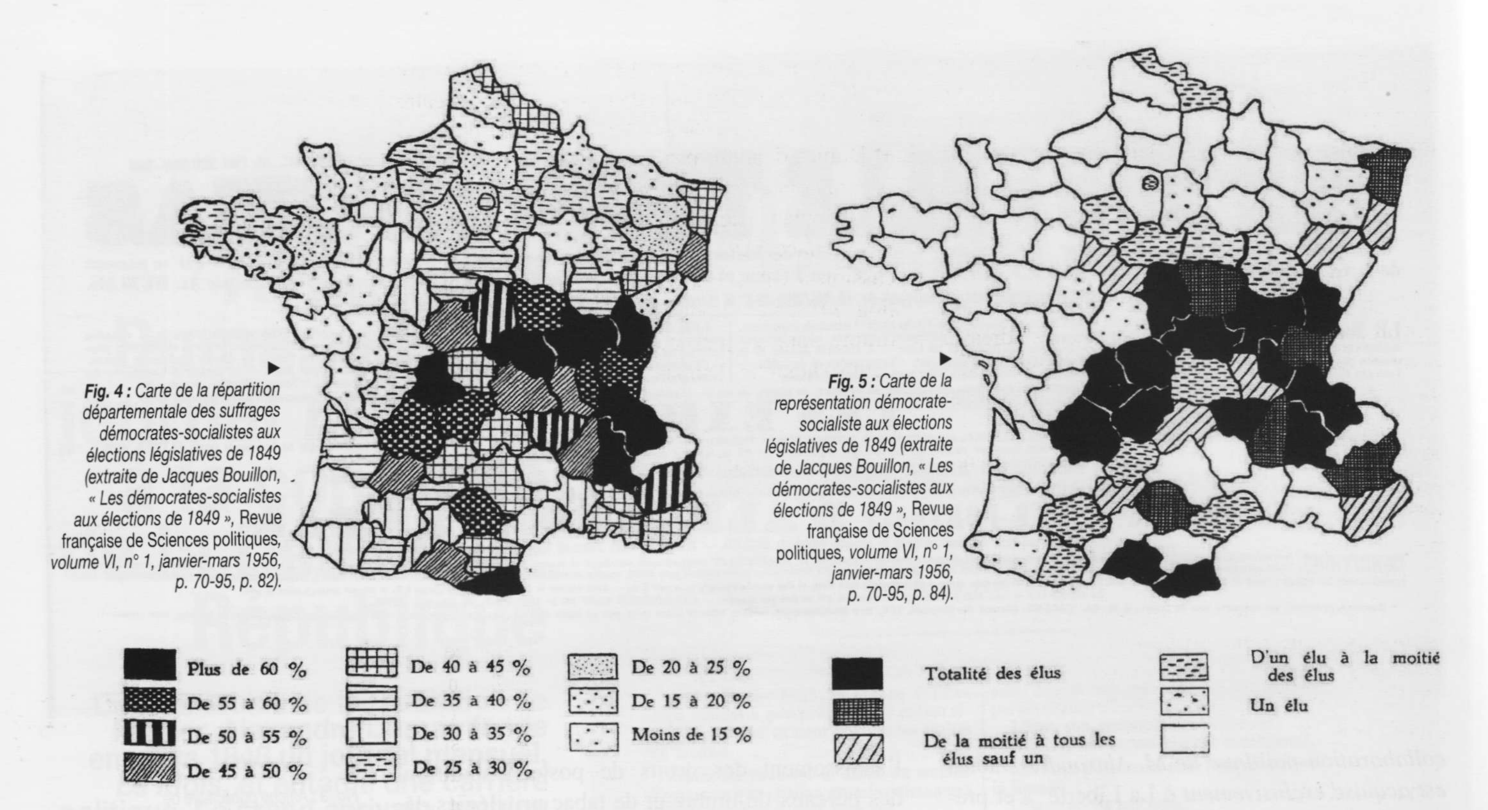


Fig. 4 : Carte de la répartition départementale des suffrages démocrates-socialistes aux élections législatives de 1849 (extraite de Jacques Bouillon, « Les démocrates-socialistes aux élections de 1849 », Revue française de Sciences politiques, *volume VI, n° 1, janvier-mars 1956, p. 70-95, p. 82).*

Fig. 5 : Carte de la représentation démocrate-socialiste aux élections législatives de 1849 (extraite de Jacques Bouillon, « Les démocrates-socialistes aux élections de 1849 », Revue française de Sciences politiques, *volume VI, n° 1, janvier-mars 1956, p. 70-95, p. 84).*

●●● assume ce rôle. Il multiplie la fonction de rédacteur en chef dans diverses feuilles de *La Liberté* au *Mois*. Cette interconnexion entre écrivains et journalistes illustre une des caractéristiques du journalisme de la première moitié du XIXe siècle. Le journalisme d'idées sous la Deuxième République s'identifie ainsi très largement aux écrivains. Journalisme, littérature et politique sont intimement liés.

Le lancement du *Mois*

Un hebdomadaire du dimanche, *Les Saltimbanques, pochades politiques* (2 numéros, juin 1848), revient dans son premier numéro sur la fondation du *Mois* : *« Alexandre Dumas, ce grand homme* au talent immense [...], *après avoir vu tuer sous lui, dans la journée du 24 février, le* Feuilleton *d'abord, rue Montmartre, puis le* Drame historique, *au boulevard du Temple, a senti le besoin de se faire homme politique et de s'affubler du costume républicain. Il s'est tout d'abord enrôlé sous le drapeau de* La Liberté [...] *; ensuite, comme la part de rédaction quotidienne qui lui était adjugée dans cette feuille ne pouvait suffire à l'activité de son esprit et au trop-plein de son patriotisme, il a fondé le* Mois, *résumé historique, qu'un prospectus emphatique et le plus grotesque recommande à tous, et déclare* indispensable à chacun[9] ».

Dumas fonde donc son propre titre *Le Mois* en mars 1848 [fig. 1]. Au format in-4, il compte 26 numéros (mars 1848-février 1850), chacun comportant 32 pages en double colonne. Il est quasi exclusivement politique – l'information artistique occupe 1 % de la matière du journal

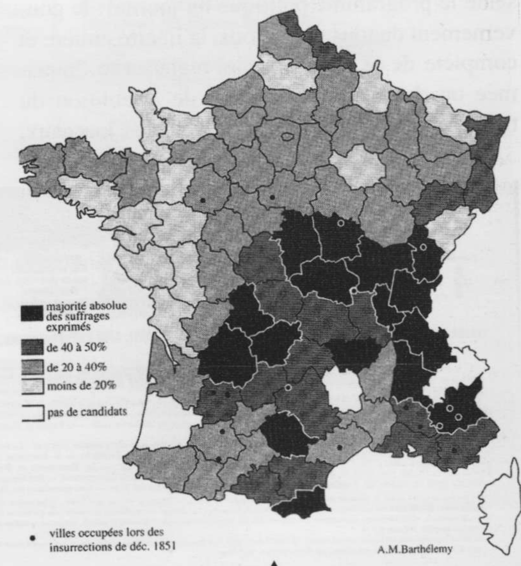


Fig. 6 : Actualisation de la carte de J. Bouillon (extraite de Francis Démier, La France du XIXe siècle. 1814-1914, *Paris, Seuil, « Points histoire », 2000, 602 p., p. 237).*

– et les événements nationaux (Paris, départements, colonies) y ont une place prépondérante (75 % de la matière) face aux événements internationaux (24 %), notamment les révolutions en Italie. Un prospectus présente en grands caractères les noms du journal et de son unique rédacteur : Alexandre Dumas [fig. 2]. L'écrivain possède assez de capital pour fonder et financer, au moins en partie, l'entreprise journalistique. Ses revenus littéraires ont atteint 80 000 francs par an depuis le succès des *Trois Mousquetaires* (1844) et du *Comte de Monte-Cristo* (1844-1846). Ils comprennent les droits d'auteur, les billets d'auteur pour le théâtre et la vente aux

9. « Coups de batte », *Les Saltimbanques*, n° 1, 11 juin 1848, p. 3 (A)

journaux et libraires. Moins coûteux en matière de financement qu'un quotidien, un mensuel appelle moins de ressources publicitaires. Le journal ne publie aucune annonce ou réclame et ne compte que sur ses abonnés souscripteurs. Aucune compensation financière ne peut venir au secours d'un déficit de lecteurs. Le journal ne vit que par le nombre de ces derniers.

Les journaux de 1848, avec l'instauration du suffrage universel masculin, peuvent s'adresser à un lectorat élargi. Dans l'affiche publicitaire de mars 1848, après une présentation du *Mois* et des sujets qu'il aborde, Dumas explique que son journal répondra aux attentes politiques des dix millions de lecteurs-électeurs [fig. 2]. L'écrivain offre un prix très modeste, 4 francs pour l'abonnement annuel, en espérant amener le maximum de ces lecteurs-électeurs à l'écouter voire à le soutenir politiquement. Outre le prix, Dumas ne renonce à rien pour son public. La matière du journal augmente d'un tiers à partir de janvier 1849, se transforme formellement et s'organise peu à peu en rubriques irrégulières (rubriques « Étranger », « Départements », « Beaux-arts »), comme l'est la périodicité du journal. Enfin, si l'écrivain n'effectue aucune remise sur l'abonnement, il ne manque pas d'offrir « des petits cadeaux » à ses abonnés lors de leurs réabonnements (autographes, gravures) [fig. 3 et 9].

Cependant le lectorat que touche le journal est difficile à mesurer. Dumas, dans « Aux abonnées du journal *Le Mois* », le 30 novembre 1848, annonce que son journal compte 20 000 abonnés et qu'il espère atteindre les 100 000 lecteurs. Il est vraisemblable qu'il surévalue ces chiffres. Les coûts de production du mensuel ne sont pas tels que sa survie impose une telle quantité d'abonnés. Malgré ses désirs de toucher un public modeste, alors peu coutumier de la lecture des périodiques, *Le Mois* est probablement lu par une élite sociale et parisienne, la petite bourgeoisie, les artisans et les petits employés soucieux de promotion sociale, plutôt que les ouvriers.

Les journaux de la Deuxième République se révèlent impuissants à donner corps à un véritable dispositif médiatique. L'échec de cette presse ne tient pas seulement aux pressions politiques de plus en plus contraignantes[10] – la presse conservatrice domine le marché à partir de 1849 – et à son manque de séduction formelle, mais à l'obsession du politique qui l'habite. Le désir de guider le lectorat ne prend pas forcément en compte les exigences d'une publication populaire. En outre, les abonnés quelque peu perdus dans la multiplication des journaux politiques se reportent progressivement vers les anciens organes de presse.

Le Mois rencontre bientôt des difficultés financières: en février 1850, Dumas publie le dernier numéro de son journal. Pris entre sa coûteuse demeure nouvellement saisie, Monte-Cristo, la pension qu'il verse à son ex-femme Ida Ferrier, la chute du Théâtre-Historique – le théâtre résiste mal à la concurrence du théâtre des rues et Dumas dépense par avance ses revenus futurs – et les dettes contractées envers son collaborateur Maquet, Alexandre Dumas ne parvient plus à faire face. Au début de l'année 1850, la discussion à l'Assemblée nationale sur la proposition du député Rodat de rétablir l'impôt sur le timbre pour les journaux (loi du 16 juillet 1850), contre laquelle Dumas proteste, sonne le glas d'une entreprise journalistique décidément semée d'embûches. Découragé, Dumas abandonne *Le Mois*. Le journal, peu inquiété par la censure politique, meurt sans doute plus pour des raisons financières internes et externes au journal[11].

Dumas et la peur des révolutionnaires

Après s'être prononcé pour la régence en février 1848, Dumas se déclare républicain. La place de son ami Lamartine au gouvernement provisoire l'enchante. Il se montre aussi enthousiaste face aux nouvelles lois libérales et humanitaires: abolition de la peine de mort en matière politique (26 février 1848), de l'esclavage (4 mars 1848) et de la censure (mars 1848), de la contrainte par corps (19 mars 1848). Cependant, la proclamation du droit au travail avec le principe des ateliers nationaux et de l'aide aux associations, le 25 février, inquiète bientôt la bourgeoisie républicaine, qui redoute l'instauration d'une démocratie ouvrière. Après les manifestations populaires du 16 avril et du 15 mai 1848, cette situation conflictuelle atteint son paroxysme dans les journées de juin 1848. L'illusion fraternelle de février est rompue. *« Les fusées lumineuses de Lamartine sont devenues les fusées incendiaires de Cavaignac*[12] *».*

Comme Victor Hugo, Alexandre Dumas se situe en juin du côté des vainqueurs. Défenseur de la propriété et de l'ordre, il voit dans ces sanglantes journées la faute inexpiable de la presse « rouge ». Celle-ci a prêché des inepties et a fourvoyé tout un peuple. Sous la plume du journaliste les « rouges », aussi bien les fouriéristes de *La Démocratie pacifique*, que les saint-simoniens, les cabétistes, les buchezìens, les proudhoniens, sont ainsi attaqués. Socialisme, utopie, communisme, anarchisme sont dénoncés. Alors qu'il prononce, le 31 juillet 1848, un grand discours, plaidoyer en faveur du socialisme, Proudhon est interrompu et ridiculisé par les représentants du peuple emmenés par Thiers. Dans le numéro suivant du *Mois,* Dumas cite longuement le rapport de Thiers et se félicite de la suppression du journal de Proudhon : *« il nous semble qu'il serait temps d'en finir avec tous les songes-creux, en général, et avec M. Proudhon en particulier* [...] *Ce grand pays de France n'a-t-il donc rien de mieux à faire que de s'inquiéter chaque matin de ce que pense* ●●●

10. Cautionnement (août 1848), agrandissement de la liste des délits de la presse et autorisation préalable du colportage (juillet 1849) et enfin augmentation du timbre et du cautionnement (juin 1850) ont freiné et muselé le développement de la presse. La Deuxième République répète vis-à-vis de la presse l'action des régimes antérieurs.
11. En raison de sa périodicité, de sa distribution par abonnement et de son républicanisme modéré, le journal échappe au cautionnement (rétabli dès l'été 1848), aux amendes pour outrages (loi du 27 juillet 1849), aux frais supérieurs des périodiques vendus à la criée.
12. Karl Marx, *in Marx-Engels-Werke*, vol. 5, p. 134, cité dans Dolf Oehler, *Le Spleen contre l'oubli. Juin 1848. Baudelaire, Flaubert, Heine, Herzen.* (1988), Paris, Payot et Rivages, 1996, p. 12.

Fig. 7 : Dumas, « Aux électeurs de Seine-et-Oise », vers fin mars 1848, placard électoral conservé aux Archives départementales de Seine-et-Oise reproduit dans Cahiers Alexandre Dumas, « 1848. Alexandre Dumas dans la Révolution », n° 25, 1998, p. 355.

PROFESSION DE FOI.

Aux électeurs de Seine-et-Oise.

La royauté a parcouru toutes les périodes, épuisé toutes ses phases. La royauté, depuis quinze cents ans, a fait en France tout le bien et tout le mal qu'elle pouvait faire.

Plus de royauté.

Les privilèges sont les entraves du progrès général, les ennemis du bien-être universel. Tout bon citoyen doit tendre au bien-être universel. Tout grand esprit doit concourir au progrès général.

Plus de privilèges.

Tout Français doit à son pays sa voix et son sang. Les riches ont assez longtemps acheté le sang des pauvres en les envoyant se battre à leur place. Tout Francais sera soldat, comme tout Français est citoyen.

Plus de remplacement militaire.

Le travail est la destination de l'homme. Toute vertu découle du travail, comme tout vice de l'oisiveté. Dieu donne à l'un la force physique, à l'autre la force intellectuelle. La paresse est un crime social. Le paresseux est mauvais citoyen.

La rétribution selon le travail.

La liberté, l'égalité, la fraternité pour tous.

Vive la République!

ALEXANDRE DUMAS.

●●● *Proudhon, ou de ce qu'écrit Considérant, ou de ce que Pierre Leroux ânonne* […] *assez de farces comme cela*[13] ».

Dumas ne voit dans toute la pensée socialiste qu'un charabia incompréhensible et impraticable. Ce ne sont que théories fumeuses, comme celle de l'organisation du travail de Louis Blanc : *« la question de l'égalité du salaire est une utopie sans consistance. Elle détruit le principe : à chacun sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres.* […] *tout paresseux est un voleur*[14] ». Dumas résume ainsi la situation au dimanche 4 juin : *« comme on le voit, à Paris comme en province, ce n'est plus la guerre d'une opinion contre une autre opinion, c'est bien pis que cela, c'est la guerre du pauvre contre le riche, de celui qui n'a pas contre celui qui possède. Ce n'est pas la guerre civile, c'est la guerre servile*[15] ».

De même une large place est donnée aux témoignages et aux échanges lors des procès des responsables du 15 mai 1848, jugés en mars 1849, et de ceux du 13 juin 1849[16], jugés en octobre 1849. Il s'amuse aussi à montrer le ridicule des débats entre socialistes. Le 13 février 1849, il s'esclaffe sur quatre colonnes devant les désaccords entre le fouriériste Considérant et Proudhon. De même, il sourit de la rivalité entre Blanqui et Raspail.

Le Mois s'en prend également beaucoup au *National*, fondé en 1830, qui incarne pour lui la république démocratique et sociale. Le 19 mai 1849, Dumas se réjouit des non réélections, lors des élections législatives de mai 1849, d'Armand Marrast et plus généralement du *« parti du* National *et* [des] *semi-montagnards*[17] ». Un peu auparavant, Dumas, qui trouvait excessifs les suffrages accordés à la Montagne, se félicitait néanmoins de l'élimination des républicains de la veille [fig. 4, 5 et 6]. Ainsi Dumas s'attaque à tout ce qui touche de près ou de loin à la Montagne, entre les semi-montagnards, la Montagne et la haute Montagne. La Montagne est le monstre qu'il faut combattre. Dans son adresse « À nos lecteurs » débutant le numéro 20 du *Mois* du 1er août 1849, Dumas revient sur son ouvrage *Les Impressions de voyage en Suisse* (1835) et sur la distinction qu'il y avait établi entre républicanisme social et républicanisme révolutionnaire. Dumas légaliste s'inscrit dans le premier. Le républicanisme de Dumas tient surtout au respect de la voie légale pour transformer la société. Il se fait ainsi porte-parole du progrès social tout en se distinguant du socialisme jugé révolutionnaire. L'écrivain devient oracle divin. C'est pourquoi Dumas place son journal sous la tutelle de Dieu. [fig. 2]

Par ailleurs, dans *Le Mois*, Dumas s'interroge sur le bien-fondé du suffrage universel masculin de la Deuxième République. Il se demande en effet si les neuf millions d'électeurs savent vraiment ce qui est bien pour eux. En fait, si Dumas se déclare républicain social dès 1835, il se rapproche plus des revendications de la gauche dynastique partisane d'un élargissement du suffrage censitaire, que du républicain social Ledru-Rollin prônant le suffrage universel masculin.

L'écrivain, l'artiste, croit à une structure symbolique du monde et surtout à un dieu organisateur du monde sensible en symboles dont il possède la clé. Dumas et Hugo partagent cette foi progressiste en l'humanité. Le rôle de l'écrivain consiste ainsi à apporter la lumière à l'humanité. Mieux que quiconque il détient la vérité et devine l'avenir. Les deux écrivains s'inscrivent dans une tentative de pouvoir spirituel laïc. Paul Bénichou, qui a montré dans *Le Sacre de l'écrivain* (1973) que le véritable pouvoir spirituel est accordé aux écrivains, aux artistes, acceptés comme guides et prophètes intuitifs, distingue deux périodes où il y a eu cette tentative d'un pouvoir spirituel laïc : 1760-1789 et 1820-1850.

DUMAS CANDIDAT : « LA PATRIE - LA FAMILLE - LA PROPRIÉTÉ[18] »

« On peut deviner chez Dumas le regret d'un accord manqué entre le Roi et son peuple. […] *Dumas est un orléaniste qui jouera à la fin de sa vie au républicain*[19] ». Alexandre Dumas a parti-

13. *Le Mois*, vol. 2, 2e année, n° 17, 1er mai 1849, p. 145 (B).
14. *Ibid.*, vol. 1, 1re année, n° 5, 16 juin 1848, p. 135 (A).
15. *Ibid.*, n° 7, 16 juillet 1848, vol. 1, p. 201 (B).
16. À cette date une partie de la gauche manifeste sur les boulevards parisiens contre la restitution de la Rome républicaine (9 février-4 juillet 1849) au pape et donc contre l'envoi de troupes françaises à cette fin. Cette manifestation est réprimée et entraîne un nouvel exil de représentants de la « démocratie-socialiste » (Victor Considérant, Alexandre Ledru-Rollin, Félix Pyat).
17. *Le Mois*, vol. 2, 2e année, n° 18, 1er juin 1849, p. 182 (B).
18. Titre d'un article de Dumas publié dans *La Liberté* le 24 mai 1848 ainsi que dans le numéro 6 de *La France Nouvelle* du 26 mai 1848.
19. Jean Tulard, « Sur la Révolution française », Michel Arrous (dir.), *Dumas, une lecture de l'histoire*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, p. 241.

cipé à la révolution de 1830. La Monarchie de Juillet proclamée, le dramaturge revient à l'écriture. Ses relations avec la famille Orléans sont presque intimes. Quelques années avant la fin du régime de Juillet, Dumas a même obtenu du duc de Montpensier le privilège du Théâtre-Historique. Mais, contrairement à son ami Victor Hugo – pair à la chambre à partir de 1845 – il n'est pas député. Dumas, qui peut-être espérait en 1831 se faire une place dans le monde politique, fonde-t-il *Le Mois* pour renouveler cette tentative? La révolution de février 1848 l'a pris de court comme beaucoup d'autres. Certes, il a manifesté son soutien aux banquets réformistes, car il estime que les promesses du roi des Français n'ont pas été tenues. Le souverain a préféré la Résistance au Mouvement. Mais si Dumas a soutenu de cœur les banquets réformistes, il n'y a guère participé. Le 27 novembre 1847, il a invoqué une grippe pour se dérober, et trois mois plus tard, il n'a pas participé au dernier banquet prévu pour le 22 février 1848 et interdit par le gouvernement. Pourtant, selon son témoignage, il participe aux journées insurrectionnelles du 22 février. Cependant Dumas, commandant de la garde nationale de Saint-Germain-en-Laye, se montre prudent et a plutôt un rôle de témoin que d'acteur.



◄ *Fig. 8 : Caricature du candidat politique Dumas par un collaborateur du Charivari en 1848 (extraite des Cahiers Alexandre Dumas, « 1848. Alexandre Dumas dans la Révolution », n° 25, 1998, p. 345) faisant écho aux nombreuses critiques de la presse satirique et de la presse socialiste. Ici c'est le spiritualisme et les soirées aux « tables tournantes », goûtées par certains romantiques, qui sont pointées, mais la plupart du temps ce sont la vanité et la carrière de romancier feuilletoniste de Dumas qui appellent le discrédit.*

Le premier numéro du *Mois* daté de mars 1848 tarde à paraître. Le numéro spécimen est enregistré au Dépôt de Paris le 13 avril 1848. Les élections des représentants de l'Assemblée constituante, repoussées du 9 au 23 avril, n'ont donc pas encore eu lieu. Le premier numéro est même publié avant celles-ci. Quatre jours avant le 23 avril, le Dépôt de Paris enregistre la nouvelle parution. Ainsi malgré le retard dans la publication de son journal, Dumas peut exprimer sa pensée avant les premières élections de la Deuxième République. Cependant le romancier ne semble pas vouloir s'appuyer sur *Le Mois* pour devenir représentant du peuple. Le retard des livraisons du mensuel est en grande partie lié au fait que Dumas effectue ses tournées électorales. De plus *Le Mois* ne prend pas fin après les derniers échecs politiques de son fondateur (novembre 1848) mais en 1850 lorsque le journal est condamné, à la fois comme vecteur politique et comme vecteur littéraire, par le pouvoir[20].

Le 27 février 1848, le commandant Dumas s'adresse aux hommes de la garde nationale de Saint-Germain-en-Laye. Dans sa proclamation, il exalte la révolution qui apporte la liberté, la légalité, et la sécurité mais les bourgeois de Saint-Germain-en-Laye boudent leur commandant de la garde nationale et demandent sa démission. Dumas ne se décourage point pour autant. Autour du 15 mars 1848, des placards électoraux sont affichés. Il s'adresse aux travailleurs parisiens. Comme Lamartine l'année précédente à Marseille[21], Dumas met en avant son passé d'écrivain. Il met ainsi en valeur le fait qu'il est un travailleur. « Aux Travailleurs » il présente ses titres: *« Je me porte Candidat à la Députation. Je demande vos voix: voici mes titres. Sans compter six ans d'Éducation. – Quatre ans de Notariat et sept années de Bureaucratie. J'ai travaillé vingt ans à dix heures par jour: 73 000 heures. Pendant ces vingt ans j'ai composé 400 volumes et 35 drames*[22] *»*.

Et il poursuit en présentant ce que ses 400 volumes et 35 drames ont produit financièrement. Il énumère les différents métiers qu'a fait vivre son œuvre et il conclut ainsi: *« drames et livres en moyenne ont donc soldé le travail de 2 160 personnes. Ne sont point compris là-dedans les Contrefacteurs belges et les Traducteurs étrangers*[23] *»*, discours qu'il reprend lorsqu'il s'adresse, à la même date, aux travailleurs de Seine-et-Oise – département où se situe son domaine de Monte-Cristo – avant d'afficher des placards électoraux pour tous les électeurs du département à la fin du mois [fig. 7].

Engagement électoral, mais succès modéré...

Lors de ses campagnes électorales, Dumas commence à présenter un programme de gauche, que *La Liberté* incarne (suffrage universel ●●●

20. Du fait d'un retard continu dans les livraisons le dernier numéro du *Mois* (1er février 1850) paraît probablement à l'été 1850 – la date d'un mot de Dumas, du 9 mars 1850, à l'imprimeur du *Mois* précisant de ne pas oublier l'annonce dans le numéro 24 du 1er décembre 1849 du feuilleton *Une Nouvelle Troie* pour le numéro suivant (1er janvier 1850) indique que le journal continue d'être publié avec retard.
21. Jean Pommier, *Les Écrivains devant la révolution de 1848. Lamartine, Hugo, Lamennais, George Sand, Michelet, Béranger*, Paris, PUF, 1948, 79 p., p. 60.
22. Alexandre Dumas, « Aux Travailleurs », vers le 15 mars 1848, in *Cahiers A.D.*, *op. cit.*, p. 332.
23. *Ibid.*, p. 333.



Fig. 9 : *Portrait gravure du jeune Dumas offert, comme le met en avant l'affiche de 1849, à ceux qui se réabonnent avant le 31 décembre 1849 au journal. Le portrait est en tête aussi des volumes reliés du Mois (deux volumes).* ▼

••• masculin, abolition des impôts nuisant à la petite et moyenne bourgeoisie), c'est-à-dire une gauche modérée, proche du journal bourgeois républicain *Le National*. Le mardi 28 mars 1848, il fait un discours lors de la plantation d'un arbre de la liberté à Saint-Germain, où Dumas concentre ses efforts – et où il a le privilège du théâtre. Il harangue le club des travailleurs qui le nomme président honoraire. Son programme se résume en trois points : abolition des privilèges et du remplacement militaire, la rétribution selon le travail. Cinq jours plus tôt, le 23 mars, un arbre de la liberté a été planté face au Théâtre-Historique. L'écrivain évoque cette soirée où les spectateurs de *Monte-Cristo* au sortir de la représentation assistent à cette cérémonie qui se clôt par un bal improvisé[24]. Mais les discours et les fêtes improvisées de Dumas ne convainquent pas les électeurs de Seine-et-Oise. Le candidat obtient environ 260 voix ; il recueille 226 suffrages (sur 3 869 votants) dans le canton de Saint-Germain-en-Laye, 3 suffrages dans le canton de Dourdan et 32 votes militaires. Dumas ne s'arrête cependant pas là. Début juin 1848, il s'adresse « Aux curés de Paris » : *« Si, parmi les écrivains modernes, il est un homme qui ait défendu le spiritualisme, proclamé l'âme immortelle, exalté la religion chrétienne, vous me rendrez cette justice de dire que c'est moi [...] je viens vous demander non seulement votre voix, mais encore les voix que la haute confiance inspirée par votre caractère peut mettre à votre disposition.*

Je vous salue avec l'amour d'un frère et l'humilité d'un chrétien[25] ».

Dumas s'adresse donc, après les travailleurs, au clergé. Il se révèle très soucieux d'obtenir toutes les voix possibles mais il obtient pour Paris, les 11 arrondissements confondus, 7 295 suffrages pour les élections se déroulant entre les 23 et 27 avril, et 4 664 pour celles se déroulant entre les 2 et 7 juin 1848[26].

Enfin lors de ces élections complémentaires, le fondateur du *Mois* se présente dans le département de l'Yonne, les 4 et 5 juin 1848 en Bourgogne, après avoir hésité à se présenter en Gironde. Le 31 mai 1848, Dumas quitte Paris en compagnie de sa fille Marie et de son secrétaire pour sa tournée électorale dans l'Yonne. Ils passent la nuit à Sens et le lendemain se rendent à Joigny pour assister à une réunion électorale qui a lieu au théâtre. Ils sont ensuite conviés à un banquet à l'Hôtel de Bourgogne et passent la soirée chez le procureur de la République. Le lendemain, une autre réunion électorale se déroule à Auxerre devant 5 000 personnes[27]. Le candidat est cependant mal accueilli par les Bourguignons. Les journaux locaux le présentent comme un régentiste. Pourtant, l'illustre candidat se présente sous la bannière républicaine mais son attachement à la famille royale lui vaut maintes questions lors de cette campagne électorale dans l'Yonne. Les résultats électoraux ne sont pas à la mesure de ses espoirs. Il obtient 3 458 suffrages et se place en cinquième position. Le duo de tête est un docteur en médecine Ramport-Lechin (18 969 suffrages) et Louis-Napoléon Bonaparte (14 621 suffrages). Dumas arrive cependant devant Thiers (3 042 suffrages[28]) mais il reste bien loin des 87 000 voix qu'obtient Victor Hugo pour le département de la Seine, lors des mêmes élections complémentaires du 4 juin. Victor Hugo qui se présente sur la liste de Thiers et du général Changarnier s'est pourtant lui aussi tout d'abord prononcé pour la régence de la duchesse d'Orléans le 24 février 1848. Il est même un ancien député de la Monarchie de Juillet.

24. *Le Mois*, 1re année, vol. 1, n° 4, 31 mai 1848, p. 115 (A).
25. Alexandre Dumas, « Aux Curés de Paris », juin 1848, *in Cahiers A.D., op. cit.*, p. 338. Cette adresse aux curés de Paris est publiée dans *Le Représentant du Peuple, journal des travailleurs*, n° 64, dimanche 4 juin 1848, p. 1 (C) sous le titre « Candidature de M. Alex. Dumas. ». La lettre est précédée d'un envoi adressé au rédacteur en chef Proudhon : *« Citoyen rédacteur, Nous vous prions d'insérer dans votre feuille patriotique la lettre édifiante que M. l'ex Marquis de la Pailletterie Alexandre Dumas adresse à tous les curés de Paris »* et suivie du nom des signataires. *La France Nouvelle* reproduit de

Après la première campagne dans l'Yonne, Dumas y retourne fin juin pour une tournée électorale. « Aux électeurs de l'Yonne », il abandonne les chiffres pour affirmer simplement : *« Je suis l'auteur des* Mousquetaires *c'est-à-dire d'un des livres les plus emprunts du cachet national, et de la couleur française qui existent dans notre littérature*[29] *»*. Dumas est recommandé par Victor Hugo, Adolphe Thiers et Émile de Girardin[30]. Il bénéficie aussi pour ces élections complémentaires d'un agent électoral, Charpillon, notaire local et maire adjoint de Saint-Bris. Entre les 3 et 13 septembre 1848, le feuilletoniste épris de politique poursuit sa campagne électorale chez celui-ci. Pour autant Dumas n'obtient que 17 suffrages lors de ces deuxièmes élections complémentaires de l'Yonne des 17 et 18 septembre. Pour les troisièmes et dernières élections complémentaires de l'Yonne des 26 et 27 novembre 1848, Dumas obtient 363 voix malgré une profession de foi à droite qui repousse le spectre communiste, si bien illustré, pour lui, dans les journées du 15 mai et de juin 1848. Dans cette profession de foi, il indique que ses amis politiques se situent du coté de l'ordre et non de l'anarchie. La carrière politique de Dumas se termine sur cet échec.

Que ce soit dans ses candidatures potentielles comme en Gironde et même en Guadeloupe ou dans ses candidatures réelles à Paris, en Seine-et-Oise et dans l'Yonne, Dumas n'obtient jamais assez de suffrages pour revêtir l'écharpe tricolore du représentant du peuple [fig. 8].

Si Dumas passe à droite après les journées du 15 mai et de juin 1848 et vote pour Louis-Napoléon, comme Émile de Girardin et Victor Hugo le 10 décembre 1848, il s'inquiète dans les derniers numéros du *Mois* d'un possible coup d'État du prince-président. Comme après avoir soutenu Cavaignac (lors des journées de juin 1848), Dumas s'inquiète d'un *« dictateur en herbe »* – c'est pourquoi en décembre 1848 il vote pour Louis-Napoléon. Dumas suit le parcours de Victor Hugo, d'abord représentant du parti de l'Ordre avant de se rallier à la Montagne. Il ne soutient pas pour autant les montagnards mais critique, comme Victor Hugo, la politique européenne du président et le Parti de l'ordre, notamment sur les lois sur l'enseignement de Falloux (15 mars 1849). Évoquant dans son dernier numéro de février 1850 le discours de Victor Hugo sur l'instruction publique dans lequel il réclame l'enseignement gratuit et repousse un empiétement clérical, Dumas salue une protestation éclatante et souveraine de la lumière contre l'obscurantisme.

La république rêvée de Dumas est avant tout une république gouvernée par les représentants de l'intelligence et de la sagesse, poètes et romanciers. *« Je crois en Dieu, malgré M. Proudhon ; à la république malgré M. Molé ; et à l'honneur de la France malgré l'alliance avec l'Autriche, malgré le siège de Rome, et malgré l'abandon de Montevideo*[31] *»*.

Une république rêvée

Le parcours de Dumas et du *Mois* sous la Deuxième République est celui d'une intense désillusion.

Surpris par la révolution de Février, Dumas n'en demeure pas moins enthousiaste quant à l'idée de l'instauration d'une république fraternelle, comme Victor Hugo et d'autres écrivains romantiques nés autour de 1800. Le journal devient pour lui un outil pédagogique. Dumas, riche de son passé de romancier historique et de vulgarisateur de l'histoire de France, veut éclairer, apporter la lumière à ses lecteurs : *« Notre République à nous, c'est enfin, le triomphe de l'idée sur le fait, de la lumière sur la nuit, de l'intelligence sur la matière, de l'organisation sur le chaos*[32] *»*. Dumas ne possède pas d'idées claires sur la politique. Ses opinions et ses principes politiques se révèlent souvent flous et fluctuants. Lorsqu'il prend la parole c'est en homme de cœur. L'auteur des *Trois Mousquetaires* est avant tout un humaniste qui espère fonder une religion de la fraternité, dont il est le prophète : *« Dieu dicte et nous écrivons »* [fig. 2]. La parole de l'écrivain journaliste, ici sacralisée, obéit au mouvement des hommes de plume s'instaurant prophètes de l'avenir.

Enfin si la République et le peuple ont effrayé Dumas dans la pratique, il n'en chante pas moins la République une fois sa fin devenue proche. Exilé à Bruxelles de décembre 1851 à novembre 1853 pour des raisons financières, Dumas obtiendra de Victor Hugo, François Arago et Alphonse Esquiros[33] *« du bout des lèvres un brevet de républicanisme*[34] *»*. [fig. 9] ■

Sébastien HALLADE

même l'article dans son numéro 14 du 6 juin 1848, en première page (C-D). Ce dernier revient sur l'insulte faite à Dumas, pas encore rédacteur en chef de *La France Nouvelle*.

26. *Cahiers A.D., op. cit.*, p. 367.

27. Dominique Frémy et Claude Schopp, *Quid d'Alexandre Dumas*, Paris, Robert Laffont, 1989, 338 p., p. 56.

28. *Cahiers A.D., op. cit.*, p. 369.

29. Alexandre Dumas, « Aux électeurs de l'Yonne », vers le 29 juin 1848, *in Cahiers A.D., op. cit.*, p. 337.

30. Girardin (1806-1881) est le fondateur du journal bon marché *La Presse* en 1836, dans lequel Dumas continue de publier ses œuvres littéraires. Hugo (1802-1885), ami et compagnon romantique de Dumas, est élu à l'Assemblée constituante le 4 mai 1848. Thiers (1797-1877) est alors un des leaders du « parti de l'ordre ».

31. *Le Mois*, 3e année, n° 26, 1er février 1850, p. 48 (B).

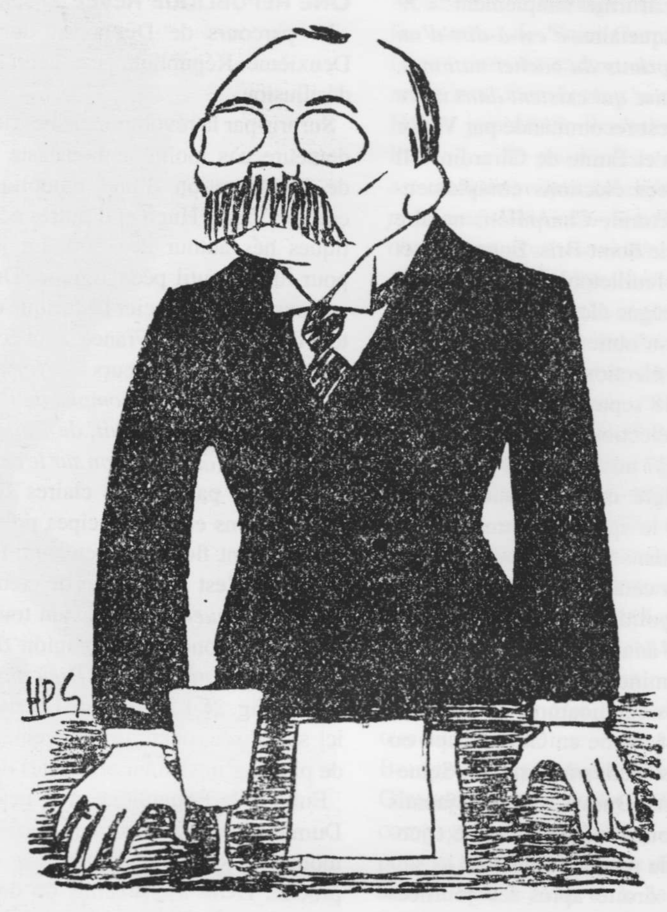
32. Alexandre Dumas, « La république monarchiste, la république démocratique », *La Liberté*, n° 88, 27 mai 1848, p. 1 (B-C), *Cahiers A.D., op. cit.*, p. 168.

33. Arago (1786-1853), astronome, physicien et ancien député républicain de la Monarchie de Juillet, a été membre du Gouvernement provisoire instauré le 24 février 1848 et Esquiros (1812-1876), auteur « démoc-soc » de *L'Évangile du peuple* (1840), qui connut un certain succès et de multiples rééditions, est élu à l'Assemblée en 1850, avant de s'exiler, comme Arago, après le coup d'État du 2 décembre 1851.

34. Claude Schopp, « Préface », Alexandre Dumas, *Mes Mémoires. 1802-1833* (2 vol.), Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 1989, I : 1 220 p. ; II : 1 175 p., p. VII.

Alexandre Dumas journaliste

L'Ecole Normale Supérieure de Lyon a numérisé sur http://jad.ish-lyon.cnrs.fr/ les journaux de Dumas, à savoir *Le Mois* (1848-1850), *Le Mousquetaire*, journal quotidien (1853-1857), hebdomadaire (1854-1855), puis quotidien (reprise des *Nouvelles*, 1865-1867), *Le Monte-Cristo* (1857-1862), *L'Indipendente* (1860-1864), *Le Dartagnan* (1868) et *Le Théâtre-Journal* (1868-1869). Les journaux sont accompagnés d'index des collaborateurs, des auteurs secondaires dont le journal rend compte, des noms de personnes, de lieux et des dates et événements, ainsi que de notices bibliographiques sur les collaborateurs et sur les pratiques éditoriales (financement, tirage, diffusion). Les *Cahiers Alexandre Dumas*, dirigés par le spécialiste de Dumas Claude Schopp, offrent parallèlement dans leur numéro 25 de 1998, en version imprimée, tous les articles de l'écrivain dans la presse de la Deuxième République, mis à part ceux du *Mois*, et ses professions de foi.



— *L'Humour, c'est moi !*

▸ « C'est une chose incompréhensible que Juven ait créé *Le Rire, se souvient Gabriel de Lautrec*, je n'ai jamais connu un homme qui fût plus fermé aux conceptions humoristiques. »

Félix Juven, patron de presse et éditeur à la Belle Époque

En 1894, simultanément au premier procès Dreyfus, un jeune éditeur lance un titre appelé à devenir le plus diffusé de la Belle Époque: *Le Rire*. Fort de ce succès, Félix Juven édifie un empire éditorial, partagé entre l'esprit satirique et le catéchisme républicain.

« Félix Juven a traversé le monde de l'édition comme un météore[1] ». Cette jolie formule qualifiant l'activité de Félix Juven en tant qu'éditeur s'oppose à la façon dont on pourrait qualifier celle qui fut la sienne en tant que directeur de journaux. En effet, le Juven patron de presse s'est au contraire signalé par l'étonnante longévité de ses publications, contre vents et marées, entre engouement et désaffection du public. Il va sans dire qu'à sa mort, en 1947, l'homme n'est plus à la direction du *Rire* depuis longtemps. Le titre qu'il a créé lui survit encore près de vingt ans, trente selon le fin connaisseur de la presse satirique française François Solo qui le voit, quant à lui, disparaître en 1978[2].

« Peut-être le plus célèbre des titres humoristiques, n'hésite pas à écrire le même François Solo, *sans doute grâce à son exceptionnelle longévité. Politiquement d'un ton volontairement neutre, exceptionnellement anticlérical, sûrement antidreyfusard et marqué à droite. Pratiquement tous les dessinateurs y publieront quelque chose*[3]. *»*

Félix Juven aurait possédé (sinon dirigé) *Le Rire* jusqu'en 1940 bien que rien ne l'atteste. Cette longévité en fait tout de même, avec *Le Charivari*

1. Mathieu Quere, *La Librairie Alexandre Hatier (1881-1928)*, maîtrise d'histoire, UVSQ, octobre 1995, p. 38.
2. François Solo (dir.), assisté de Catherine Saint-Martin et de Jean-Marie Bertin, *Dico Solo. Plus de 5 000 dessinateurs de presse & 600 supports en France de Daumier à l'an 2000*, Vichy, AEDIS, 2004, 911 p. [1re éd. 1996], p. 566. François Solo m'a affirmé avoir vu personnellement d'importantes archives naviguant au cours d'improbables cessions et réapparitions du titre après 1968. Il était persuadé de l'existence de ces archives, de leur survie et m'avait recommandé, en 2007, de veiller attentivement aux détails de certains catalogues de vente aux enchères. Depuis, je veille… La BNF conserve *Le Rire* jusqu'à l'année 1971.
3. *Ibid.*, pp. 563-564.

et *Le Canard enchaîné*, l'exemple même du titre satirique à l'impertinence quasi institutionnalisée et, en tant que tel, un reflet de son temps. Une chose est certaine, si le secrétaire de rédaction[4] Arsène Alexandre, a 35 ans en 1894, son patron, lui, n'en a que 32 et paraît assez novice en matière de presse, du moins dans le domaine satirique.

Les débuts d'un éditeur, de l'école militaire à la butte Montmartre

Jean Félix Alexandre Juven est né à Paris, le 2 octobre 1862 dans le 10e arrondissement[5]. Fils d'un herboriste qui demeure au 23 faubourg Saint-Denis et possède toujours son échoppe en 1908, bachelier, le futur éditeur décroche une licence en droit et s'engage en volontaire dans l'armée à Compiègne, le 2 février 1882 pour cinq années. Il est affecté à la 21e section d'infirmiers militaires et participe à la campagne d'Afrique en 1882-83. De retour en France, il passe le concours d'administration militaire de Vincennes auquel il est reçu premier (sur 500 concurrents). Il rejoint l'école militaire de Saint-Cyr et se réengage pour cinq ans. Il n'ira pas jusqu'au bout de cette deuxième période puisqu'il démissionne le 5 novembre 1889, après huit ans de service militaire actif, dont cinq en tant qu'officier. Dans le même temps, il a goûté à la carrière journalistique puisqu'il collabore régulièrement comme chroniqueur militaire au *Figaro* et au *Gil Blas* de 1885 à 1889, sous le pseudonyme d'Arsène Froment. Il fournit également des articles au *Petit Journal*, à *L'Événement* et au *Cri du Peuple*. Mais Juven parvient en sus à publier sept volumes divers sur le thème militaire chez Hetzel[6] ainsi qu'à La Librairie illustrée de Georges Decaux. Ce même Decaux qui détient alors *La Caricature* dont Juven sera, cinq années plus tard, le plus dangereux des concurrents ! Juven entre dans l'édition et dans la librairie comme on entre dans les ordres, et ne fera pour ainsi dire que cela durant vingt années, de 1890 à 1910. La fondation du *Rire* n'intervient donc que quatre années après les débuts officiels de Juven dans l'édition.

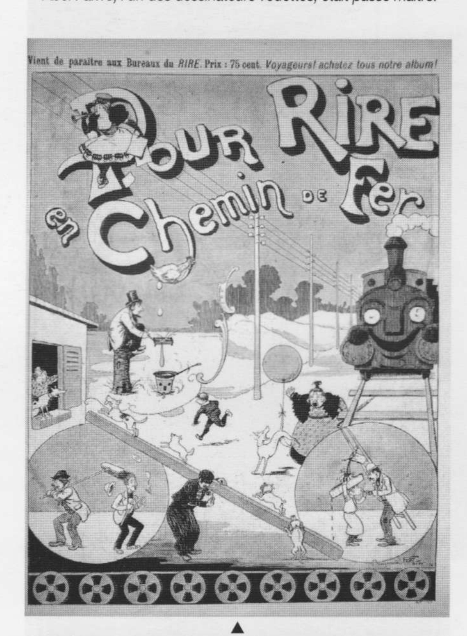
La création du *Rire*

La date de 1895 constitue également un jalon important dans la production satirique française car, au sortir des lois scélérates de 1893 et 1894, c'est l'année du plus bas chiffre de création de titres satiriques depuis 1881[7]... Dans le même temps, les deux titres qui apparaissent, *Le Rire* en novembre 1894 et *Le Pêle-Mêle* en ce début 1895, figurent parmi les plus durablement diffusés de la Belle Époque, si l'on prend pour indice leur capacité à résister à l'entrée en guerre de 1914[8].

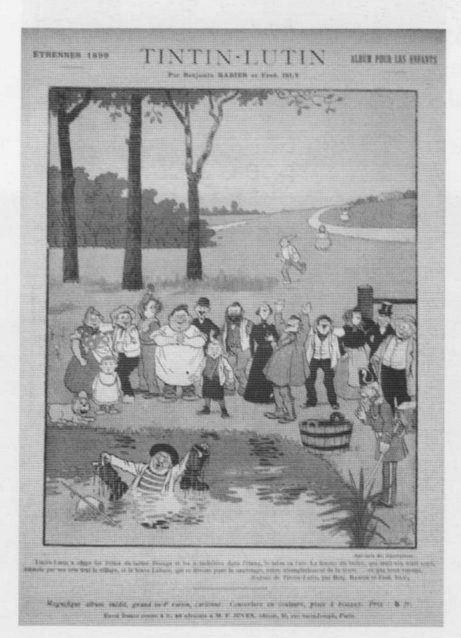
La rupture est tout aussi franche d'un point de vue technique avec le passage du format à l'ancienne au tabloïd et l'adoption de la pho- ●●●



▲
Le Rire pouvait aller très loin dans le mauvais goût, art dans lequel Abel Faivre, l'un des dessinateurs vedettes, était passé maître.



▲
L'arrivée des images satiriques dans les gares représente un enjeu considérable en matière de diffusion. Le phénomène correspond à une aseptisation et une dépolitisation notable du trait.



▲
Juven n'hésite pas à débaucher les artistes d'autres titres concurrents : Benjamin Rabier passe ainsi du Pêle-mêle au Rire, et n'hésite pas à travailler pour Juven.

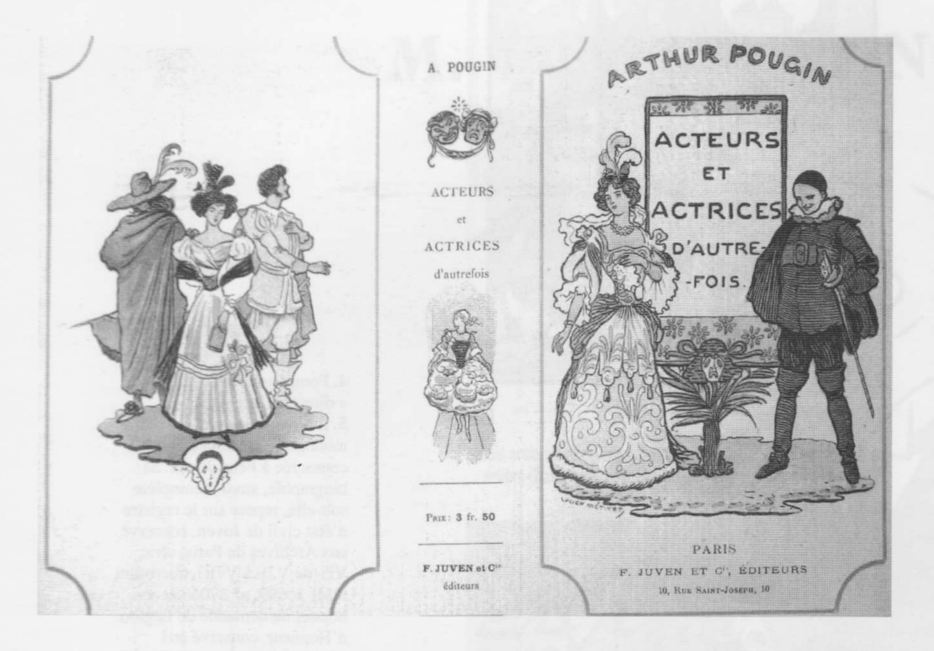
4. Pompeusement qualifié de « directeur artistique ».

5. Il n'existe aucune monographie publiée qui soit consacrée à Félix Juven. Sa biographie, aussi incomplète soit-elle, repose sur le registre d'état civil de Juven, conservé aux Archives de Paris, série VE (de V2E à V7E), microfilm 5 MI 3/ 699, n° 3705 / et son dossier de demande de Légion d'Honneur, conservé aux Archives nationales (CARAN), série F12, carton 8632. Ce dossier de demande comporte également trois lettres de recommandation, l'une de Marcel Prévost, président de la Société des gens de lettres (1906), la seconde de Charles Léandre, peintre et dessinateur, et la troisième de J. Reynaud, conseiller d'État. Comme le nom de Félix Juven ne figure pas dans la base de données LEONORE sur les décorés de la Légion d'Honneur, on peut supposer qu'il n'y a eu qu'une proposition, et donc que Juven n'a finalement pas été décoré. J'ai en outre utilisé le travail de Mélissa Rousseau, *Félix Juven, libraire-éditeur 1862-1947*, mémoire de DEA d'histoire socioculturelle, sous la direction de Jean-Yves Mollier, université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, juin 1999, pp. 22-28, lequel n'a malheureusement pas donné lieu pour l'instant à une thèse achevée. Il y a enfin un numéro des *Hommes du jour* qui lui est consacré, *Les Hommes du jour* n° 151, 10 décembre 1910.

6. Félix Juven, *Comment on devient officier*, J. Hetzel et Cie éditeurs, Paris, 1888, 348 p.

7. Sur la courbe de création et de disparition de titres satiriques entre 1880 et 1914, je me permets de renvoyer le lecteur à mes propres travaux, à savoir Laurent Bihl, *La Grande Mascarade parisienne. Production, diffusion et réception des images satiriques dans la presse périodique illustrée parisienne entre 1881 et 1914*, thèse soutenue le 16 juin 2010 à l'université Paris 1 Sorbonne (sous la direction de Christophe Charle).

8. Très rares seront les journaux satiriques illustrés ayant la capacité financière (et bien sûr le public) pour survivre durant le conflit, guère plus d'une dizaine.



▲
Un titre satirique combine, sous les mêmes signatures (ici Lucien Métivet), des caricatures et des publicités. L'enjeu est, bien entendu, un amalgame esthétique.

▶
On retrouve ici les penchants républicains de Félix Juven. Le Rire *fournira des charges anticléricales féroces autour de 1905.*

●●● togravure qui diminue les coûts de production, sans parler de l'explosion publicitaire.

Enfin, 1895 constitue une charnière dans la vie montmartroise avec le déclin programmé du Chat noir et des bals du *Courrier français*, le règne transitoire du cabaret des Quat'z'Arts d'où sortiront bientôt les Vachalcades de 1896 et 1897, puis le passage à une seconde génération de caricaturistes, plus jeunes, autour du Lapin Agile. Ce cabaret facilite la rencontre des dessinateurs et des prosateurs humoristes autour de 1900, certains passant du dessin au texte comme Pierre Mac Orlan alors que d'autres font justement le chemin inverse (Jules Depaquit).

De deux choses l'une, soit Félix Juven est doué d'une intuition fulgurante sur le monde de la presse illustrée et, en particulier, sur les évolutions à venir dans le registre satirique, soit il a conçu un projet tout à fait élaboré reposant sur le va-et-vient des images entre les pages de presse et les couvertures de livre. Aussi, comme on l'a vu, n'hésite-t-il pas à lancer *Le Rire* en pleine vague d'attentats anarchistes, après la promulgation des lois sur la presse dites « lois scélérates », alors que la période est plutôt noire en matière de création de journaux. Cependant, le succès apparemment foudroyant de ce titre satirique ne doit pas éclipser la réussite de la maison d'édition Juven jusqu'en 1910, où le rapport du préfet de police assortissant sa demande de la croix de la Légion d'Honneur le décrit *« dans une brillante situation commerciale et financière. L'ensemble des informations prises sur son compte lui est favorable. Il n'a fait l'objet d'aucune remarque du point de vue politique, mais ses sympathies sont acquises aux institutions républicaines. Il est inconnu au sommier judiciaire*[9]. »

La dernière mention est assez prévisible. Pour autant, la remarque sur son républicanisme est, elle, assez inattendue : le journal n'a-t-il pas largement profité de l'affaire Dreyfus, tout en se gardant bien de prendre clairement position sur le sujet, surtout à partir de 1899 ? Juven n'accueille-t-il pas dans ses colonnes le dessinateur Gyp[10] (la comtesse de Martel), ultranationaliste et antisémite ? L'octroi d'un numéro spécial entier, en nette disproportion de la popularité de son trait[11], laisse même supposer que cette personnalité ait pu être l'un des premiers bailleurs de fonds du jeune éditeur. Tout porte à voir en Juven l'opportunisme nécessaire au brillant homme d'affaires qu'il est dès ses débuts. Contrairement à ce que dit plus haut François Solo, rien ne permet de classer *Le Rire* « à droite » sinon les efforts pour s'octroyer les faveurs d'un lectorat bourgeois, parfois en quête d'une « mal-pensance » raisonnable et canaille, au diapason de ce qu'il s'en va chercher chez Bruant à Montmartre. La





◀
La Vie Illustrée *proposait une érudition pour un large public, à grand renfort d'images les plus dépaysantes.*

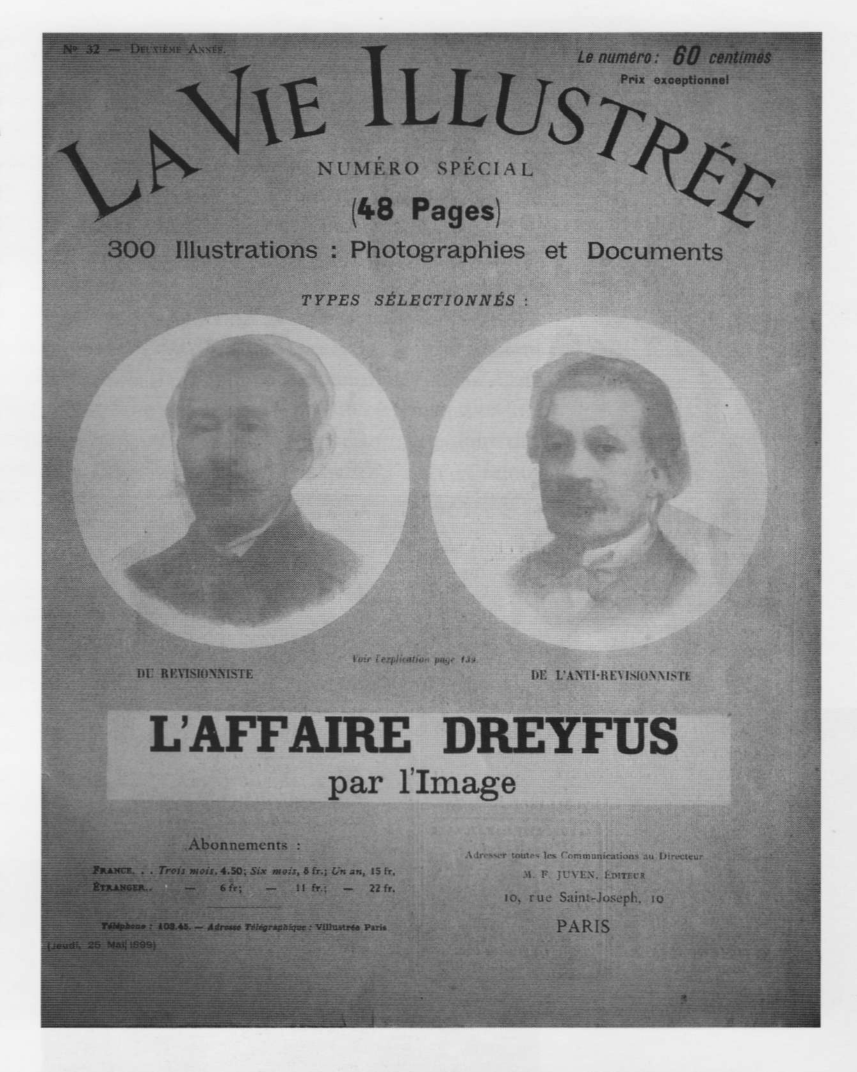
9. Dossier de demande de Légion d'Honneur pour Félix Juven, Archives nationales (CARAN), série F12, carton 8632.
10. Il semble que les Éditions Juven se soient fait une spécialité de publier sous pseudonyme les dames d'une certaine condition : à côté des treize titres de Gyp, on trouve également deux ouvrages de Charles d'Orino, alias Jeanne Marie Clotilde Briatte, comtesse Pillet-Will (1850-1910). Est-ce le cas pour de nombreux dessinateurs du *Rire* sur lesquels nous n'avons aucun renseignement ?
11. En 1895, Gyp n'a livré que quelques dessins sans lendemain à *La Vie parisienne* en 1880, et a rejoint *La Libre Parole* de Drumont en 1892. C'est le seul exemple d'un numéro spécial du *Rire* offert au crayon d'un artiste ayant un aussi pauvre bagage graphique. Sur un tel thème, Forain, Willette ou Caran d'Ache auraient été plus indiqués, s'il s'était seulement agi de faire monter le tirage autant que possible. Il est fort probable que ce numéro ait visé à remercier la riche comtesse, par ailleurs égérie des milieux nationalistes.

« neutralité » dont parle l'auteur du *Dico Solo* résulte bien davantage d'un savant mouvement de balancier que d'une ligne politique définie par Juven, lequel a pour viatique un seul et unique principe : sa mainmise personnelle. *Le Rire* est un lieu où les dessinateurs de tout bord sont amenés à se côtoyer, à l'instar du défunt *Chat noir* de Rodolphe Salis et de la même manière, c'est contre Juven que portera le mécontentement dans les années 1900[12].

L'apogée de la maison Juven

En 1910, toujours d'après le dossier de demande de croix, son chiffre d'affaires est d'environ 300 000 francs, et la conjoncture a pourtant dû être plus favorable autour de 1900. L'évocation de ses succès éditoriaux, de ses différents catalogues est assez édifiante.

Entre 1890 et 1906, il publie des auteurs comme Maurice Barrès, Abel Hermant, Marcel Prévost, Paul Margueritte mais aussi Conan Doyle. Peut-on parler d'« apolitisme » lorsque l'on retrouve des ouvrages d'Upton Sinclair, de Maxime Gorki à côté de ceux de Déroulède et de Gyp ? Cela ne signifierait-il pas plutôt que les Éditions Juven aient pu « cibler » un public intellectuel sensibilisé aux thématiques de progrès social ou de sursaut national ? Cela pourrait expliquer alors la présence de pleines pages sur ce thème dans *Le Rire*, mais pas la quasi-absence de couvertures engagées, ce qui a consacré la postérité du titre comme un journal « léger » et « conservateur ». La thèse selon laquelle il existe une autocensure, au moins autant du fait de pressions des pouvoirs publics que de celles des ligues de vertu, semble une fois de plus vraisemblable. Il est également à noter qu'il y a des différences selon les périodes : ainsi les Éditions Juven publient-elles des titres « engagés » autour de 1900, au moment même où les pages du *Rire* sont les plus virulentes et que paraissent des titres comme *L'Assiette au beurre*, *Les Corbeaux* ou *Le Canard sauvage*, titres disparus au fil de la ●●●



Nº 32 — Deuxième Année.

Le numéro : 60 centimes
Prix exceptionnel

LA VIE ILLUSTRÉE

NUMÉRO SPÉCIAL

(48 Pages)

300 Illustrations : Photographies et Documents

TYPES SÉLECTIONNÉS :

DU REVISIONNISTE — Voir l'explication page 139. — DE L'ANTI-REVISIONNISTE

L'AFFAIRE DREYFUS
par l'Image

Abonnements :

France. . . *Trois mois*, 4.50 ; *Six mois*, 8 fr. ; *Un an*, 15 fr.
Étranger.. — 6 fr. ; — 11 fr. ; — 22 fr.

Téléphone : 103.45. — Adresse Télégraphique : Villustrée Paris

(Jeudi, 25 Mai 1899)

Adresser toutes les Communications au Directeur
M. F. JUVEN, Éditeur
10, rue Saint-Joseph, 10
PARIS

▶ *Cette couverture illustre à merveille la tentative de neutralité d'un grand titre satirique, et l'effet d'équilibre recherché. Un pointage minutieux permet cependant d'identifier un certain penchant pour le camp antidreyfusard.*

12. Sur la rupture avec Juven et la « Guerre des Humoristes », je renvoie là encore le lecteur à ma thèse *La Grande Mascarade parisienne. Production, diffusion et réception des images satiriques dans la presse périodique illustrée parisienne entre 1881 et 1914.*

La « guerre » des Humoristes

Les années 1900 inaugurent, outre l'exposition universelle, la toute puissance du *Rire* dans le champ satirique parisien. Félix Juven profite du triomphe de son titre pour concevoir des salons de caricatures qui remportent un franc succès à partir de 1907. Mais les caricaturistes sont frustrés des bénéfices émanant de ces expositions au palais des Glaces des Champs Élysées. Mieux, ils sont pieds et poings liés par un contrat léonin rédigé par Juven, qui les empêche d'exposer ailleurs sous le label « Humoristes ». En 1910, la mesure est comble lorsque Juven fait capoter une tournée à l'étranger.

La société des Humoristes, dirigée jusqu'alors par Léandre, se scinde en deux au cours d'une série de rocambolesques et tonitruantes réunions publiques à la Taverne de Paris, Place de Clichy, entre les pro-Juven menés par Abel Faivre et les anti-Juven dirigés par le trio Willette-Steinlen-Forain. Cette scission recouvre en fait une rupture plus profonde entre deux générations. Peut-être y a-t-il aussi un fossé idéologique entre les adeptes d'un trait humoristique (Faivre) et les tenants d'une satire engagée. La presse fait des gorges chaudes lorsque naît avec fracas un « Salon des dessinateurs Humoristes » (issu de la rupture), en concurrence du salon déjà existant, le « Salon des Humoristes ». Ce nouveau salon se tient non loin des Champs Élysées, rue de La Boétie, et se dote d'un organe éphémère, *L'Humoriste*, dont la rédaction en chef est tournante. Les deux manifestations se tiendront en concurrence l'une de l'autre jusqu'à une réunification patriotique en 1916.

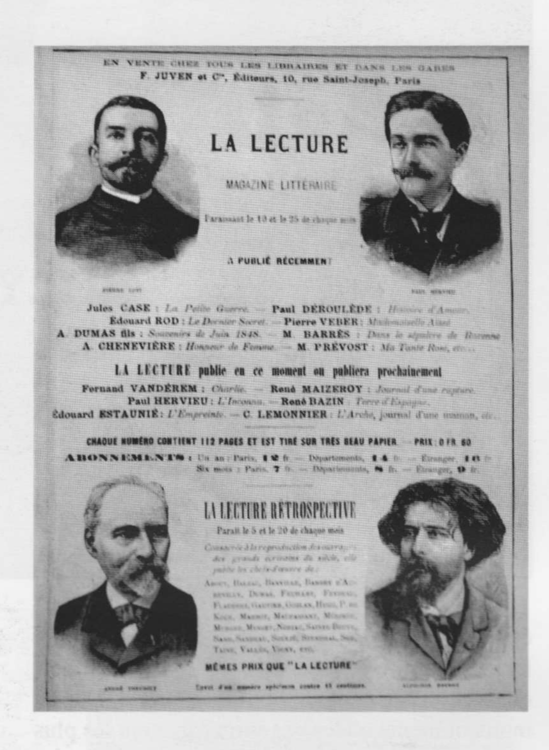
••• décennie 1900-1910. Puis, *Le Rire* s'assagit et Juven publie de plus en plus de littérature divertissante, jusqu'à cesser ses activités et céder son fonds en 1912. L'autre tendance serait que la stratégie éditoriale reposerait sur un équilibre étudié entre points de vue antagonistes dont la coexistence serait censée fédérer le public. En tout cas, les remarques sur les images du *Rire* s'appliquent au catalogue des Éditions Juven. L'éditeur utilise son « label » divertissant pour publier également Rodolphe Bringer, Benjamin Rabier, ou Georges Delaw, tous trois auteurs du *Rire*, ce qui permet de « recycler » les dessins. Juven édite sans hésiter Alphonse Allais, pourtant secrétaire de rédaction du *Sourire*, ou Fred Isly qui s'occupe du *Pêle-Mêle*... Peut-être une tentative pour débaucher certains talents vers *Le Rire*, par le biais de l'édition.

Félix Juven développe en outre une branche destinée à la jeunesse (collection « Les meilleurs romans », « Les Romans de la Jeunesse », « Bibliothèque Illustrée F. Juven ») et au domaine scolaire à travers les images dites « d'Épinal », une collection de vignettes scolaires et une *Histoire de France* de Rogié et Despiques, manuel d'orientation très républicaine qui se retrouve immédiatement mis à l'index par la commission des évêques de France[13]. Félix Juven, épargné par le sénateur Bérenger, mais condamné par l'épiscopat !

Il crée aussi un fonds de prix scolaire, auquel il incorpore le fonds Charavay après l'avoir racheté en 1904. La même année, il rachète le fonds de Georges Octave Fayard. *« Il* [Félix Juven] *crée en 1906 une "Librairie classique et annexes" avec le concours de Marcel Charlot, inspecteur général de l'Instruction publique, dont les premières œuvres rencontrent un succès considérable tant par leur présentation soignée que pour la méthode et l'esprit nouveau qui les animent. Cette librairie est conçue en vue des programmes nouveaux et de l'esprit pédagogique de l'époque, et réunit des auteurs de premier ordre. Son importance atteint, dans le dernier exercice, plus d'un million de francs de chiffre d'affaires*[14]. »

Il n'est pas indifférent de retrouver dans certaines pages du *Rire* une curieuse hybridation entre images satiriques et images scolaires, comme ces dos de facture naïve signés Georges Delaw, qu'on croirait appartenir à la littérature enfantine nonobstant de nombreux détails coquins. Il y a aussi cette série des *Grandes Dames du temps jadis* de Métivet, ce même auteur que l'on retrouve en couverture du livre d'Arthur Pougin, *Acteurs et actrices d'autrefois, mémoires anecdotiques de la vie des théâtres depuis 300 ans*, dont *Le Rire* donne la publicité en couleur dans son numéro du 2 janvier 1897 et qu'on pourrait croire sorti des pages « réelles » du journal.

Le mélange des genres ne s'arrête pas là puisque Juven, outre ses *Almanachs du Rire*, crée une collection anthologique des dessins parus dans *Le*



Le Rire *illustre une pratique exemplaire de l'autopromotion : ce sont souvent les produits estampillés « Librairie Juven » qui sont vantés au fil des pages.*



L'autopromotion n'hésitait pas à verser dans un érotisme léger, offrant ainsi un reflet idéal aux nombreux dessins équivoques ou même coquins.

13. On trouve au Département des Imprimés de la BNF, dans le fonds Q10 (catalogues de librairie) un dossier « Juven » très lacunaire, qui contient néanmoins un inventaire datant sans doute de 1906. On y fait mention, outre le catalogue général, d'un catalogue de livres de prix de la librairie F. Juven de 1906, d'un catalogue d'ouvrages classiques d'enseignement secondaire pour l'année scolaire 1905-1906, d'un catalogue d'ouvrages classiques d'enseignement primaire (1906) et d'un catalogue « illustré » de livres d'Étrennes (1906).
14. Mélissa Rousseau, « Félix Juven », *op. cit.*, p. 26.

Rire, qui comprend une sélection classée par dessinateur et publiée en fascicules sous le nom des *Maîtres Humoristes*, à partir de 1907. Cette série de publications accompagne le premier Salon des Humoristes au Palais de Glace.

En effet, le succès du *Rire* a aiguisé les appétits de son propriétaire qui crée un certain nombre de titres beaucoup plus sages, en parallèle de sa production éditoriale. Citons le magazine pour enfants *La Lecture*, à peu près contemporain du *Rire*, *La Vie illustrée* (1897), premier journal d'actualité à prix modeste qui sollicite systématiquement la photographie et que coédite Paul Renouard, mais aussi *L'Univers illustré*, racheté à Calmann-Lévy en octobre 1900. Sans parler de la fameuse méthode de langues Sanderson, éditée en brochures, et qui constitue un succès éditorial considérable de la Belle Époque. Juven gère en outre le *Monde moderne, La Femme d'aujourd'hui*, *La Science illustrée*, *La Vie scientifique*, *La Lecture rétrospective*, etc. Membre de l'Automobile Club, comme Arsène Alexandre, il crée aussi des feuilles sportives comme *Paris-Vélo* ou *La Bicyclette*, etc. La plupart de ces titres jouissent d'une publicité régulière dans *Le Rire*, et il est probable que chacun d'entre eux occasionne la création d'une société en commandite par actions comme c'est le cas pour *La Vie illustrée* en 1898 et *Le Rire* en 1908, pour un capital de 200000 francs.

Enfin en 1906, le patron de presse éditeur crée *Fantasio*, destiné à renouveler un genre satirique en perte de vitesse, démarqué du *Rire* avec une couverture de Roubille très stéréotypée et un corps de journal faisant la part belle à la photographie et aux interviews de vedettes. Comme *Le Rire*, *Fantasio* paraîtra durant la guerre, signe certain d'un lectorat dynamique et d'une formule en vogue.

On l'aura compris, le fil conducteur de cette débauche de publications est l'image, traitée sous toutes ses formes et selon une palette de sensibilités et de goûts que l'on veut la plus large possible. Félix Juven possède, depuis 1900, un immeuble de trois étages au 122 rue Réaumur, dans lequel il concentre ses activités éditoriales et journalistiques et duquel il déménage en 1909. En 1910, il habite au 87 boulevard St-Michel, non loin de son immeuble principal dans lequel se trouvent ses bureaux et le magasin de vente, au 13 rue de l'Odéon, qu'il acquiert en 1909 ainsi que de sa succursale du 7 rue des Canettes où se trouve sa Librairie d'Éducation pour la Jeunesse. Tout indique l'apothéose de ses activités lorsqu'il se marie en 1910, juste avant la scission des artistes Humoristes. Dès lors, la cession de ses activités éditoriales, le dégraissage du nombre de ses titres de presse correspondent-ils à une baisse des ventes, à une série d'investissements hasardeux ou à la volonté personnelle de prendre du recul ? On est amené à se poser des questions sur cette chute brutale d'une maison que tout semble désigner comme, sinon prospère, du moins solide après une série de succès fulgurants.

Malgré tout, ce qui intéresse ici, c'est de voir un homme d'affaires, jugé peu fantaisiste par ses contemporains, se rabattre sur son capital satirique pour l'exploiter avec succès pendant et après la Première Guerre mondiale, que ce soit par goût et/ou par intérêt. Manifestement, le complice avec lequel il a porté *Le Rire* sur les fonts baptismaux en 1894, Arsène Alexandre, a durablement influencé son jeune promoteur et patron. Cela n'empêche pas les Éditions Juven d'incarner une expérience de promotion de culture populaire des plus originales, si l'on considère l'aller et retour constant entre la production d'œuvres normatives, informatives et de déformatrices diffusée par la maison de la rue Réaumur. ■

Laurent BIHL

« Revue rose et gentiment rosse » selon François Solo, Fantasio innove en proposant une formule qui mélange hardiment dessins et photographies. ▼



Les Enragés, un courant radical dans la Révolution française

Interview de Claude Guillon

Pendant la Révolution française s'expriment différents courants à gauche des jacobins. Parmi ces radicaux, les « Enragés » veulent que la révolution ne s'arrête pas à ses premiers acquis républicains. Les questions qu'ils et elles posent – droit aux subsistances, démocratie directe, droits des femmes – n'ont rien perdu de leur actualité.

Cette interview, (légèrement amendée pour la publication) a été réalisée par Gildas dans le cadre de l'émission d'Offensive libertaire et sociale « Offensive sonore » (sur Radio libertaire, 89.4 FM), le 19 février 2010. Claude Guillon est notamment l'auteur de *Notre patience est à bout. 1792-1793, les écrits des Enragé(e)s*, Éditions IMHO, 2009.

Qu'est-ce qui vous a conduit à vous intéresser aux Enragés ?

Je l'ai fait par intérêt politique, mais avec une démarche scientifique : je n'ai pas cherché à faire des Enragés des héros positifs qui seraient des ancêtres du mouvement anarchiste. Ils sont, comme tout le monde, des gens pleins de contradictions, qui se heurtent à des questions qu'ils n'ont pas forcément les moyens de résoudre. Pendant la Révolution française, un certain nombre de problèmes se posent, peut-être pas pour la première fois, mais au moins dans des termes extrêmement modernes, encore actuels. Les individus pris dans le processus révolutionnaire, bien qu'ils en soient les premiers acteurs, en sont aussi les premiers surpris. Entre 1789 et 1792, entre la réunion des États généraux et la proclamation de la République, s'opère un bouleversement complet de la société

« À Versailles, à Versailles ». La marche des femmes, le 5 octobre 1789 (à laquelle participèrent de nombreux hommes) vers Versailles où résidaient Louis XVI et sa famille. ▼



française, de nature imprévisible. En 1789, il n'y a quasiment pas de républicains dans Paris. Ceux qui pourraient se déclarer comme tel n'ont que peu de références historiques : un peu de Rousseau, quelques références à l'antiquité, des allusions aux libertés des villes au Moyen Âge. Avec ce petit bagage, il est fascinant de voir ce qu'ils arrivent à produire, à mettre en place.

Pourtant la Révolution française est souvent présentée comme une volonté d'instaurer la démocratie.

Un premier enseignement de la Révolution française est qu'un processus révolutionnaire est extrêmement difficile à prévoir, à planifier et à maîtriser, y compris par ceux qui en auraient l'ambition. Par ailleurs, un mouvement révolutionnaire ne peut pas se mesurer par un sondage d'opinion à un moment donné. Avant le 14 juillet 1789, personne n'est en faveur de la République. Personne ne sait d'ailleurs ce que c'est[1]. Néanmoins, la République va émerger grâce au rapport de forces qui va se mettre en place, menant aux problématiques de démocratie directe, de souveraineté… On s'interroge alors sur ce qu'est le peuple.

Votre ouvrage se concentre sur le « courant » des Enragés. Pourquoi est-il quasi absent de l'historiographie officielle ?

L'histoire n'est pas seulement une histoire factuelle, c'est-à-dire une collection de faits qu'il suffirait de découvrir dans des archives. S'il y a des faits, il y a aussi leur abord politique et idéologique. L'histoire des Enragés est celle d'une tendance radicale de la Révolution française, à gauche des jacobins pour parler rapidement. Elle en pâtit beaucoup, surtout en France d'ailleurs, un paradoxe qui s'explique par des rapports de forces idéologiques[2]. Le premier historien des Enragés est Zacker, un Soviétique en lien avec des historiens français comme Albert Mathiez. Bien qu'il travaille souvent en France, aucun de ses ouvrages n'est traduit dans la langue de Robespierre. Walter Markov, un Allemand de l'Est, en relation avec le Français Albert Soboul, travaille sur Jacques Roux, un Enragé surnommé *« le curé rouge »*. Il publie quatre ouvrages à son sujet. Aucun n'est traduit en français. Le seul dans cette langue est le recueil qu'il a lui-même publié en Allemagne de l'Est, directement en français ! Il n'y a eu manifestement, y compris de la part des historiens marxistes, bons connaisseurs du courant des Enragés, aucun effort – et c'est un euphémisme ! – pour que les travaux étrangers soient traduits en français. Il y a aussi des historiens anglo-saxons, comme R.B. Rose et Morris Slavin. Il est paru plus de choses sur les Enragés à l'étranger qu'en France (Dommanget et Guérin viendront après). Un retard qui est clairement de nature idéologique et politique.

Les Enragés sont-ils un groupe organisé ou s'agit-il d'une appellation a posteriori ?

L'appellation est d'époque mais pas pour désigner des personnages ou un groupe précis. Elle nomme plutôt le courant parfois connu aussi sous le nom d'Exagérés. Le terme se trouve en 1792 dans un journal de la droite républicaine (*Le Patriote français*, de Brissot). Le rôle des Enragés est précisément très discuté par les historiens parce qu'ils ne constituent pas un parti. Il s'agit plus d'un courant de pensée et d'action dont les idées convergent vers des buts communs. Les principales figures sont, à Paris, Théophile Leclerc, Pauline Léon, Jacques Roux, Jean François Varlet (le plus proche des idées libertaires) et Claire Lacombe. Ils se retrouvent ensemble pour agir dans certaines occasions historiques. Par contre, ce qui ne s'est probablement jamais produit, encore qu'on n'en ait pas la preuve matérielle, c'est une réunion de ces personnes autour d'une table. Mais on sait que certains faisaient partie de la même société populaire, que Léon et Lacombe ont animé la Société des citoyennes républicaines révolutionnaires, etc. Ils se connaissent tous, ils pratiquent un front commun dans certains moments historiques, mais sans être un groupe ou un parti. ●●●



▲ *« Le Roi esclave ou les sujets rois. Female patriotism ». Caricature anglaise représentant le roi et sa famille ramenés de Versailles à Paris, le 6 octobre 1789. L'une des femmes dit :* « Nous savons aussi bien que les canonniers mettre le feu au canon ; tuez-les, tuez-les tous ».

1. Si les mots *république* et *républicain* sont d'emploi relativement fréquent au XVIII[e] siècle, c'est dans le discours des autorités qui décrivent les révoltes populaires. Voir Jean Nicolas, *La Rébellion française 1661-1789*, Folio, 2008, p. 622.
2. L'enjeu politique, notamment en URSS, est précisément de savoir s'il a pu exister, avant la conspiration de Babeuf, des courants incarnant la Révolution sur la « gauche » de Robespierre et des jacobins, auxquels sont identifiés les bolcheviques.

●●● Cette caractéristique a beaucoup gêné les historiens marxistes qui n'y retrouvaient pas le schéma bolchevique de l'organisation.

Quels sont les éléments de cette convergence?
Ils sont terroristes, dans le sens où ils soutiennent la politique de terreur. Ils trouvent dans un premier temps qu'on ne guillotine pas assez les contre-révolutionnaires. Une position qui n'est pas isolée chez les sans-culottes. La contre-révolution menace, les armées sont aux frontières pour défendre les acquis obtenus depuis 1789. Ils critiqueront par la suite la Terreur, quand ils y verront un système qui conserve les critères de classe. En clair: on guillotine plus de pauvres bougres que d'aristocrates. La concentration du pouvoir et l'appareil policier vont d'ailleurs finir par écraser les Enragés eux-mêmes, et toute la tendance radicale de la Révolution. Ils sont en outre proches de la conception de la révolution bourgeoise qui ne veut pas toucher à la propriété mais au contraire la généraliser, la « démocratiser ». Jacques Roux sera le seul à être plus radical à ce sujet. Ils n'ont pas de conception communiste comme un Babeuf.
Un autre de leurs points communs est leur volonté de poursuivre et de renouveler la Révolution. Ils ne veulent pas abandonner la Révolution aux hommes d'État. Pour eux, il faut revivifier l'élan populaire et aller vers davantage de démocratie réelle.

On remarque qu'à l'entame de la Révolution, ils sont jeunes et souvent d'origine bourgeoise.
Il est vrai qu'ils ont tous une certaine éducation. Ils savent tous écrire, ils ont tous une maîtrise de la langue, ils sont capables de rédiger des brochures, des articles de journaux. Ils n'appartiennent pas au sous-prolétariat des villes. Toutefois, ils ont peu de bien, sauf Varlet.

On s'aperçoit à la lecture de l'ouvrage que les révolutionnaires abordent des concepts actuels, qu'on a pu retrouver, par exemple, dans les derniers mouvements étudiants. Pouvez-vous nous présenter les débats de l'époque autour du mandat impératif?
Ils emploient effectivement ce terme très usité aujourd'hui dans les assemblées étudiantes. Ces notions de démocratie directe, de représentation n'apparaissent pas tant chez des théoriciens – à l'exception de Rousseau –, mais surtout grâce au processus révolutionnaire lui-même. À Paris, dès l'été 1789, les districts (arrondissements) se sont mis à élire des représentants sans qu'on parle de République. Dès lors, le problème de la démocratie directe va se poser. Ces représentants élus à la Commune sont là pour gérer la ville de Paris. Ils se considèrent comme dépositaires du pouvoir souverain du peuple. Une première vision du peuple d'ailleurs étroite, puisqu'elle ne concerne que les hommes, âgés de plus de 25 ans, qui ne sont pas domestiques et qui peuvent payer une contribution.
Rapidement les districts, comme celui des Cordeliers, vont signaler aux représentants qu'ils sont simplement délégués pour réaliser un tra-





▶ *« L'Aristocrate: Maudite révolution. La Démocrate: Ah l'bon décret ». L'aristocrate est représentée en vieille femme aux seins tombants et à l'air dégoûté. À l'opposé, la « démocrate » est une jeune femme à la mine sardonique; elle tient un rouleau sur lequel on lit: « Droit[s] de l'homme ».*

Nº. 1er.

L'AMI DU PEUPLE,

PAR LECLERC.

Je périrai Français ou vous serez sans maîtres.

20 Juillet, l'An 2e. de la République.

Oraison funèbre de Marat. — Projet de Journal rédigé dans les mêmes principes. — Invitation aux patriotes. — Avis au peuple.

LE lendemain de ce jour à jamais mémorable et funeste où la patrie en deuil pleuroit son plus zélé défenseur, j'appercevais au sein d'une ivresse tranquille, un peuple immense et calme faire retentir les airs de cris multipliés de vive la liberté vive la République. J'entrevois les préparatifs d'une fête, surpris je me demande si le peuple

▲
Premier numéro de L'Ami du peuple, titre d'un journal de Marat repris par Théophile Leclerc et publié sept jours après l'assassinat de Marat.

No 261.

LE PUBLICISTE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

PAR L'OMBRE DE MARAT, L'AMI DU PEUPLE, Auteur de plusieurs ouvrages patriotiques.

Ut redeat miseris, abeat fortuna superbis.

Du Mercredi 28 août 1793.

CONVENTION NATIONALE,

Présidence de ROBERSPIERRE.

Truchon la grande Barbe.... — Arrestation de six patriotes de la section des Gravilliers. — Trames scélérates ourdies contre Jacques Roux, l'ami du peuple. — Les commissaires de Sainte-Elizabeth prévenus de dilapidations, ou les loups aux prises avec les agneaux.

ON n'a pas toujours aboli la royauté pour avoir conduit un roi à l'échafaud; on n'a pas toujours

▲
Jacques Roux a repris à Marat, dont il se proclame l'« ombre », le titre de son dernier journal: Le Publiciste de la République française. Pour renforcer l'effet de continuité, il reprend la numérotation là où l'assassinat de Marat l'a interrompue.

vail, des représentants qui peuvent être rappelés à tout moment. Le mandat impératif est alors instauré. Le représentant doit prêter serment. La Commune qui réunit tous les représentants n'est pas d'accord pour procéder ainsi. Elle reproche aux districts de vouloir instaurer une « démocratie pure », alors que ces districts ne voient aucune raison de reculer du point de vue de la souveraineté populaire.
Il faut garder à l'esprit qu'on est dans la fondation de la société bourgeoise actuelle. Les bases du système politique s'élaborent de manière conflictuelle, et à un niveau théorique remarquable. La résistance au principe de délégation de pouvoir se fait, dans un premier temps, en parallèle à une monarchie encore en place.

La question de la vie chère est aussi centrale dans les débats des révolutionnaires.
La France à l'époque est évidemment un pays agricole. L'année 1788 a connu une très mauvaise récolte. Au 14 juillet, les prévisions de récolte sont aussi médiocres. En 1789, le prix du pain est le plus élevé qu'on connaisse depuis le début du siècle. Cela touche d'abord les populations laborieuses des villes, parce qu'à la campagne on s'arrange un peu mieux. Toutefois des révoltes paysannes s'organisent aussi contre l'impôt qui se paie sur la récolte, « sur le champ ». Les sans-culottes réclament des céréales pour le pain des hommes et pour les chevaux, moyen de transport essentiel. La réclamation du pain sera un leitmotiv pendant toute la Révolution. Après l'adoption de la constitution de 1793, plus radicale, le slogan des foules émeutières sera en 1795 : *« Du pain et la constitution de 1793 »*.

Quelles sont alors les positions économiques qui partagent les révolutionnaires ?
Les mauvaises récoltes suscitent l'accaparement des stocks pour spéculer. Une des cibles des révolutionnaires, et précisément des Enragés, sont les accapareurs (qui stockent les grains ou les denrées de première nécessité comme le sucre ou le savon), les monopoleurs et les agioteurs (qui spéculent). La bourgeoisie souhaite une économie plus libérale alors que les Enragés réclament au contraire une politique interventionniste. Ils demandent des prix justes pour les denrées de première nécessité, la création de greniers d'abondance. Cela passe par la saisie des récoltes pour en faire un bien national. Une atteinte au principe de la propriété privé qui pose la logique d'un communisme, non pas théorique, mais imposé par la nécessité.
Des actions directes sont donc menées par l'arrêt des convois de grains. On pille des greniers, des entrepôts… La foule impose un prix aux marchands. Une sorte de taxation populaire se met en place. La Convention, sous la pression des Enragés, instaura un maximum, c'est-à-dire ●●●



RAPPORT

FAIT PAR LA CITOYENNE

LACOMBE

A LA SOCIÉTÉ DES RÉPUBLICAINES RÉVOLUTIONAIRES,

de ce qui s'est passé le 16 Septembre à la Société des Jacobins, concernant celle des Républicaines Révolutionaires, Séante à S. Eustache ; et les dénontiations faites contre la Citoyenne LACOMBE *personnellement.*

JE transporte mes lecteurs dans la salle des Jacobins, et je commence. Un sécrétaire dit, la société des Républicaines Révolutionnaires, a toujours donné des preuves d'un excellent Patriotisme ; et vous lui en avez rendu toute la justice méritée cependant elle vient d'y déroger aujourd'hui en rayant de la liste de ses membres une bonne Républicaine, la Citoyenne Gobin parce qu'elle a donné carière à son énergie en dénoncant le nommé le Clere ; Je répond que ce que le sécrétaire avance est un faux ; puis qu'il tenoit la lettre que la Présidente daprès le voeu de la Société avoit écrite à la Citoyenne Gobin, qui portoit non pas qu'elle étoit rayée ; mais qu'elle eût a aporter a la Société les preuves qu'elles avoit des inculpations qu'elle avoit faite contre le Citoyen le Clere, affin que ce dernier fut poursuivi comme contre Révolutionnaire, et que faute par elle d'apporter les preuves de ce qu'elle avoit avancés elle seroit rayée de la Société, et affichée comme calomniatrice, ainsi pour prouver qu'elle ne

▲
Page de titre d'une brochure publiée en septembre 1793 par Claire Lacombe en réplique aux attaques dont elle a été l'objet aux jacobins.

DÉCLARATION

SOLENNELLE

DES DROITS DE L'HOMME

DANS L'ÉTAT SOCIAL.

Dieu fit la liberté, l'homme a fait l'esclavage.
FÉNÉLON, Acte 4, Scène 3.

L'AN PREMIER DE LA VERITÉ,

1793,

2e. de la République Française.

▲
Couverture d'une brochure « Par le Citoyen [Jean-François] Varlet, natif de Paris, Apôtre de la Liberté, Jacobin, en 1792, Électeur sans-culotte de la Section des Droits de l'Homme. »

●●● un prix maximum pour un certain nombre de denrées comme le blé. Mais les salaires seront eux aussi bridés par un maximum !

Pour en venir à la dernière partie de votre ouvrage, on s'aperçoit que les revendications des femmes sont déjà très présentes et modernes, sans que le féminisme existe comme tel.

J'ai intitulé cette partie « Sans être féministe » parce que le concept n'existe pas à l'époque. Cela n'empêche par ces femmes révolutionnaires de se battre pour obtenir des droits en tant que femmes et pour faire reconnaître leur rôle dans le processus révolutionnaire et dans la société à venir.

Cela ne va pas sans contradictions ni difficultés théoriques. Elles rencontrent des oppositions de la part des militants. Pauline Léon explique que lors de l'une des « journées révolutionnaires » – c'est-à-dire journées d'émeute – auxquelles les femmes ont souvent participé armées, elle se rend sur place avec une pique. Des sans-culottes mâles jugent bon de lui la prendre. On la sent vexée quand elle écrit : *« Je ne l'ai pas fait sans recommander à celui à qui je la donnais de bien s'en servir »*. Les archives de police nous montrent que les femmes participent à nombre d'incidents violents. Elles se promènent équipées de couteaux et n'ont pas peur de s'en prendre à des groupes d'hommes armés. Les militantes enragées payent donc de leur personne. Elles vont d'ailleurs rédiger une pétition pour avoir le droit de porter des armes, et pouvoir s'exercer à leur maniement.

Quelles vont être les réactions ?

Elles sont extrêmement virulentes, humiliantes et moqueuses. Un sexisme caricatural, même si, pour nous, exprimé dans un langage du XVIIIe, il peut perdre de sa violence. Elles sont d'abord accueillies avec bienveillance, paternalisme, mais avec des sous-entendus érotiques, égrillards. Il faut dire que la pique est dans la littérature érotique une désignation argotique du sexe masculin. Or les députés, tous cultivés, le savent. Ces revendications résonnent drôlement dans leur tête lorsqu'ils entendent ces femmes réclamer de manier la pique. Ça les fait rire, mais ils le prennent comme une atteinte à leurs prérogatives de genre.

Sont-elles organisées en groupes de femmes ?

Elles ont des difficultés à fréquenter les sociétés populaires. Elles ne sont pas admises dans toutes. La société patriotique du Luxembourg, qui les

accepte, va restreindre l'accès des femmes à un cinquième des membres. L'idée d'une société de femmes va peu à peu s'imposer et des militantes créeront à Paris la Société des citoyennes républicaines révolutionnaires. Elle est presque immédiatement en retrait sur les revendications comme l'armement dont on a parlé plus haut. Un retrait numérique aussi quand on sait que la pétition sur l'armement avait réuni plus de 300 signatures, et que les adhérentes de la société ne dépasseront pas les 200. Ce groupe ne réunit pas que des Enragées mais des femmes révolutionnaires. Il y a une tendance enragée représentée par Pauline Léon et Claire Lacombe, mais aussi des jacobines.

Le paradoxe de la Révolution française est que les deux figures les plus connues du féminisme, Théroigne de Méricourt et Olympe de Gouges, ne sont pas immergées dans le mouvement populaire. Leurs positions sont plus franchement féministes à notre regard moderne, mais leur parcours politique est plus confus. Elles sont donc marginalisées plus vite en tant que féministes. À l'inverse, les républicaines révolutionnaires qui jouent un rôle dans le mouvement ont acquis une certaine légitimité. Cela n'empêchera pas l'interdiction et la fermeture de tous les clubs de femmes. On en a recensé cinquante-six entre 1789 et 1793, dans la France entière.

Revendiquent-elles la participation aux élections ?

Cette revendication est portée par peu de femmes ; quelques-unes en province. La Société des citoyennes républicaines révolutionnaires n'a jamais réclamé le droit de vote. Certains historiens l'expliquent par le fait que c'est dans la logique de toute leur action : elles n'auraient donc pas eu besoin de le formuler. On peut estimer, à l'inverse, que c'est une demande presque impensable à l'époque. Du coup, leurs revendications s'appuient de préférence sur leur pratique. Lorsqu'elles réclament le droit à l'armement, c'est parce qu'elles participent déjà aux insurrections. Soulignons enfin que malgré l'absence de droit de vote, elles participent aux réunions de certaines sociétés populaires, interviennent dans les tribunes de l'assemblée... Elles mettent aussi en avant le fait qu'elles ont collectivement approuvé la constitution de 1793.

Quelle est l'actualité du débat sur la Révolution ?

Pendant la Révolution même, déjà deux camps s'affrontent. L'un qui veut poursuivre l'œuvre de la Révolution et l'autre qui pense qu'elle est aboutie et qu'il faut en finir. Ce débat reste à mon sens actuel. À tel point qu'un historien, aujourd'hui décédé, comme François Furet en faisait le titre d'un de ses textes : « La Révolution française est terminée ». C'est un courant qui pense une *« fin de l'histoire »*, où les sociétés humaines auraient atteint un maximum de développement avec la démocratie représentative et le capitalisme. Leur positionnement antirévolutionnaire s'appuierait sur une sagesse antitotalitaire, selon laquelle les révolutions amènent au totalitarisme, comme le 14 juillet 1789 aurait conduit à la Terreur... Mais, cette idée de la fin nécessaire de la révolution, on la trouve exprimée avant même l'instauration de la République. Barnave, qui souhaite sauver la Monarchie constitutionnelle, annonce qu'une révolution qui se prolongerait s'attaquerait bientôt à la propriété privée...

La Révolution française n'est donc pas finie, dans le sens où l'on n'en a pas tiré tout le suc, toutes les leçons. Elle n'a pas produit tous ses effets. Il nous reste bien des choses à comprendre. Si les deux cents ans qui nous séparent de la Révolution semblent très longs à l'échelle de la vie humaine, à l'échelle de l'espèce c'est très peu. L'homme de Néandertal qui nous a précédés a vécu, selon les estimations, entre cent quatre-vingts et trois cent mille ans ! C'est une autre échelle ! Nous n'en sommes qu'à la préhistoire de la recherche d'une démocratie directe. ■

NOTRE PATIENCE EST A BOUT
Claude Guillon
1792-1793, LES ÉCRITS DES ENRAGÉ(E)S
RADICAUX LIBRES
IMHO

▲ *Couverture du livre de Claude Guillon.*

Bibliographie

• Cerati Marie, *Le Club des citoyennes républicaines révolutionnaires*, Éditions sociales, 1966.

• Dommanget Maurice, *1793. Les Enragés contre la vie chère & Les Curés rouges. Jacques Roux - Pierre Dolivier*, Spartacus, 1948, rééd. Paris, 1993.

• Godineau Dominique, *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Alinéa, 1988 ; rééd. Perrin, 2004.

• Guérin Daniel, *Bourgeois et bras-nus. La guerre sociale sous la Révolution 1793-1795*, e. o. 1973, rééd. Les Nuits rouges, 1998 (classique malheureusement épuisé, dont on espère une prochaine réédition).

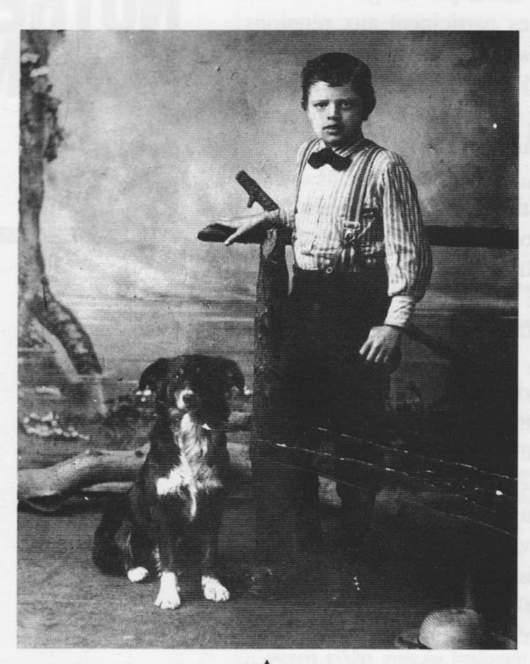
• Guillon Claude, *Deux Enragés de la Révolution. Leclerc de Lyon et Pauline Léon*, La Digitale, 1993.

• Guillon Claude, « Pauline Léon, une républicaine révolutionnaire », *AHRF*, « La prise de parole publique des femmes », 2006, pp. 147-159.

• Guillon Claude, *Notre patience est à bout. 1792-1793, les écrits des Enragé(e)s*, Éditions IMHO, 2009.

• Zaidman Pierre-Henri, *Le mandat impératif*, Éditions libertaires/Éditions du monde Libertaire, 2008.

On trouvera sur le site http://claudeguillon.internetdown.org un certain nombre de textes des Enragés, dont l'intégralité du journal de Jacques Roux, *Le Publiciste de la République française*.



Jack London enfant à l'âge de 9 ans et son chien, 1885.

Avec vous pour la révolution : Jack London (1876-1916), un socialiste américain

Le mouvement socialiste américain compte des membres fameux avant 1914 et parmi eux Jack London comme le montre cet itinéraire d'un militant aux vies multiples, engagé au quotidien auprès des exploités et auteur de romans à succès.

« L'*autre jour, j'ai reçu une lettre. Elle venait d'un homme de l'Arizona. Elle commençait ainsi :* "Cher camarade". *Elle se terminait par* "Avec vous pour la révolution". *Il y a aux États-Unis près d'un million d'hommes et de femmes qui commencent et terminent leurs lettres ainsi*[1]*…* »

De la révolte individuelle à l'engagement militant

En 1876 des immigrés venus d'Europe fondent à Pittsburg le *Socialistiche Arbeiter Partei* (Parti socialiste des travailleurs), un nom traduit l'année suivante en *Socialist Labor Party of North America* (Parti socialiste du travail d'Amérique du Nord). Sous l'impulsion de Daniel de Leon, son chef durant vingt-cinq ans, il diffuse l'idéal communisant auprès des Américains. En juillet 1901, son aile gauche fusionne avec le *Social Democratic Party of the United States* (Parti social-démocrate des États-Unis), dirigé par l'autre grande figure de la gauche, Eugène Debs, pour devenir *The Socialist Party of America* (Parti socialiste d'Amérique). À son apogée en 1912, avec Eugene Debs comme candidat aux élections présidentielles, il recueille 6 % des suffrages – un exploit qui se reproduira, mais cette fois en chant du cygne, en 1920.

En 1876 également, naît le fils non reconnu de William Henry Chaney – un astrologue aux opinions sociales avancées – et de Flora Wellman, une spirite convaincue. Par le mariage de sa mère avec un maçon qui l'adopte, l'enfant devient Jack London.

À vingt ans, celui-ci adhère à la section d'Oakland de San Francisco du Parti socialiste de De Leon avant de se rallier en 1899, comme la majorité des sections de l'Ouest, au parti incarné par Eugene Debs. Sa vie durant il participe en militant aux activités de son parti : candidatures aux élections municipales et réunions, avant, la notoriété et l'aisance venue, de signer appels, motions, pétitions, de financer avec générosité ses actions et sa presse par des conférences de propagande et en cédant parfois ses droits d'auteur.

La plupart de ses textes militants, du rouge le plus vif, rassemblés et publiés en France dans les années 1970-1980 par Francis Lacassin, illustrent, selon ce dernier, un modèle *« d'exploration archéologique du rêve américain et de l'espoir socialiste, confondus et reconstitués à travers l'itinéraire d'un militant nommé Jack London*[2]*. »*

Bien que l'homme soit d'origine modeste, cet engagement radical ne s'impose pas en évidence, ainsi qu'il le raconte pour la rubrique « Comment je suis devenu socialiste » de la revue de New York, *The Comrade*[3]. *« Sans avoir lu Carlyle, ni Kipling, je professais un évangile du travail qui aurait éclipsé les leurs… J'étais l'esclave du salariat le plus consciencieux que le capitalisme ait jamais exploité. »* Mais la pratique de divers métiers manuels parmi les plus durs, une errance sur les routes de l'Est en compagnie des trimardeurs et une arrestation aux chutes du Niagara pour vagabondage, suivie de trente jours de pénitencier, l'édifient sur le sort réservé ●●●

1. Jack London, *Yours for the Revolution*, 10/18, 1977, p. 251.
2. *Ibid.*, p. 6.
3. *Ibid.*, p. 33-38.



▲
Jack London en 1916.

●●● au capital humain jeté au rebut et lui ôtent ses illusions sur les droits proclamés du citoyen américain ordinaire face à la police et à la justice. Dans ses autobiographies romancées *Martin Eden* (1908), *Les Vagabonds du Rail* (1907) et dans un de ses récits les plus reproduits au bénéfice de la Cause, « Ce que la vie signifie pour moi[4] », il explique l'épouvante qui le saisit au spectacle de *« l'abattoir social »* et le pousse à s'éloigner des travaux de force. Depuis 1893 le pays se trouve en proie à un de *« ces cataclysmes sociaux connus sous le nom de crises économiques et commerciales »*; cinq cents banques et seize mille entreprises en faillite plongent trois millions de sans-emploi dans la misère. Face à l'indifférence du président démocrate libéral Grover Cleveland, un petit industriel de l'Ohio, Jacob Sechler Coxey, appelle les chômeurs de tout le pays à marcher sur Washington pour exiger une politique de construction de routes, le « Good Roads Bill ».

Du 9 avril au 24 mai 1894, le jeune Jack, encore individualiste, rejoint cette *« armée industrielle »* en déshérence dans l'unité de deux mille hommes partie de San Francisco et dirigée par Charles T. Kelly, un étudiant en sociologie et linotypiste âgé de trente-deux ans. Autour des bivouacs, il entend parler de justice sociale et des théories de Karl Marx et de Herbert Spencer, les deux auteurs qui l'influenceront le plus. Peu après, il retourne en Californie, assoiffé de connaissances et brûlant d'un nouvel idéal.

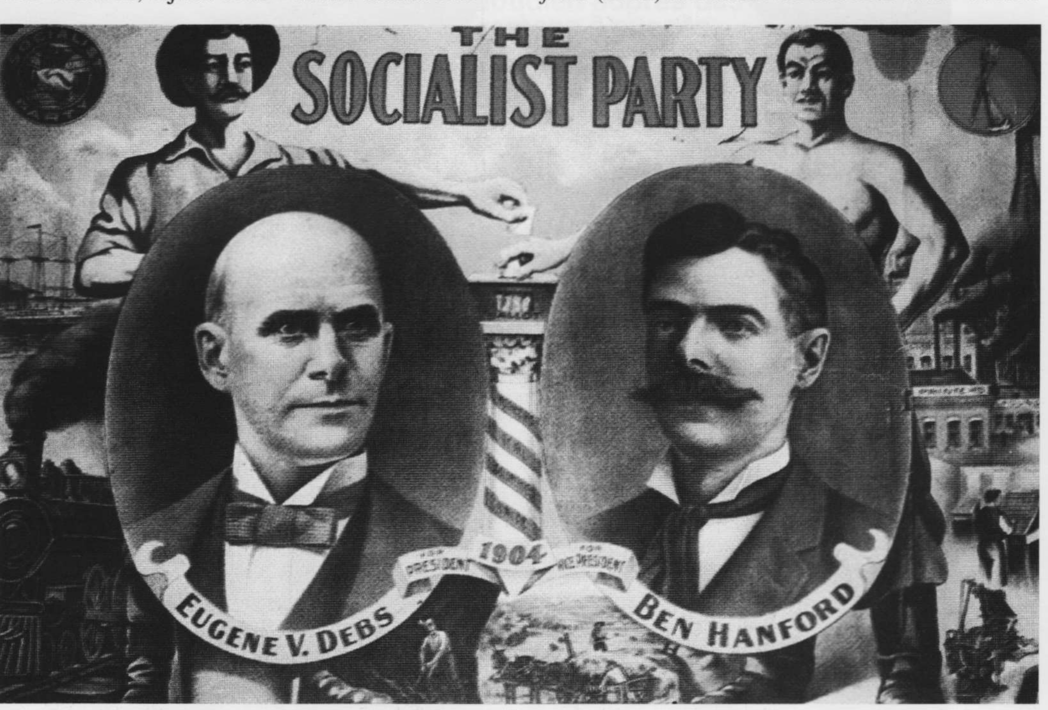
Dans le collège secondaire d'Oakland, où il étudie et travaille comme concierge, la revue rédigée par les élèves imprime son premier texte politique, « Pessimisme, optimisme et patriotisme[5] ». Cet article se termine par une exhortation au soulèvement qui scandalise les parents de ses petits camarades et le corps enseignant.

Un an plus tard, son essai « Pour la législation directe par le référendum[6] » en mai 1896 remporte le prix du *People's Party* (Parti du peuple), l'aile gauche du Parti démocrate. Le collégien y raille la sempiternelle impasse électorale: *« Le peuple a abandonné sa souveraineté... La seule chose qu'il puisse faire c'est de tout endurer jusqu'aux élections suivantes ; il pourra alors élire de nouveaux maîtres qui se comporteront aussi mal que leurs prédécesseurs. »*

Ruée vers l'or et horizons lointains

Le jeune homme abandonne ses projets d'études universitaires en 1897 pour participer à la ruée vers l'or du Klondike dans le Grand Nord canadien: *« C'est au Klondike que je me suis découvert moi-même. Là personne ne parle. Tout le monde pense. »* Cette épopée lui inspire plusieurs nouvelles et romans. D'abord le recueil *Les enfants du froid* (1902) rassemble des histoires vues *« comme à travers les yeux des Indiens »* – un angle inhabituel pour une opinion encore indifférente durant plusieurs décennies à la tragédie du génocide indien. Mais c'est *L'Appel de la forêt* (1903) qui lance sa carrière d'écrivain professionnel et lui permet d'éditer la même année *Le Peuple de l'abîme*, un reportage sur son immersion dans les bas-fonds de Londres, beaucoup plus dérangeant, où il met tout son cœur.

Désireux d'atteindre un public au-delà du cercle des convaincus, le militant expose ses idées dans la presse conservatrice grâce à des lettres motivées par les aléas de l'actualité ou des problèmes concrets. « Points de vue socialistes sur la mon-



Affiche du Parti socialiste américain, 1904.

4. *Ibid.*, p. 375-387.
5. *Ibid.*, p. 41-44.
6. *Ibid.*, p. 49-53.

naie » se prononce pour la propriété collective de tous les organismes de production et de distribution[7]. « L'Impossibilité de la guerre » décrit un équilibre de la terreur bien avant la vulgarisation de ce concept[8]. Aucun des tabous de la société américaine n'intimide London : la lutte des classes dans un pays qui la nie, notre cousinage avec les singes, dans son livre en hommage à Spencer, *Avant Adam* (1906), scandaleux pour les fondamentalistes, et le racisme quand, le 17 avril 1913, il répond à la question révélatrice d'un militant du Sud : *« Cela nuira-t-il au socialisme de s'opposer à ce qu'on brûle les nègres[9] ? »*.

Anticapitaliste et visionnaire

Fort d'un style imagé et d'une logique chiffrée imparable propre à toucher ses compatriotes dans leur mercantilisme, il s'attaque aux dogmes fondamentaux du capitalisme. Ainsi dans « Socialisme municipal et Service des Eaux[10] », sa démonstration sur la gabegie induite par la compétition commerciale est reprise et développée dans le très actuel « Ce que le système de la libre concurrence fait perdre à la communauté[11] ». Il ajoute à une description d'anthologie des crises du libéralisme une analyse originale de l'altération des forces de l'évolution : la sélection par la meilleure adaptation à l'environnement naturel observée par Darwin, est remplacée par une sélection par le pire, dans le milieu artificiel crée par l'homme. Seuls les êtres dénués de scrupules et de sentiments réussissent à s'enrichir et à garantir l'avenir de leur progéniture ; ceux moins bien placés sur l'échelle sociale survivent par la servilité et la soumission, le vol et le crime étant réservés à qui *« préfère être une bête de proie qu'une bête de labeur »*.

En 1923, dans sa préface pour *Le Talon de Fer* (1908), Anatole France rend hommage au génie anticipateur de London. Trotski, en octobre 1937, écrit à la fille de Jack, Joan London : *« On peut dire avec assurance qu'aucun révolutionnaire marxiste, pas même Lénine et Rosa Luxembourg, n'imaginait si pleinement l'inquiétante perspective d'une alliance entre la finance du capital et l'aristocratie syndicale »*. Cent ans de recul n'ont fait que renforcer l'exactitude de ces appréciations comme on le vérifie particulièrement dans « La Question du Maximum[12] » où un autodidacte inconnu de vingt-deux ans pose en 1898 les problématiques indépassées des siècles à venir. Soit : quelles sont les limites d'une exploitation économique et commerciale supportable par une planète rétrécie par l'abolition technologique de l'espace et du temps. Il y affirme qu'à l'avenir *« les capitaines de guerre seront sous le commandement des capitaines d'industrie »* pour s'approprier le commerce mondial et les ressources naturelles. Alors que les esprits éclairés ne l'admettront qu'après 1914-1918, il annonce le déclin de l'Empire britannique et la conquête capitaliste d'une Europe, encore dans le passé, par les États-Unis. Il prévoit un colonialisme financier succédant à un colonialisme armé et décèle l'éveil du Japon, encore féodal, suivi de celui de la Chine et de l'Inde. Sa vision à long terme entrevoit les conséquences lointaines de ce déplacement des centres économiques : des migrations de masse au niveau planétaire, l'émergence d'une classe moyenne à faible démographie et forte consommation qui, par sa veulerie, rendra acceptable, peut-être pour des siècles, la soumission à des oligarchies industrielles. Une société où le travail sera capitalisé et où *« l'enchaînement à l'emploi sera la base du servage »*. Bien qu'accepté et payé par le magazine *Mac Clure's*, ce document ne paraîtra jamais dans la presse.

Désireux de doubler la propagande envers la classe ouvrière d'une information ciblée sur les universités et les grandes écoles, London crée en 1905 avec l'écrivain Upton Sinclair, auteur d'un livre choc sur les abattoirs de Chicago, *La* ●●●

The Socialist

The Workingman's Paper -- To Organize the Slaves of Capital to Vote Their Own Emancipation

No. 304—Sixth Year | Caldwell, Idaho, Saturday, August 18, 1906 | Price Two Cents

WAITING!

IDAHO

CAPITALISM ALIAS MINE OWNERS ASSOCIATION

▲ *Couverture du journal américain The Socialist (Idaho), 1906.*

7. *Ibid.*, p. 54-57.
8. *Ibid.*, p. 64-76.
9. *Ibid.*, p. 286-288.
10. *Ibid.*, p. 57-61.
11. *Ibid.*, p. 76-94.
12. *Ibid*, p. 94-113.

●●● *Jungle*, l'*Intercollegiate Socialist Society*. Galvanisé par les millions de personnes qui se revendiquent du socialisme de par le monde et par la première révolution russe, Jack London prononce dans les plus grandes villes un discours en soutien à la lutte armée et pour la destruction de la société capitaliste, intitulé « Révolution ». Les journaux conservateurs enragent contre lui et des bibliothèques boycottent ses ouvrages.

À l'influence certaine du militant s'ajoute celle du romancier engagé dont l'art parvint à obtenir à plusieurs reprises des modifications législatives significatives. En particulier sur un sujet jamais très populaire comme celui de la condition pénitentiaire grâce à l'affaire Oppenheimer.

Contre la peine de mort

À la fin du XIX[e] siècle, la Californie livrée à l'industrialisation sauvage subit la domination d'une compagnie de chemin de fer surnommée « La Pieuvre ». Des petits fermiers spoliés se révoltent et l'association secrète des « Vengeurs de Californie » pratique la reprise individuelle contre les filiales du trust et ses complices institutionnels. Tombé sous la vague de répression, l'anarchiste Ed Morrell accepte en 1912 de confier ses souvenirs de prisonnier à London pour sauver de la pendaison Jack Oppenheimer, un de ses compagnons de cachot de droit commun du pénitencier de San Quentin. L'écrivain renommé n'a jamais oublié son séjour, adolescent, dans la prison du Comté d'Erié et s'enthousiasme : *« C'était l'ambition de ma vie de décocher un coup de poing qui fasse vaciller sur ses bases ce système carcéral américain entièrement critiquable et complètement pourri, je veux que ce roman soit mon chef-d'œuvre »*. *Le Vagabond des étoiles* paraît en 1915, mais trop tard pour sauver Oppenheimer exécuté le 11 juillet 1913 en dépit des dizaines de milliers de personnes mobilisées par London avec le soutien des anarchistes de la revue *Mother Earth* animée par Emma Goldman. Toutefois le retentissement du livre permet l'abrogation des condamnations à mort des détenus sur la seule parole de leurs gardiens.

Sa vie aventureuse sur terre et sur mer l'amène à croiser toutes les formes de la barbarie humaine, là encore en précurseur. Il classe la cruauté envers les bêtes dans une branche de la sociologie car *« les torts de l'homme envers les animaux ont les mêmes causes que ceux infligés à l'homme par l'homme »*. La parution triomphale, à titre posthume, des histoires de « Jerry chien des îles » et de « Michaël chien de cirque » (1917) suscite l'admiration de Céline, la création d'un club Jack London de 2000000 membres et une nouvelle réglementation sur les animaux de cirque.

Dans les années 1900 il n'était pas d'usage de dévoiler à son public ses faiblesses intimes. Pour préserver la jeunesse de l'alcoolisme, l'écrivain dépeint sa déchéance dans *Le Cabaret de la Dernière Chance* (1913) qui a un tirage énorme dont vont se prévaloir les prohibitionnistes pour faire adopter en 1919 la loi fédérale interdisant la consommation d'alcool sur tout le territoire.

L'esprit passionné de London fascinera des personnages tels G. Orwell, A. Huxley ou Che Guevara qui lui rendront hommage. Et si dans les années 1960 la contre-culture part de San Francisco, ce ne peut être sans lien avec son auteur



▲ Jack London dans son ranch.

le plus célèbre. Celui qui en 1902 expérimente déjà le haschich avec son ami le poète George Sterling (1869-1926) de la colonie littéraire de Carmel-by-the-Sea a traité en pionnier tous les thèmes qui ressurgissent dans le monde moderne. De son rappel que l'existence de l'homme dépend de la température de la planète à son éloge de la diversité sociale. Par son inquiétude relative à la « bombe humaine » démographique, sa critique d'un *« capitalisme qui produit des richesses énormes et une pauvreté immense »*, son rejet de la société de consommation, de l'idéologie du travail, de la publicité et de la pollution, son rêve de retour à la terre, réalisé dans la vallée de la Sonoma, il demeure un avant-gardiste pour longtemps.

Tardifs reniements...

Gloire du PS américain à l'égal de son chef Eugène Debs, le prestige de London se dégrade suite au reniement de plusieurs de ses principes. Antimilitariste, il se désavoue pour décrocher un poste de correspondant de guerre, très bien payé, entre Tampico et Veracruz. Son reportage, « Le Mexique puni » (1914), au ton nationaliste, tranche avec son soutien à ceux qu'il appelait les *« chers, braves camarades de la révolution mexicaine »* trois ans auparavant. Sa prise de position en faveur de l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés des Alliés, qui l'aligne sur l'aile réformiste du parti, achève de le déconsidérer comme militant.

Dans une lettre ouverte écrite à Honolulu en mars 1916, l'écrivain met fin à vingt ans de militantisme : *« Je démissionne du Parti socialiste à cause de son manque d'ardeur et de combativité, parce qu'il n'insiste pas assez sur la lutte des classes »*. Mais son combat pour un monde meilleur était un des liens qui ligotait à la vie un homme dépressif, trop lucide et inconsolé par sa réussite personnelle. Dans la nuit du 22 au 23 novembre 1916, dans son ranch de Glen Ellen, fief de ses rêves d'autarcie, il opte pour la seule liberté dans l'univers qu'il reconnaisse à l'homme – celle de devancer l'heure de sa mort. Son double littéraire, Martin Eden, concluait déjà : *« Lutter c'est vivre et vivre c'est souffrir »*. Sa fin brutale met un terme aux polémiques pour ne laisser que le souvenir du compagnon socialiste d'exception. Après la mort de Debs en 1926, le PS américain ne retrouvera jamais la puissance à laquelle cet ancien chauffeur de locomotive l'avait porté.

Classiques de la littérature pour enfants, *Croc-Blanc* (1906), *L'Appel de la forêt* (1903) et les aventures des deux chiens Jerry et Michaël (1917) restent les seuls livres de Jack London réédités avec régularité aux USA. Une façon d'éluder la part subversive d'un auteur, socialiste radical notoire, qui déclarait préférer à l'écriture de ses romans à succès celle d'essais de politique et de sociologie.



▲ Jack et Charmian London, 1913.

Quant à la lutte des classes, ainsi que London le pressentait, il semble que ce soit l'oligarchie qui l'ait gagnée... Dans un de ses derniers entretiens accordé à une publication socialiste, il déclara : *« Je vois des années et des années d'effusions sanglantes. Je vois la classe dirigeante qui engage des armées de meurtriers pour maintenir les travailleurs sous sa domination, pour les vaincre s'ils tentaient de déposséder les capitalistes. C'est pourquoi je suis pessimiste. Je vois les choses à la clarté de l'histoire et des lois de la nature*[13] ». ■

Hélène FABRE

Bibliographie :

Les textes politiques de Jack London traduits et préfacés par Francis Lacassin ont été réédités dans la collection Bouquins chez Robert Laffont (10 volumes). Nous renvoyons en particulier aux tomes 3 (1987) et 6 (1990) :

- *Du possible à l'impossible, Michael, chien de cirque* ; *Trois cœurs* ; *Le vagabond des étoiles* ; *Le Bureau des assassinats* ; *Le dieu tombé du ciel* ; *Histoires des siècles futurs* dont « La peste écarlate » ; *Avant Adam*.
- *Épisodes de la lutte quotidienne, Le Talon de fer* ; *Les Temps maudits* ; *Histoires de la boxe* (comprenant « Le jeu du ring » et « La brute des cavernes ») ; *La Vallée de la lune* ; *Avec vous pour la révolution* ; Documents en marge du « Jeu du ring ».

On trouve aussi des textes plus ciblés chez des éditeurs indépendants comme Libertalia (*Le Mexicain* [2007] ; *Grève générale* [2008] ; *Un Steak* [2010]) ou les Éditions du Sonneur (*Ce que la vie signifie pour moi*, 2006 ; *Quiconque nourrit un homme est son maître*, 2009).

13. Jack London, *Histoires des siècles futurs*, 10/18, 1974, p. 24.



1910 Naissance de la CNT

Congrès de constitution, Barcelone, Palais des Beaux-Arts, 30 octobre-1er novembre 1910

traduction et présentation de Miguel Chueca, Éditions CNT-RP, 2010, 142 p., 15 €

Traduit pour la première fois en français et publié à l'occasion du centenaire de la naissance de la Confédération nationale du travail, ce texte retrace les débats du congrès de fondation de la grande centrale syndicale espagnole. Ledit congrès avait été organisé afin de transformer la confédération catalane Solidarité ouvrière – créée en 1907 par des anarchistes, des socialistes et des radicaux – en une organisation nationale, qui viendrait disputer à l'Union générale des travailleurs (socialiste) la représentation de la classe ouvrière espagnole. Prévu pour 1909, le congrès de fondation de ce qui devait être la CGT d'Espagne, en référence à l'organisation ouvrière française, avait été reporté d'un an à cause de l'insurrection populaire de la fin juillet 1909, la « Semaine tragique », qui embrasa les rues de Barcelone. Élargi aux représentants de toutes les organisations syndicales du pays, le congrès des Beaux-Arts vit s'affronter dès le début les partisans, libertaires et syndicalistes d'action directe, de la création d'une organisation rivale de l'UGT et ceux qui, militants ou proches du mouvement socialiste, souhaitaient que la Solidarité ouvrière garde son caractère régional. C'est de ce débat dont portent témoignage les extraits publiés ci-contre.

« Une discussion s'ouvre sur ce thème, l'assemblée établissant trois tours de parole pour et trois contre, le premier à user de la parole étant le compagnon Farré, de Tarrasa, lequel dit qu'il ne faut pas prendre la résolution majoritaire comme une expression de haine à l'égard de l'Union générale des travailleurs. Bien au contraire, discuter du thème d'une confédération nationale ouvrière vise à regrouper en une fédération les sociétés qui existent hors de l'Union générale des travailleurs. Le compagnon Puig, des graveurs sur cylindres, use de la parole pour défendre le vote minoritaire. Il allègue à l'appui de ce vote que l'Union générale des travailleurs admettrait en son sein la fédération ouvrière catalane, et en conséquent il demande qu'on adopte le vote minoritaire et qu'on rejette le majoritaire. En outre, dit-il, si la fédération Solidarité ouvrière était déclarée nationale, elle serait qualifiée de jaune.

Le compagnon Negre prend la parole et commence par prier tous les délégués de ne pas s'échauffer dans les discussions, puisqu'ici, dit-il, on ne cherche pas la désunion, mais, bien au contraire, la lumière et l'harmonie entre tous les exploités. Il ajoute que l'initiative de transformer Solidarité ouvrière en confédération espagnole n'est pas issue de [SO], mais de nombreuses entités extérieures à la Catalogne qui sont avides de se solidariser avec les sociétés, aujourd'hui en dehors de l'Union générale des travailleurs, qui voient avec sympathie les moyens de l'action directe. [...] Il indique de surcroît que, une fois fondée la fédération ouvrière espagnole, on verra bien quel est le moyen le plus efficace, celui auquel recourt une fédération ou l'autre. Il critique ce qu'a dit le compagnon Puig, en affirmant que, depuis les événements du mois de juillet dernier jusqu'à présent, plus de vingt sociétés ouvrières ont intégré Solidarité ouvrière, preuve palpable du travail fructueux réalisé par elle. Il conclut en disant que, si la classe ouvrière d'autres régions avait été regroupée au cours des événements de juillet, toute autre aurait été la fin des dits événements et on n'aurait pas assisté à la brutale répression qui eut lieu en Catalogne et dans d'autres régions espagnoles.

> *"Cette fédération nationale n'échouera pas, puisqu'elle sera intégrée par des ouvriers conscients et décidés."*

Le compagnon Sala, des coiffeurs, se prononce en faveur du vote minoritaire, alléguant que la création d'une confédération ouvrière espagnole serait la division du prolétariat. Le compagnon Álvarez, représentant des sociétés ouvrières de Gijón, prend la parole en faveur de la création de la fédération ouvrière nationale. Il allègue en ce sens une infinité de données statistiques qui mettent en évidence qu'il existe hors de l'Union générale des travailleurs bien plus de sociétés que celles qui composent ladite Union ; il dit que la preuve palpable du désir de la création de la confédération espagnole est le grand nombre de sociétés qui assistent au présent congrès ; en outre, ajoute-t-il, la tactique aujourd'hui employée par l'Union générale des travailleurs ne satisfait pas les aspirations du prolétariat conscient. [...] Le compagnon Negre [...] dit que, après avoir écouté ceux qui ont parlé pour et contre la création d'une fédération ouvrière nationale, les délégués jugeront par leur vote de la nécessité ou pas de la création de cette fédération nationale. Il insiste sur ses déclarations antérieures qui mettaient en évidence la nécessité urgente qu'il y a aujourd'hui de cette fédération nationale. Il dit que les persécutions que subissent tous les jours les ouvriers affiliés à Solidarité ouvrière démontrent de façon palpable l'œuvre émancipatrice que réalise cette fédération, et la terreur que la bourgeoisie ressent à l'annonce de la moindre lutte économique ; il ajoute que cette fédération nationale n'échouera pas, puisqu'elle sera intégrée par des ouvriers conscients et décidés. On a dit, pour combattre cette fédération, qu'elle était composée uniquement et exclusivement d'anarchistes, ce qui n'est pas vrai : les décisions des sociétés ouvrières respectent la plus stricte neutralité, puisqu'elles regroupent des ouvriers de toutes les nuances. [...] Sierra Álvarez dit qu'il est très étonné de constater que certains compagnons font usage de la parole contre nos arguments : voulant nous démontrer les bontés de l'Union générale des travailleurs, ils oublient complètement les faits condamnables réalisés par cet organisme, des faits qui pourraient entraîner la défaite de certains de nos compagnons engagés dans des mouvements de grève ; et, à l'appui de cette affirmation, il demande qu'on se rappelle l'attitude de cet organisme en 1902, à l'occasion de la grève générale des ouvriers métallurgistes de Barcelone. [...] Sur proposition de la présidence, on procède à une nouvelle lecture de la résolution et des termes du vote. On passe aussitôt au vote, lequel donne le suivant résultat : 84 voix pour, 14 contre et trois abstentions. »

“ Deux formes distinctes de collectivisme prennent forme sur le navire marchand au début de l'ère moderne. La première est le collectivisme constitué par la confrontation avec la nature. La seconde [...] est constituée par la confrontation avec le capital. Le travail collectif se transforme facilement en autodéfense collective à mesure que les marins cherchent à se protéger eux-mêmes des conditions violentes, du travail excessif et de l'autorité tyrannique. Alors que le collectivisme du bateau dépend d'une harmonie de volontés, d'un consensus, ainsi que d'un ensemble de relations paternalistes d'autorité, le collectivisme du marin, par contraste puissant, se forme à partir des conflits inhérents aux relations sociales de production et aux négociations à propos du travail salarié. Le collectivisme du bateau est vertical, celui du marin salarié ordinaire est horizontal.

Le collectivisme du marin [...] a souvent pour objectif de limiter l'exploitation, ainsi que la discipline et ses formes fréquemment sanglantes. Dans les autres chapitres, nous avons observé les formes spectaculaires d'opposition : arrêts du travail, désertions, grèves, mutineries et piraterie. Nous avons noté comment les marins se réfèrent les uns aux autres en tant que « *frères goudronneux* », établissant un système fictif de parenté qui développe une unité, et avec elle, des responsabilités et des protections mutuelles. Le collectivisme du marin va de l'autodéfense aux actes de soins mutuels, en passant par une attitude parfois communautaire envers la propriété. Les marins sont connus pour être généreux, ils développent des codes d'hospitalité et de partage. Ils se regroupent en bandes de deux, trois, quatre ou plus – partageant comme des frères, des compagnons, comme les membres d'un gang. Ils confèrent une signification particulière aux mots prononcés par Richard Taylor à ses compagnons pirates en 1722 : « *Soutenons-nous les uns les autres et prenons-nous en charge.* »

Un second aspect de la culture d'opposition du marin, intimement liée au collectivisme, est l'antiautoritarisme. L'origine de cette valeur n'est pas difficile à déterminer. Elle réside dans la nature violente, personnelle et arbitraire de l'autorité possédée et de la discipline dispensée par le capitaine marchand ou son second. Mais l'antiautoritarisme des marins n'est pas exclusivement tourné contre les capitaines et les seconds. Ils affichent généralement leur mépris envers beaucoup d'autres. La plupart considèrent apparemment les médecins avec un dégoût et une amertume exprimés par Edward Barlow : « *Sur les bateaux, les chirurgiens et les médecins sont souvent très négligents pour le pauvre homme tombé malade. Ils lui disent de venir les voir, lui prennent la main quand ils entendent qu'il a été malade pendant deux ou trois jours. Ils pensent que c'est suffisant. Ils tâtent son pouls quand il est à moitié mort, lui demandant quand il a été à la selle, comment il se sent, et comment il a dormi, puis lui donnent un peu de leur médecine sur la pointe d'un couteau, qui lui fait autant de bien qu'un coup de bâton sur la tête.* » D'autres personnages et incarnations de l'autorité n'échappent pas à la dénonciation : le roi, le Parlement, les gouverneurs, les officiels. Les juges et les tribunaux sont parfois l'objet de satires. [...]

On peut se demander combien de marins partagent le point de vue radical du pirate Charles Bellamy, qui, s'adressant à un marchand, lui déclare : « *Maudit sois-tu, tu n'es qu'un lâche, comme le sont tous ceux qui acceptent d'être gouvernés par les lois que des hommes riches ont rédigées afin d'assurer leur propre sécurité. Ils nous font passer pour des bandits, ces scélérats, alors qu'il n'y a qu'une différence entre eux et nous, ils volent les pauvres sous couvert de la loi tandis que nous pillons les riches sous la protection de notre seul courage.* »

Les hommes des mers considèrent qu'ils doivent bénéficier d'une distribution relativement égale des risques, des ressources et des récompenses à bord.

L'antiautoritarisme qui débute par une prise de position contre un capitaine marchand peut se terminer sur une condamnation brutale des « *hommes riches* » et de leurs lois.

Une troisième et dernière valeur cardinale dans la culture du marin ordinaire est l'égalitarisme. Les hommes des mers considèrent qu'ils doivent bénéficier d'une distribution relativement égale des risques, des ressources et des récompenses à bord. Cette valeur se reflète dans la préférence pour les « parts » plutôt que les « salaires ». Le système de parts, qui à l'époque médiévale accorde à chaque marin une part des profits du voyage, perdure chez les corsaires, les pirates et dans l'industrie de la pêche, servant à attirer les hommes dans chacun de ces secteurs.

Cet égalitarisme émerge pour partie en réaction à l'organisation hiérarchique du navire marchand et aux privilèges et abus. ”



Les Forçats de la mer

(Marins, marchands et pirates dans le monde anglo-américain 1700-1750)

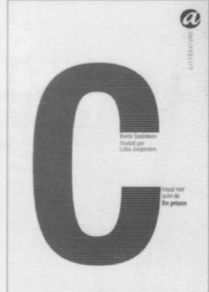
Marcus Rediker

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Fred Alpi, Libertalia, coll. « Terra Incognita », 2010, 464 p., 20 €

Après Pirates de tous les pays, le même éditeur publie un autre livre de l'historien marxiste américain qui démontre l'intérêt d'une histoire vue d'en bas, consacrée aux marins et aux pirates du monde anglo-saxon de la première moitié du XVIIIe siècle. En six chapitres denses, l'auteur présente un tableau du monde maritime de l'époque, puis de l'organisation du travail en mer. Il s'intéresse ensuite à la question du salaire de ces travailleurs avant d'examiner leur culture propre (cf. l'extrait reproduit ici même) et le monde social de la piraterie.

Pour Rediker, les marins ne sont pas des personnages romantiques ou romanesques, mais « de simples prolétaires partant en mer » *et vendant leur force de travail à des marchands au service d'une économie capitaliste déjà mondialisée.*





CHEVAL NOIR. EN PRISON
de Boris Savinkov
Traduit et préfacé par Luba Jurgenson, Anabet, 180 p., 19 €

Un révolutionnaire russe

Connu pour ses *Souvenirs d'un terroriste* (1982), Boris Viktorovitch Savinkov (1879-1925) est un personnage déconcertant qui a joué un rôle majeur dans les rangs de l'Organisation de combat du parti socialiste-révolutionnaire russe, l'une des organisations révolutionnaires du début du siècle. C'est l'époque du « terrorisme central » qui vise à organiser des attentats contre les dirigeants du pays dont les résultats les plus spectaculaires sont l'assassinat du ministre de l'intérieur Plehve (1904) et celui du grand-duc Serge, gouverneur de Moscou (1905). Trois ans plus tard, Azef, l'un des responsables du parti depuis 1903, est démasqué comme agent de l'Okhrana, la police politique du tsar. Après avoir douté de sa culpabilité, Savinkov doit se rendre à l'évidence et rédige son témoignage sur ces événements qui devient un document de référence pour qui veut penser la manipulation du terrorisme par l'État.

Savinkov entame alors une nouvelle vie dans l'émigration, en Italie et en France. À Paris, il fréquente la bohème artistique et littéraire qui se retrouve dans les cafés de Montparnasse, notamment Blaise Cendrars, Chagall, Soutine, Kisling, Fernand Léger, Amedeo Modigliani et Guillaume Apollinaire qui le présente comme *« notre ami, l'assassin »*.

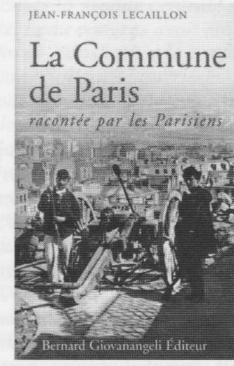
Revenu en Russie en 1917, il devient secrétaire à la Guerre dans le gouvernement Kerenski après la révolution de Février. Déçu par sa « mollesse » politique, il soutient l'initiative du général Kornilov qui envoie un corps d'armée vers Petrograd afin de lutter contre les bolcheviques. Il tente vainement de soulever les cosaques pour défendre le Palais d'hiver au moment de la révolution d'Octobre et combat dans les troupes anti-bolcheviques, mais est rejeté du mouvement blanc à cause de son passé révolutionnaire. Il fonde en juin 1921 l'Union populaire de défense de la Patrie et de la Liberté, à la fois contre les Rouges et les Blancs, pour une *« Troisième Russie, celle des paysans »*, les Verts. Après la défaite des Blancs, la guerre paysanne contre les Rouges revendique la gestion de l'économie rurale par des soviets débarrassés des communistes.

C'est cet épisode qu'évoque le roman *Cheval noir* paru en russe à Paris en 1923, dont le titre est tiré de l'Apocalypse : *« le cheval noir est celui qui tient une balance (symbole de la famine) »* ; *« Rouges, Blancs et Verts ont chacun raison »*. Pour Luba Jurgenson, ce roman *« se présente comme le journal d'un officier [...] qui, à la tête d'une trentaine de personnes, livre un dernier combat pour une cause perdue, balançant entre le désarroi et la foi en cette Russie qui donne au monde des cœurs purs et des martyrs, mais aussi des pogromistes, des tortionnaires et des pilleurs (les deux étant souvent réunis en une seule et même personne). »*

En 1925, Savinkov, qui vit à Paris, tombe dans un piège tendu par Félix Dzerjinski, le fondateur de la Tchéka, la police politique bolchevique, approuvé par Lénine lui-même dès 1922. Croyant prendre la tête d'un fort réseau antisoviétique, il est arrêté à la frontière polonaise, emprisonné et condamné à dix ans de détention. Dès son premier interrogatoire, il a fait une proposition d'offre de service à ses ennemis d'hier. Il écrit alors *En prison*, un de ses derniers textes, achevé peu avant son suicide probable. Au lendemain de sa mort, un journaliste de l'émigration explique ainsi : *« On lui avait promis la liberté. Cela ne fait aucun doute. On l'avait roulé dans la farine. Un véritable affront, un truandage. Il ne l'a pas supporté et il s'est jeté par la fenêtre. »*

Ainsi a pris fin la vie énigmatique et déconcertante d'un révolutionnaire russe dont Victor Serge a écrit que ses deux romans étaient *« empreints du plus profond désarroi moral, où l'inanité de l'effort révolutionnaire est écrite avec du sang »* avant d'ajouter : *« Terroriste professionnel, habitué à exécuter des ennemis autant qu'à sacrifier délibérément les meilleurs d'entre ses compagnons de lutte, avec, au fond, cette absence totale de confiance et de foi en la révolution, c'était bien un homme capable de tout, sauf de comprendre un vaste mouvement de masse et d'apprécier avec justesse les forces sociales en présence. »*

CJ



LA COMMUNE DE PARIS RACONTÉE PAR LES PARISIENS
de Jean-François Lecaillon
Bernard Giovanangeli Éditeur, 2009, 263 p., 20 €

Témoignages sur la Commune

Comme la mémoire est une part de soi-même pas toujours fidèle, les comptes rendus sur le vif d'événements intenses offrent une spontanéité et une fiabilité qu'on ne trouve pas nécessairement dans les souvenirs reconstitués très postérieurement aux faits. C'est le parti choisi par Jean-François Lecaillon pour laisser les Parisiens raconter la Commune de 1871 en collectant les écrits de spectateurs et d'acteurs de ce qui fut une véritable expérience politique. Chacun rapporte ses observations, ses espoirs, ses craintes, ses interrogations. Parmi les partisans de la Commune, Elie Reclus est de ceux qui mettent leur verbe au service de la cause. Dans le camp opposé, Edmond de Goncourt fustige les communards. On se terre chez soi quand la cannonade gronde ou, pendant une accalmie, on se rend en curieux sur le champ de bataille. Les points de vue sont personnels ; rares sont les témoignages qui ont aussi valeur d'analyse. L'ouvrage, organisé chronologiquement, nous plonge dans le quotidien de la Commune (une bombe est tombée dans le quartier, telle rue est barrée, la pénurie sévit, des curés sont arrêtés, etc.) mais un biais apparaît dans la sélection des témoignages, comme l'indique l'auteur dans une introduction lucide sur la valeur statistique de son échantillon. L'accès à l'instruction publique n'étant pas garanti équitablement à toutes les classes sociales, la pratique de l'écrit était plus commune chez les bourgeois apeurés que chez les ouvriers rassemblés sur les barricades, chez les officiers de l'armée que chez les femmes du peuple, chez les juristes et les médecins que chez les employés de maison. Toutefois, le panel utilisé ne se résume pas à l'opposition de deux blocs distincts. Sont présentées des opinions nuancées ou évolutives selon le cours des événements. Ces textes sont surtout factuels ; ils traduisent le ressenti du moment et permettent, cent quarante ans après, de s'immerger dans la vie parisienne pendant ces deux mois et demi dramatiquement terminés.

Jocelyn BÉZECOURT

Comment les politiques gèrent-ils nos villes ?

Spécialiste en sociologie urbaine, J.-P. Garnier a réuni par thèmes ses articles d'analyses critiques sur la gestion politique de nos villes. Partant de l'exemple de Paris transformé en une de ces capitales réservées *« à la jouissance raffinée et cosmopolite des plus riches »* (David Harvey), il détaille le processus qui permet de débarrasser un centre-ville de ses indésirables.

La méthode allie contre les pauvres les spéculateurs immobiliers et le personnel politique, en une *« fructueuse collaboration »* débutant par le choix d'une croissance des bureaux au détriment de l'habitat. S'ensuivent des ruptures de l'équilibre des générations, de la diversité sociale et de l'intégration des étrangers. Ouvriers, artisans, petits employés repoussés en périphérie, dans des lieux ne correspondant ni à leurs désirs ni à leurs besoins, se voient confisquer leur espace, leur histoire, et privés d'une vie sociale satisfaisante. Cette mise aux normes de l'identité sociale et résidentielle s'effectue par la destruction de l'habitat ancien ou, plus subtilement, par une rénovation zone par zone où *« le bobo chasse le prolo »*. Classe rempart de l'Internationale capitaliste, la petite bourgeoisie intellectuelle issue de 68 a imposé ses mœurs, sa culture pseudo-libertaire pour des résultats similaires à ceux de la petite bourgeoisie plus rétrograde qu'elle a évincée dans le discours dominant.

La liquidation des plus faibles ne s'embarrasse pas de couleur politique, ainsi la disparition du parc social, celui des logements privés accessibles, résulte-t-il de l'abrogation de la loi de 1948 par la « gauche » en 1981 et 1989. Son argumentation se conforte par l'étude du fonctionnement du Centre Beaubourg en symbole des efforts des intellectuels *« pour faire passer leur servilité pour de l'anticonformisme »*. Dans la deuxième partie, le chercheur explore l'art de traiter les faux problèmes pour éviter les vraies questions, c'est-à-dire nier les violences institutionnelles comme la précarité, le chômage, le démantèlement des acquis sociaux et la diminution de la part redistributrice de l'État. Le camouflage des origines sociales des émeutes urbaines autorise leur criminalisation et désigne un ennemi intérieur : le jeune de banlieue. Si l'auteur note que ces dépossédés n'ont, faute d'espoir d'émancipation collective, que trop bien intégré les valeurs matérialistes et consuméristes de leurs spoliateurs, il réserve l'essentiel de sa vindicte à des classes moyennes venues du peuple et simplement touchées par l'égoïsme et l'indifférence propres aux appétits rassasiés. Cet essai sur la violence contemporaine se conclut sur l'impossibilité de changer la ville sans changer la société. Pour cela l'identification de l'ennemi – la bourgeoisie et son État – est aussi nécessaire qu'une solidarité active avec les révoltés des cités. Déjà, Pierre Kropotkine écrivait en 1896 dans *L'État, son rôle historique* (éditions le Flibustier, 2009) : *« Les périodes les plus glorieuses de l'humanité furent celles où les libertés et la vie locale n'étaient pas encore détruites par l'État, et où des masses d'hommes vivaient en communes et en fédérations libres. »*

HF

Jean-Pierre Garnier
Une violence éminemment contemporaine
Essais sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle & l'effacement des classes populaires
Contre-Feux Agone

UNE VIOLENCE ÉMINEMMENT CONTEMPORAINE (ESSAIS SUR LA VILLE, LA PETITE BOURGEOISIE INTELLECTUELLE ET L'EFFACEMENT DES CLASSES POPULAIRES)
de Jean-Pierre Garnier
Agone, coll. « Contre-Feux », 2010, 256 p., 18 €

Rien de nouveau sur la naissance du PCF

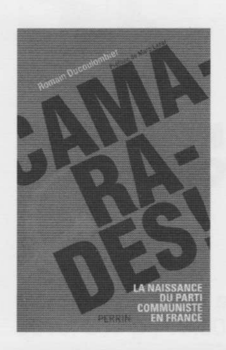
Dans une version remaniée de sa thèse de doctorat (*Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France, 1905-1925)*, sous la direction de Marc Lazar, Romain Ducoulombier propose une approche de la naissance du PCF qui a suscité un intérêt certain de la part des grands médias et l'approbation d'un très grand nombre de critiques. Il s'inspire notamment des écrits de François Furet, de Marc Lazar et de Stéphane Courtois. Ses recherches universitaires insistent sur la régénération révolutionnaire de l'homme et du corps social – un processus totalitaire qui puise ses racines dans le passé de la France à partir de 1789. Son but est de former des individus unidimensionnels. Les premiers communistes n'auraient pas échappé aux sirènes du despotisme et en auraient été les instigateurs par l'introduction d'un mode de vie militant ascétique et inquisitorial dès 1920.

Curieusement, l'ouvrage est miné par une contradiction puisqu'il fait la démonstration du caractère totalitaire du PCF dès sa naissance tout en réfutant cette caractérisation. Cette contradiction est soulevée dans la préface par Marc Lazar qui regrette *« le refus de l'auteur de qualifier de totalitaire ce premier Parti communiste au prétexte qu'il n'aurait pas accédé au pouvoir alors que toute sa recherche démontre que le PCF naissant signe la formation d'un mouvement totalitaire »*. S'il ne l'exprime pas de cette façon, l'auteur offre un certain nombre d'exemples qui doivent nous convaincre de cette orientation. Tout événement est rapporté à la supposée nécessaire régénération et doit l'exprimer d'une manière ou d'une autre, quitte à déformer les faits.

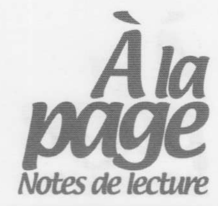
Ainsi, les premiers communistes auraient voulu la fin du régime des tendances dans le parti. Selon Romain Ducoulombier, *« dans l'esprit de Souvarine* [dirigeant du Comité de la III[e] Internationale, la gauche de la SFIO], *le redressement moral et politique du socialisme est conditionné par la suppression des tendances, tare originelle du socialisme parlementaire »*. Mais il confond le droit de tendances et la gestion de celles-ci au sein de l'appareil. La direction exécutive de la SFIO était constituée de militants élus à la représentation proportionnelle selon les résultats de chaque tendance. L'aile gauche reprochait en fait la neutralisation de cette instance par les débats incessants entre tendances, bloquant ainsi toute prise de décisions. En réalité, la gauche de la SFIO voulait que les tendances soient des forces de propositions dans les organes délibératifs et que la tendance majoritaire dirige seule le parti. Mais, à aucun moment, elle ne s'est positionnée contre leur existence. Par ailleurs, les statuts adoptés en mai 1921 ont garanti le droit d'expression des minorités dans le PC jusqu'en 1926.

L'auteur passe par-dessus des faits tangibles et évacue la nécessaire périodisation du communisme français. Le PC est le produit de circonstances et de forces sociales qui le travaillent de l'intérieur (syndicalistes, membres de l'appareil, élus…) et de l'extérieur (via son insertion dans la société française et l'influence de l'appareil soviétique russe jusqu'en 1991). C'est en le ramenant à sa dimension sociale qu'on peut espérer comprendre les changements introduits en son sein depuis 90 ans. Comment concevoir le phénomène communiste en dehors de la vie réelle ?

François FERRETTE



CAMARADES ! LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE EN FRANCE
de Romain Ducoulombier
Perrin, 2010, 432 p., 23 €





OUVRIÈRE D'USINE
PETITS BRUITS D'UN QUOTIDIEN PROLÉTAIRE
de Sylviane Rosière
Les éditions libertaires, 2010, 173 p., 10 €

Témoignage de la condition ouvrière féminine

Albert Camus écrivit, à propos de *Compagnons*, le chef d'œuvre de Louis Guilloux, qu'il n'y avait pas d'un côté *« la littérature ouvrière »* et de l'autre *« la grande littérature »* (lire, sur le site de Smolny, son texte paru dans *Révolution prolétarienne*, n° 447, daté de février 1960), mais simplement de la bonne ou de la mauvaise littérature. La chronique de Sylviane Rosière qui court sur un an – du 28 novembre 2006 au 6 décembre 2007 – est assurément à classer dans la première catégorie tout en s'inscrivant dans une tradition qui, de Malva à Émile Guillaumin en passant par Henry Poulaille, témoigne d'une condition sociale qui rend l'exercice littéraire encore plus admirable, ce dont convenait Camus dans l'article auquel nous faisons référence.

Ce livre, *Ouvrière d'usine*, publié par les bons soins des Éditions libertaires, qu'elles en soient remerciées, est assurément une œuvre littéraire de qualité. L'équilibre maîtrisé entre la sobriété du style et la justesse – et pour cause – de la peinture *« des petits bruits du quotidien prolétaire »* est tenue de bout en bout avec adresse, et une discrète sensibilité. Ce qu'en d'autres termes, on appelle le talent. La maîtrise délicate de l'auteure a des douceurs généreuses lorsqu'elle fait exister en quelques traits suggestifs et un court dialogue ses compagnes et compagnons, Fafa, Loïc, Pascal, Hichem, et tant d'autres. La pudeur avec laquelle elle évoque ses émotions fait ressortir, par contraste, la grossièreté et l'inélégance industrielle de l'usine, ses audits, sa productivité et ses turpitudes. Un petit bout de femme lucide et énergique malgré l'usure d'une vie passée au service des machines nous compte l'existence qu'on leur fait.

Son premier jour d'usine remonte à 1969; *« j'avais 18 ans et un petit solex bleu »*, dit-elle. Elle en a aujourd'hui 57 ans, et la quitte malade. Son récit coule au rythme des jours qui s'égrènent. Il va telle une mélodie mélancolique écrite par petits jets, comme un murmure. Rédigée après avoir quitté son poste, entre fatigue et lassitude, portée par un souffle court mais tonique, qui laisse filer, du bout des lèvres, des phrases précises et syncopées, cette narration est animée par la lucidité de sa rédactrice.

Des vies multiples, et tout aussi discrètes que la sienne, résistent de mille et une manières, malgré tout; jusques et y compris dans les petites confessions entre collègues, l'alcoolisme et la brutalité d'une condition sociale qui enferme plus d'un jeune embauché dans une fuite en avant qui se transformera en cauchemar lorsque le licenciement, la prison et pour certains la maladie leur rappelleront ce qu'il en est de leur avenir. Autant de captifs dont l'évasion sera fatalement de courte durée. Toute la brutalité de leurs échecs tient précisément dans cette absence d'échappatoire ailleurs, autrement. Parfois, un marteau vole dans l'atelier.

Ouvrière dans une usine de décolletage en Haute-Savoie, dans une vallée où ceux d'en haut vivent du commerce de la neige et pleurnichent lorsqu'elle vient à manquer, et ceux d'en bas la maudissent lorsqu'elle rend dangereuse *« la route blanche qui monte à Chamonix »*, Sylviane Rosière dit si bien cette fatigue qui, jour après jour, détruit insidieusement les plus résistants, rend dingue ou au contraire atone, perdue; une organisation du travail en équipe qui énerve, dans les deux acceptions du terme. Une pesanteur de tous les instants qui aggrave la résignation. Plus particulièrement lorsqu'il faut subir le machisme d'une coutume étrangère à l'athéisme de la narratrice. Les pratiques culturelles de nature religieuse, tel que le ramadan, arc-boutées sur le refus d'accepter que l'on ne veuille pas croire en Dieu, pèsent de tout leur poids sur le couvercle de la marmite dans laquelle mijote l'oppression ordinaire qui, en plus du reste, accable les jeunes femmes d'origine étrangère.

La vie quotidienne de cette usine sent *« la chaussette sale »* et *« la couverture qui est dans la niche du chien »*, l'huile et la laideur. L'on étouffe l'été sous la tôle et la charpente métallique. Des prénoms vont et viennent, presque des ombres furtives, saisis par petites touches. Ils sont comme traversés par des rumeurs de rachats et les possibles fermetures d'usine si nombreuses dans la vallée. Une petite voix de femme, celle de Sylviane Rosière, laisse entendre, avec une délicate assurance, la scansion d'un univers bercé par le bruit des machines, et les vapeurs de trichlo, d'antirouille et de produits à dégraisser le sol qui rongent les âmes autant qu'ils détruisent les corps. Apparaissent, disparaissent et réapparaissent ceux qui, au gré des équipes et de l'intérim, sont autant de lueurs vacillantes dont on saisit la condition tragique par intermittence dans une succession de dialogues que l'auteure rapporte avec soin; elle qui sait si bien écouter sans se renier. Pathétiques souvent, dérisoires parfois, aucune de ces existences ne laisse le lecteur à l'extérieur de son exposition. Au fil de ces jours qui s'égrainent, l'usure intime se fait de plus en plus prégnante. La maladie guette. Se déclare. Le cancer, le salaire amputé, la perte de la prime d'assiduité. Et s'éloigne une usine où l'on n'a plus rien à faire !

Être humain dans un univers déshumanisant, se tenir droit malgré tout, avoir sa conscience pour soi quoi qu'il en coûtât, savoir préserver son quant-à-soi, ne jamais renoncer à l'essentiel, sont en soi des actes de résistance. Ils tracent le chemin de la dignité. Sylviane Rosière sait rendre familiers ceux qui comme elle se débattent sans illusion pour soutenir la productivité d'une usine que la spéculation financière et la mondialisation menacent. L'oscillation émouvante de sa chronique est une source de fierté que nous aimerions être dignes de pouvoir partager avec elle.

Jean-Luc DEBRY



LE MILITANTISME, STADE SUPRÊME DE L'ALIÉNATION

ORGANISATION DES JEUNES TRAVAILLEURS RÉVOLUTIONNAIRES
Parrhésia/Éditions du Sandre, 2010, 56 p., 9 €

Avec un titre pastichant Lénine et des images de bandes dessinées détournées à la manière des situationnistes, cette brochure de 1972 – et son complément de 1974 – illustre parfaitement un certain état d'esprit post-soixante-huitard qui critiqua radicalement le militantisme gauchiste des organisations marxistes-léninistes, basé sur des valeurs religieuses de sacrifice et de charité. Elle s'attache donc à comprendre les raisons de l'apparition de ces micro-bureaucraties et à *« déchirer le voile de leurs idéologies pour découvrir leur rôle historique véritable »* afin de les traiter pour ce qu'elles sont: *« une nouvelle classe dirigeante en formation »*.



La Commune encore et toujours

LES ANARCHISTES ET LA COMMUNE DE PARIS
de Jean-Philippe Crabé
Les Éditions du Temps perdu, 2010, 126 p., 9 €

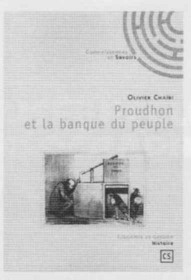
Quand on s'intéresse à l'Histoire, que ce soit dans l'approche des événements ou dans la compréhension des comportements et des mentalités, on trouve trop souvent de multiples erreurs dues à l'ignorance, la paresse, le conformisme, les préjugés ou la malhonnêteté de ceux qui ont écrit. L'histoire de la Commune de Paris de 1871, un des plus grands événements dans la vie de l'humanité, malheureusement, n'y échappe pas. Son historiographie est un fétu de paille, brinquebalé çà et là au gré du vent de l'idéologie dominante dans le mouvement ouvrier. Après avoir été honnêtement et passionnément décrite par ses acteurs ou ses témoins (Lanjalley et Corriez, Lissagaray, Lepelletier), la révolution communaliste est analysée avec un peu de recul et de sens critique mais toujours d'un point de vue officiel mettant en scène ceux d'en haut (l'Hôtel de ville et la place Vendôme) en ignorant *« ceux d'en bas*[1] *»* (Fiaux, Bourgin, Laronze). Elle finit par tomber entre les mains des charlatans de l'idéologie pseudo-marxiste qui avec les lunettes de la Révolution russe, vont imposer une interprétation ahistorique, caricaturale et dogmatique, idéalisant un peuple de Paris au service d'une Commune précurseur d'un pouvoir bolchevique généreux. Toute critique est vouée au mieux aux gémonies quand elle ne provoque pas intimidations et menaces plus ou moins voilées en retour. Il faut attendre le lumineux *Paris Libre 1871* de Jacques Rougerie en 1971 pour qu'un coin solide soit enfoncé, permettant le déchirement de cette idéologie pesante et inintéressante. Et les historiens dignes de ce nom ont pu revenir, essayant de rattraper cinquante années perdues (Serman, Tombs, Milza).

Dans un petit livre, mon ami Jean Philippe Crabé s'interroge ainsi sur les liens entre les idées de l'anarchisme et la Commune, essayant d'analyser l'intervention des antiautoritaires (l'anarchisme n'existe pas encore sous cette appellation) dans ce formidable mouvement social et politique et l'influence que la Commune a laissée dans l'histoire du mouvement libertaire. Reposant sur une solide documentation, il tord le cou aux idées fausses qui peuvent continuer d'exister, rétablissant certaines vérités sur la démocratie directe, le mandat impératif, l'intervention du peuple, le vrai, celle de la garde nationale, des quartiers et des clubs.

Pierre-Henri ZAIDMAN

1. D'après le livre de Mariano Azuela.

Une banque pour le peuple



PROUDHON ET LA BANQUE DU PEUPLE (1848-1849)
d'Olivier Chaïbi
Connaissances et savoir, 2010, 237 p., 19,90 €

Après la Révolution de 1848, Pierre-Joseph Proudhon lança le projet de Banque du peuple. Il ne s'agissait pas dans son esprit d'une *« simple réforme banquière »*, mais *« d'un revirement complet, opéré par le changement de position, ou l'interversion des rapports entre les deux grandes forces du capital et du travail, interversion opérée sans arrêter le mouvement intérieur, (et ou tout devait changer) dans la philosophie, la religion, le monde, la politique, le droit par la réforme économique »*. Il fit ainsi précéder l'acte constitutif, *« l'honneur de sa vie »*, comme il s'en expliqua dans *Le Peuple* du 15 avril 1849, d'une déclaration solennelle contenant un serment devant Dieu et devant les hommes, sur l'Évangile et la Constitution.

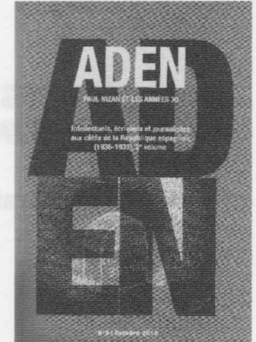
Pour abolir le capitalisme, les travailleurs devaient se prêter mutuellement les capitaux dont ils avaient besoin pour leurs projets coopératifs. Au début de 1849, elle comptait plus de 10 000 adhérents. La condamnation de Proudhon à une peine de prison et la répression d'une manifestation le 13 juin 1849 mirent fin à l'expérience dont on ne sait si elle aurait pu réussir.

PHZ





Un certain engagement en politique dans les années trente (suite)



PAUL NIZAN ET LES ANNÉES TRENTE

INTELLECTUELS, ÉCRIVAINS ET JOURNALISTES AUX CÔTÉS DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE (1936-1939)

2E VOLUME

Aden n° 9, octobre 2010, 450 p., 25 €

En 2006, la revue *Aden* avait consacré un premier volume à ce thème (cf. *Gavroche*, n° 150, avril 2007); elle annonce, après celui-ci, un prochain numéro dans les années à venir sur ce sujet, démontrant qu'elle a de la suite dans les idées et veut explorer méthodiquement un champ de recherches délaissé.

La présente livraison revendique une plus grande ouverture internationale, largement atteinte, et *« la même volonté de faire entendre toutes les sensibilités de la gauche »* – une intention louable, mais qui reste problématique pour aborder des événements qui virent une véritable chasse à l'homme dans le camp républicain espagnol et laisse nombre d'impensées dans la façon d'aborder cette période jusqu'à nos jours.

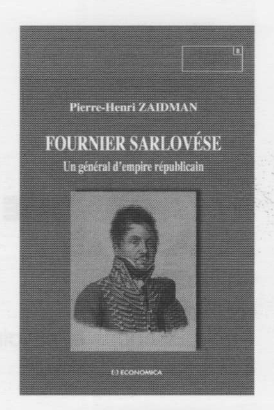
Dans un sommaire parfois inégal, on oubliera vite la contribution sur Simone Weil pour noter que sont abordés des écrivains comme Max Aub, l'auteur du *Labyrinthe magique*, une saga en six volumes sur la guerre d'Espagne (en cours de traduction française), Ruth Rewald, auteur de l'unique roman allemand pour la jeunesse sur le sujet, le pacifiste Jean Guéhenno, le poète britannique W. H. Auden, l'écrivain hollandais Jef Last, connu pour avoir accompagné André Gide et Eugène Dabit dans leur voyage en URSS. On lira aussi avec intérêt l'article consacré au groupe antifasciste italien fondé par Carlo Rosselli, *Giustizia e Libertà*, dont de nombreux militants sont venus se battre en Espagne.

Sont aussi évoquées les revues communistes *Commune*, l'organe de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, en France, et *El Mono Azul*, celui de l'Alliance des intellectuels antifascistes pour la défense de la culture, en Espagne: deux publications typiques du discours de la période des Fronts populaires dont la rhétorique à prétention antifasciste s'insère, entre, faut-il le rappeler, la politique dite « classe contre classe » qui ouvrit les voies du pouvoir à Hitler en Allemagne – et celle, « anti-impérialiste », qui suivit la signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

La revue poursuit également son exploration des « héritages de Nizan » et offre une substantielle rubrique de notes de lecture.

Un dossier à lire mais en gardant à l'esprit les réflexions de Victor Serge après la mise hors la loi du POUM et la démission de Largo Caballero: *« Impossible de vaincre le fascisme* [...] *en instituant à l'intérieur un régime de camps de concentration et d'assassinat contre les antifascistes les plus énergiques et les plus sûrs; et en perdant le prestige moral de la démocratie. »*

Un général pas comme les autres



FOURNIER SARLOVÉSE: UN GÉNÉRAL D'EMPIRE RÉPUBLICAIN

de Pierre-Henri Zaidman

Economica, 2011, 197 p., 26 €

Pierre-Henri Zaidman vient de faire paraître une biographie du général Fournier. Objet curieux s'il en est: que peut bien narrer l'histoire d'un général sinon batailles (Marengo, Montebello, Bérézina...), tueries voire pillages? À ceux que la soldatesque ne passionne pas vraiment, on aurait presque envie de dire: *« passez votre chemin il n'y a rien ici à penser! »*

Mais ce serait mal connaître Pierre-Henri Zaidman: ce grand thuriféraire de la Commune, de la garde nationale, et du mandat impératif a l'air de s'égarer dans des sentiers qui ne sont pas les siens! Et pourtant! N'attendez pas de lui qu'il reluise la gloire de l'épopée napoléonienne ou s'époumone au grand vent de l'Histoire. Il en serait d'autant plus incapable qu'il a pour les Bonaparte une défiance très hugolienne que nourrissent son goût pour les soulèvements populaires et sa méfiance endémique pour le pouvoir. Ce n'est certainement pas l'Esprit que vous verrez passer ici à cheval, mais cet inextricable imbroglio que l'histoire compose quand le souffle global s'insinue dans les venelles des destinées individuelles.

C'est que Fournier n'est pas un général comme les autres: réputé pour ses charges frénétiques, son courage indéniable, mais sa brutalité sanguinaire, Fournier est une légende contrefaite que l'auteur se plaît à écorner. Derrière les fumées sans feu, il trouve un républicain, fidèle, entêté, prompt à la provocation, sans cesse opposé aux visées impériales de Bonaparte. Derrière l'icône, un homme, courageux, écartelé entre sa carrière de militaire, et ses aspirations politiques; entre ses colères et ses petites mesquineries ordinaires; entre l'obéissance et la révolte. Un homme, simplement; loin de la légende, au plus près des contradictions dont chacun se contrefait.

Il réside ici l'intérêt de ce livre et, sans doute, le motif qui poussa Pierre-Henri Zaidman à se pencher sur le destin de Fournier: derrière le récit, sous les anecdotes, non pas un projet inutile de réinventer un mythe mais au contraire l'effort bien fécond de mettre les mains dans les entrailles de l'histoire où la ruse a maille à partir avec le trivial.

Pour une fois ce n'est pas le bruissement immense du peuple que vous entendrez; encore moins le tableau glorieux de la liberté en armes que vous verrez ici! C'est une autre histoire que raconte ici l'auteur, un autre coin du rideau qu'il soulève. Prise côté cour, du bord des élites et des armes, des puissants autant que des rêveurs! Et chose curieuse: c'est pourtant la même histoire!

Et c'est cela qui fait tout l'intérêt de ce livre.

Anecdotes, certes, racontées avec verve; faits d'armes joliment emportés, bien sûr! Mais, dessous, cette sourde certitude que l'histoire, d'en haut ou d'en bas, raconte toujours le même récit, *« plein de bruit et de fureur »*, on le sait, *« raconté par un idiot et qui ne signifie rien »*!

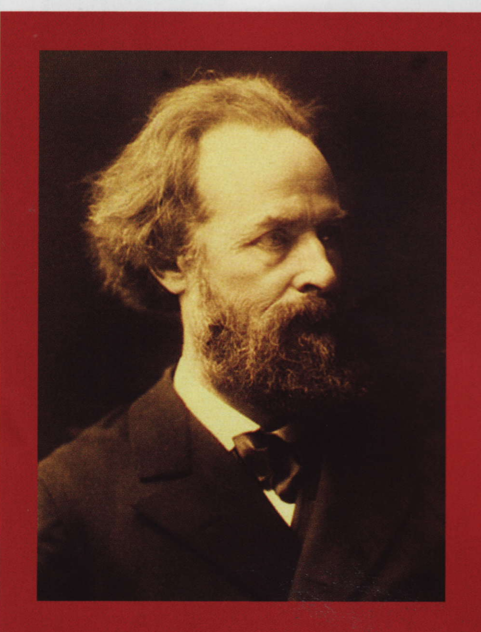
Ceci encore fait tout l'intérêt de ce livre qui nous en dit au moins autant sur Fournier que sur l'auteur! L'histoire ne va nulle part qui écrase ses acteurs dans les impasses de l'absurdité; il y a de la tragédie derrière tout cela qui ne vous laisse, lecteur, que cette étonnante alternative: ou la nostalgique rêverie d'une liberté trop romantique, ou l'absurde impasse! L'homme ne fait décidément pas l'histoire, mais celle-ci échoue identiquement à faire l'homme.

Fournier meurt sans descendant; nos rêves aussi!

Pierre-Michel SIMONIN

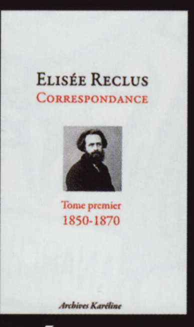


Actualité des frères Reclus



Les lecteurs de *Gavroche* connaissent depuis longtemps (cf. n° 8) Élisée Reclus (1830-1905) qui fut à la fois l'une des grandes figures de l'anarchisme français et un géographe de génie, pionnier d'une géographie sociale qui inclut l'homme dans la nature. Dans le n° 164, notre ami Charles Jacquier rendait compte de la biographie de Jean Didier qui vient d'obtenir le prix Femina Essai.

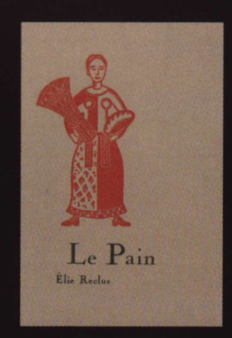
L'intérêt du public et la persistance d'une réelle demande expliquent sans doute (c'est le cas aussi pour Louise Michel) la multiplication des éditions et des rééditions tant d'Élisée que de ses frères Élie, Paul et Onésime. Plusieurs éditions ou rééditions récentes méritent d'être signalées.



ÉLISÉE RECLUS CORRESPONDANCE

3 vol., Karéline, 2010, 352 p. + 519 p. + 339 p., 32,30 + 46,55 + 32, 30 €

L'abondante correspondance d'Élisée Reclus est à son image : dans son dialogue avec les savants, artistes et activistes libertaires de son temps, jamais il ne se départ de sa précision scientifique ni de son farouche souci de la Liberté de l'individu. Reclus s'y révèle tel qu'en lui-même, complexe et fascinant.



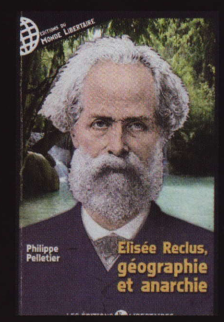
LE PAIN
d'Élie Reclus

Préface de Joël Cornuault.
Illustrations de Marfa Indoukaeva.
Héros-Limite, 2010, 175 p., 16 €

Joël Cornuault a raison lorsqu'il affirme que les frères Reclus furent sans doute les derniers *« savants indisciplinés »*, étrangers à l'expression académique des savoirs.

Cette « histoire » éditée en 1909 par l'historien des religions, Maurice Vernes, à partir du manuscrit inachevé trouvé dans ses archives, fait la synthèse des coutumes relatives à la récolte du grain, à la fabrication du pain et à la symbolique de ce *« véhicule magique »* singulier. Nul besoin d'insister sur l'intérêt d'un tel panorama qui, des campagnes françaises aux temples mexicains, ne néglige aucun *« fulminant Donar »*, aucune pratique, aucun tabou relatif à cette nourriture essentielle.

À l'heure où l'on se gave de substances trafiquées au contenu douteux, ce *Pain* constitue une forme de diète intellectuelle des plus saine.



ÉLISÉE RECLUS, GÉOGRAPHIE ET ANARCHIE
de Philippe Pelletier

Éditions du Monde Libertaire, 2009, 255 p., 12 €

Le livre de Philippe Pelletier est l'une des publications qui représentent le mieux la nouvelle démarche scientifique des études concernant Élisée Reclus (1830-1905), que différents colloques, tenus en 2005 à l'occasion du centenaire de la mort du géographe anarchiste ont inauguré. L'auteur organise intelligemment son étude d'après des passages thématiques, qui vont du parcours géographique de Reclus au rapport plus général entre géographie et anarchie qui constitue la partie la plus longue et la plus passionnante de l'ouvrage car l'auteur s'attarde à comprendre *« s'il n'y a pas un rapport plus profond entre géographie et anarchie, au-delà même de la personnalité de Reclus »* (p. 131). En effet, plusieurs importants représentants historiques du mouvement anarchiste sont géographes, notamment les frères Reclus, Pierre Kropotkine, Léon Metchnikoff, Charles Perron, etc., tandis que les marxistes ne s'occupent pas de géographie jusqu'à la deuxième moitié du XX[e] siècle, lorsqu'ils se trouvent contraints à rechercher des « pères nobles » parmi les géographes anarchistes (n'ayant pas des références de la même valeur dans leur propre « pré carré »). Philippe Pelletier mobilise là un vaste spectre de problématiques dont beaucoup touchent l'actualité.

CJ/PHZ



— Il n'a pas d'étiquette !...

Les dessins de Jossot sont souvent invoqués pour leur radicalité anticléricale, antimilitariste, antipolicière. Cette production ne constitue pourtant qu'une petite part de son œuvre. Jossot a abandonné la révolte individuelle pour se convertir à l'Islam en 1913 (il vit alors et jusqu'à sa mort en Tunisie) et se consacrer à la peinture orientaliste. Pour découvrir toutes les facettes de l'artiste, ne pas manquer l'exposition que lui consacre la Bibliothèque Forney à Paris, jusqu'au 18 avril 2011.